N°51 NOVEMBRE 2015 - REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF - 6 EUROS

P. 34 GRAND ENTRETIEN
RASSEMBLER CONTRE L'AUSTÉRITÉ POUR LES ÉLECTIONS RÉGIONALES 2015
Yann Le Pollotec

P. 38 COMBAT D'IDÉES
LE CYBERMILITANT : PROMESSES ET LIMITES
Gérard Streiff

P. 46 TERRITOIRES
L'ESPACE TRADITIONNEL AFRICAIN FACE AU MARKETING TOURISTIQUE
Mimoun Hillali

LA REVUE DU PROJET

DOSSIER

CLIMAT
LE TEMPS DES CHOIX POLITIQUES

Parti communiste français

SOMMAIRE

Les cinq printemps de *La Revue du projet*

La Revue du projet fêtait ses cinq années d'existence, jeudi 1er octobre avec, pour ouvrir la soirée, un hommage à Roger Vailland, lectures faites par des comédiens et coordonnées par Marie-Noëlle Rio, suivi d'un grand débat entre Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, président du PGE et Giorgios Karatsioubanis, dirigeant de Syriza. Enfin, les pianistes Michel Benhaïem et Daniel Isoir ont joué au cœur de la coupole du conseil national du PCF *Le Sacre du printemps*, faisant écho aux quelques vers du poète latin Virgile, cités par Guillaume Roubaud-Quashie, directeur de la revue, en ouverture de la soirée.

3 ÉDITO
Léo Purgette La France en l'air

4 POÉSIES
Victor Blanc L'Odyssée d'Homère (II)

5 REGARD
Raphaël Boch Pour la dignité !

6 ▸ 30 LE DOSSIER
CLIMAT : LE TEMPS DES CHOIX POLITIQUES
Séverine Charret et Pierre Crépel Un consensus apparent
Hervé Bramy L'urgence d'agir !
Jean-Baptiste Fressoz Climat : sauver l'homme ou le capital ?
Lydia Samarbakhsh La réussite de la COP21 est entre les mains des pays les plus riches
Txetx Etcheverry Le Tour Alternatiba, bilan et perspectives
Frédéric Rauch Climat : relever le défi du financement
Sylvie Mayer Quelques questions dérangeantes dans le consensus apparent
Raymond Combaz et Perrine Paris-Sidibé Givors et le climat
Anne Mesliand Le climat, la science et la recherche
Alain Obadia Construire un nouveau modèle productif social et écologique
Yann Le Pollotec Se saisir de la révolution numérique pour changer de modèle
Xavier Compain Réconcilier climat et alimentation de tous les êtres humains
Ibrahima Sene La responsabilité des (anciens) colonisateurs. L'« exemple » du Sénégal
Maxime Combes Stop aux crimes climatiques : sortons de l'âge des fossiles
Valérie Goncalves La transition énergétique
Marc Thiberville Nous avons besoin d'air, passons à l'ère du ferroviaire !
Jean-Pierre Dubois Développement durable et droits humains sont indissociables !

31 LECTRICES/LECTEURS

32 ▸ 33 LA FRANCE EN COMMUN
Florian Gulli Une formation militante sur l'écologie dans le Doubs
Jean-Claude Cheinet Produire autrement

34 ▸ 37 TRAVAIL DE SECTEURS
LE GRAND ENTRETIEN
Yann Le Pollotec Rassembler contre l'austérité pour les élections régionales 2015

PUBLICATIONS DES SECTEURS
Nicolas Bonnet-Oulaldj Paris, candidate en 2024

38 COMBAT D'IDÉES
Gérard Streiff Le cybermilitant - Promesses et limites

40 FÉMINISME
Sophie Simon et Ernestine Ronai Violences faites aux femmes : mesurer leur ampleur et leur gravité pour agir

42 MOUVEMENT RÉEL
Alexandre Feron Le marxisme ouvert de Trần Đức Thảo

44 HISTOIRE
François Menant Les républiques urbaines dans l'Italie communale (XIIe-XIVe siècles) : vie politique et évolution sociale (partie 2)

46 PRODUCTION DE TERRITOIRES
Mimoun Hillali L'espace traditionnel africain face au marketing touristique

48 SCIENCES
Ahmed Djebbar Les sciences arabes : des héritages gréco-indiens à leur circulation en Europe (VIIIe-XVe siècles)

50 SONDAGES
Gérard Streiff Les écoutes américaines
Un agacement croissant

51 STATISTIQUES
Mickaël Orand Que mangent les Français ?

52 ▸ 55 CRITIQUES
• LIRE : **Gérard Streiff** Patrick Modiano, mode d'emploi
• **Gérard Le Puill** *L'écologie peut encore sauver l'économie*
• **Georges Gastaud** *Marxisme et universalisme, Classes, Nations, Humanité(s)*
• **Dominique Crozat, Elisabeth Gauthier (coord.)** *Écrits sur la Grèce. Points de vue européens.*
• **Ouvrage collectif** *Franco la Muerte*

56 DANS LE TEXTE
Florian Gulli, Jean Quétier Le rôle de la violence dans l'histoire

58 BULLETIN D'ABONNEMENT

59 ORGANIGRAMME

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Léo Purguette et Igor Martinache

La Revue du projet - Tél. : 01 40 40 12 34 - **Directeur de publication :** Patrice Bessac
Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • **Rédacteurs en chef :** Clément Garcia, Léo Purguette, Jean Quétier, Gérard Streiff • **Secrétariat de rédaction :** Noëlle Mansoux • **Comité de rédaction :** Caroline Bardot, Stève Bessac, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Bordas, Mickaël Bouali, Davy Castel, Étienne Chosson, Maxime Cochard, Séverine Charret, Quentin Corzani, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Alexandre Fleuret, Florian Gulli, Nadhia Kacel, Corinne Luxembourg, Stéphanie Loncle, Igor Martinache, Michaël Orand, Marine Roussillon, Alain Vermeersch • **Direction artistique et illustrations :** Frédo Coyère • **Mise en page :** Sébastien Thomassey
Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19)
Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex)
Dépôt légal : novembre 2015 - N°51 - **ISSN** 2265-4585 - **N° de commission paritaire :** 1019 G 91533.

La France en l'air

France in the air. Quel beau slogan. Vous êtes priés de saisir. Pas besoin de parler anglais. Rien à voir avec la langue de Shakespeare. Non, comprenons-nous : c'est la langue des modernes, le sabir mondial de ceux qui surplombent. *France in the air*, quelle meilleure façon de faire entrer une ex-compagnie nationale d'aviation dans le XXIe siècle ? Cette époque formidable qui semble bloquée sur marche arrière.

Quand les salariés d'Air France, refusant le plan *Perform 2020,* tirent un peu trop fort sur le col blanc de deux de leurs dirigeants, ce sont des « voyous ». Vous avez compris ? Sur tous les tons mais toujours dans la même langue, Manuel Valls, la droite, le PS, le FN, l'ont martelé. Les média dominants, eux, se sont émus. « Images hallucinantes », « scène incroyable », « violences extrêmes ». 2 900 emplois mis en l'air. Merci de garder son sang-froid.

Sur tous les écrans, des pantins sans figure, interchangeables à la De Chirico, se relaient pour servir le même discours. À l'indignation outrée, ils ajoutent le cynisme et assurent que sans ces chemises mises en pièces, projecteurs et caméras se seraient naturellement tournés vers le drame social qui se joue chez Air France. Les 2 700 salariés d'Areva menacés de licenciement, bien braves, cherchent toujours la lumière.

À la télévision, Marine Le Pen, elle, n'en manque pas. Elle se paye même le luxe de refuser une énième invitation pour *in fine* faire entendre encore un peu plus parler d'elle.

Et dans le même temps, le code du travail ? En l'air ! Les retraites complémentaires ? En l'air ! Le repos dominical ? En l'air ! Les promesses électorales ? Vous avez deviné. Bref, la France du progrès, notre France, en train d'être fichue en l'air. Serrez les dents. C'est ainsi, sinon ce sera pire. « Si vous voulez une rupture, suivez mon regard, vous aurez la rupture mais la rupture sera dangereuse pour la République et nos valeurs, elle sera aussi dangereuse pour notre économie », met en garde le Premier ministre dans *le Figaro*. Vous n'avez pas voté au référendum du Parti socialiste pour l'unité de la gauche ? Il reste encore le 1er tour des régionales. On vous aura prévenus.

Dans le *Wall street journal*, Emmanuel Macron, ministre des économies et de la finance, lui, n'a pas la main qui tremble. Il sait ce qu'il faut faire et le fait savoir à ses semblables avec tribune *Building a new french capitalism*, toujours dans cette langue globale de l'évidence libérale.

Et puis dans les salons, entre nous, on ne s'encombre pas de nuances. Les pays du Sud de l'Europe, aux dettes publiques obèses ? Des *PIGS* (Portugal, Italy, Greece, Spain). La commission pour la libération de la croissance française réunie par Nicolas Sarkozy et qui inspire le gouvernement Valls ? Dites *Jacques Attali liberalization's commission*, c'est plus court. Avec le mélange de franchise et de brutalité qui le caractérise, Emmanuel Macron s'amuse de son passé de banquier : « On est comme une sorte de prostituée. Le job, c'est de séduire ».

Ne jouez pas les Nadine de Rothschild. Les bonnes manières d'aujourd'hui ne sont plus celles d'hier. Attractivité-compétitivité-flexibilité. Apprenez le langage des puissants.

Speak white écrivait Michèle Lalonde, poétesse québécoise dans un texte révolutionnaire à la résonance prémonitoire.

« Speak white and loud
qu'on vous entende
de Saint-Henri à Saint-Domingue
oui quelle admirable langue
pour embaucher
donner des ordres
fixer l'heure de la mort à l'ouvrage
et de la pause qui rafraîchit
et ravigote le dollar [...] *speak white*
parlez-nous production profits
et pourcentages
speak white
c'est une langue riche
pour acheter
mais pour se vendre
mais pour se vendre à perte d'âme
mais pour se vendre
ah !
speak white
big deal
mais pour vous dire
l'éternité d'un jour de grève
pour raconter
une vie de peuple-concierge
mais pour rentrer chez nous le soir
à l'heure où le soleil s'en vient crever au-dessus des ruelles
mais pour vous dire oui que le soleil se couche oui
chaque jour de nos vies à l'Est de vos empires
rien ne vaut une langue à jurons
notre parlure pas très propre
tachée de cambouis et d'huile »

C'est dans cette langue-là, la nôtre, celle des humbles, des laborieux, celle des manifs, du travail et du chômage, celle des quartiers et des ailleurs, qu'il nous faut reprendre la parole.

C'est dans cette langue-là, qu'il nous faut raturer les *scenarii* écrits par d'autres pour les régionales et pour la suite. Les raturer à l'encre rouge comme la colère et comme l'espoir.

C'est dans cette langue-là, la nôtre, que nous voulons écrire un projet d'émancipation humaine pour le XXIe siècle. Avec toutes celles et tous ceux qui parlent le même langage, et qui malgré toutes leurs différences sont du même monde. Nous sommes très nombreux à ne pas vouloir mettre la France *in the air*, mais en commun.

La France en commun peut-être la première page d'un nouveau livre écrit à des millions de mains. Car une idée devient une force – à condition – qu'elle s'empare des masses. ■

Léo Purguette,
Rédacteur en chef

L'Odyssée d'Homère (II)

Ce que c'est que la poésie. *L'Odyssée*, il fallait bien y revenir. L'épisode est connu. À partir du Chant IX, Ulysse, échoué sur l'île des Phéaciens, raconte au roi Alcinoos les aventures qu'il a vécues depuis son départ de Troie. Après une escale sanglante chez les Cicones et une autre, indolente, chez les Lotophages, Ulysse et ses compagnons arrivent sur l'île du cyclope Polyphème, fils de Poséidon. Celui-ci les capture et les enferme dans sa grotte, pour les dévorer deux par deux. Ulysse met au point un stratagème pour s'échapper : enivrer le cyclope pour qu'il s'endorme, lui crever l'œil, et cacher ses hommes sous les brebis du monstre et s'échapper ainsi sans encombre. L'extrait choisi recèle, outre la description terrible du mangeur d'hommes, une mise en scène extrêmement fine et puissante de la parole poétique. Arrêtons-nous sur les mots. La parole est immédiatement assimilée à l'ivresse, la douce, celle qui endort la méfiance et trompe les sens. Ulysse et Polyphème se livrent à une joute verbale. Mais ils n'ont pas la même maîtrise de cet art. Polyphème, comme son nom l'indique (Πολύ / φημος – Polu / phèmos), est « celui qui parle beaucoup », le « bavard ». Ulysse, lui, est l'« Ἄνδρα πολύτροπον » (Andra polutropon), « l'homme rusé », « l'homme au mille tours ». Ses mots sont « doux comme le miel ». Il y a donc entre les deux une différence qualitative de la parole. L'un parle trop, comme il rote, et sans réfléchir ; l'autre met dans chacune de ses tournures un ordre et une science délibérés. Ulysse est un aède, un poète. Comme un aède, il raconte son histoire aux Phéaciens pour tirer d'eux des larmes et des rires. Comme un aède, il trompe Polyphème de sa dangereuse poésie.

Mais les mots ont des profondeurs que même le plus habile des poètes ne saurait soupçonner. Ulysse ne se doute pas de la portée de ses propres paroles. Pour lui, la ruse est simple : lorsque Polyphème se plaindra auprès de ses congénères que « Personne » l'a attaqué, ils lui riront au nez. En réalité, si l'on s'attarde là encore sur le grec, c'est le sens profond de l'œuvre homérique qui se trouve dans un mauvais jeu de mot. Le calembour est difficilement traduisible et joue sur plusieurs niveaux. Le mot utilisé pour « Personne » est « Οὔτις » : Ou / tis ; littéralement, « pas quelqu'un », le « Οὔ » servant de préfixe négatif. Pourtant, le mot qui se rapporte traditionnellement à Ulysse est « μῆτις » (mètis) c'est-à-dire la sagesse, la prudence. Mais ce mot de « μῆτις » est par ailleurs un synonyme de « Οὔτις », le « μῆ= » pouvant aussi bien être un préfixe négatif. Ulysse aurait bien pu dire à Polyphème s'appeler « Mètis ». C'eût été moins un mensonge qu'un double-sens : lui déclarant s'appeler « Personne », il aurait néanmoins *signé* son affirmation par ce double sens de « sagesse ». Ulysse choisit donc de mentir, peut-être par excès de prudence, justement… Il dit bien « Οὔτις », pas « μῆτις » insistant donc sur le nom « Personne ». Or, ce mot va agir comme une malédiction. Arrivant sur l'île de Polyphème, Ulysse n'est qu'au début de son voyage. Sur la mer, Ulysse va perdre davantage que ses compagnons : il va perdre son nom. *L'Odyssée* est un voyage vers l'innommé. C'est-à-dire vers l'inhumain, le monstrueux. La quête de soi est une quête d'humanité. Ulysse va découvrir des terres « hors-la-loi », où l'on ne connaît ni le pain, ni l'hospitalité, ni la crainte des dieux. Et où la rumeur de son nom n'est pas parvenue. L'épisode des Sirènes est mémorable. Ulysse ne résiste pas à l'écoute de leur chant justement car, pour le charmer, celle-ci le caresse de son nom et de sa gloire : « Viens, Ulysse fameux, gloire éternelle de la Grèce ».

Le chant IX, où débute le récit d'Ulysse, met en lumière la remarquable architecture de l'œuvre. Pour la première fois, Ulysse se nomme devant Alcinoos, brisant ainsi la malédiction qu'il s'apprête à subir dans le récit rétrospectif de ses aventures. En quelques vers, l'ensemble de l'œuvre est parcourue. Un jeu de mot fait naître l'épopée. Et si la poésie n'était non pas tant l'art de nommer les choses, comme on le dit souvent, que d'assumer les conséquences du nom ? ■

Victor Blanc

« Ainsi dit-il, et je lui reversai du vin de feu ;
trois fois je l'en servis, et trois fois l'imprudent le but.
Puis, quand le vin lui eut embrumé les esprits,
je lui soufflai ces mots aussi doux que du miel :
"Cyclope, tu t'enquiers de mon illustre nom. Eh bien
je te répondrai : mais tu n'oublieras pas le don promis !
Je m'appelle Personne, et Personne est le nom
que mes parents et tous mes autres compagnons me donnent."
À ces mots, aussitôt, il repartit d'un cœur cruel :
"Eh bien, je mangerai Personne le dernier
et les autres d'abord. Voilà le don que je te fais !"
Alors, tête en arrière, il tomba sur le dos ;
puis sa grosse nuque fléchit, le souverain dompteur,
le sommeil, le gagna ; de sa gorge du vin jaillit
et des morceaux de chair humaine ; il rotait, lourd de vin. »

(*L'Odyssée*, Chant IX, vers 360-374, trad. Philippe Jaccottet)

Photo Raphaël Boch

Pour la dignité !

L'été politique de 2015 a été celui des réfugiés. Il a été aussi celui de leurs images dont le flux ininterrompu correspondait peut-être à ce flux censé nous envahir. Nous avons pu être alors témoins d'une bataille d'images entre celles nous présentant des étrangers prétendument criminels par essence et celles les infantilisant. Inversement, peu d'images comme celles-ci ont été vues de réfugiés et d'Européens luttant côté à côté pour la dignité. ■

Raphaël Boch

DOSSIER

La lutte contre le réchauffement climatique ne se réduit pas à une précaution environnementale de circonstance avec la COP21, 21e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques qui se tient à Paris, du 30 novembre au 11 décembre 2015. Elle met en jeu un projet de société. Les communistes y consacrent et y consacreront toute leur énergie.

PRÉSENTATION

Un consensus apparent

PAR **SÉVERINE CHARRET ET PIERRE CRÉPEL***

Alors, un dossier de plus sur le climat ! S'agit-il de coller à l'actualité à cause de la COP21 à Paris ? De répéter les mêmes constats ? De se joindre au chœur de ceux qui s'alarment du danger que le réchauffement climatique fait peser sur la planète et, accessoirement, sur ses habitants les plus pauvres ?

Ne nous laissons pas endormir par le consensus apparent… D'abord parce que la défaite des climato-sceptiques, n'empêche pas, outre-Atlantique, le milliardaire Donald Trump, candidat à la primaire républicaine, de déclarer qu'il ne croit pas au changement climatique… Ensuite, parce qu'au-delà des incantations sur l'urgence d'agir, les divergences sur les solutions sont profondes. Et l'hypocrisie jamais bien loin…

UNE GRANDE HYPOCRISIE

Juste deux exemples. En France d'abord. D'un côté, Docteur Hollande, héraut d'une France vertueuse dans la lutte contre le réchauffement climatique, exhortant, à la tribune des Nations Unies, les chefs d'État à se mobiliser et annonçant une augmentation des financements climatiques de la France (+ 2 milliards… à mettre en regard des 40 milliards d'aides au patronat… On voit bien où sont les priorités !). De l'autre, Mister Hollande dont la politique – casse du frêt ferroviaire, promotion du transport de voyageurs par bus, abandon des zones rurales par les services publics, poursuite de la désindustrialisation locale….– est désastreuse, aussi, pour l'environnement.
Hypocrisie également de l'Union européenne qui affiche une réduction de ses émissions de gaz à effet de serre en oubliant que le « mérite » en revient en partie à l'austérité mais aussi aux délocalisations qui lui permettent de faire supporter par les pays émergents le coût environnemental de son niveau de vie.

LE CAPITALISME, MÊME REPEINT EN « VERT », N'EST PAS « UN ALLIÉ » POUR LA PLANÈTE

En 2006, l'écho que reçurent le film et l'ouvrage d'Al Gore *Une vérité qui dérange* signait le début d'une prise de conscience médiatique mais aussi l'idée que la technique (les panneaux solaires, la voiture électrique…) associée au marché (celui du carbone par exemple) seraient une solution. À l'individu – pardon au consommateur – ensuite de se montrer responsable par ses « décisions d'achat, [sa] consommation d'électricité, le choix de [sa] voiture, [son] mode de vie ».
Le récent exemple des moteurs truqués de Volkswagen est là pour nous rappeler à quel point le capitalisme, même repeint en « vert », n'est pas « un allié » pour la planète, lui qui se soucie déjà si peu des conditions de travail et de vie des salariés.
Pour nous communistes, il faut dépasser l'opposition stérile entre « grande politique » et engagements individuels, réfléchir à nos modes de

production et nos modes de vie, penser la dimension internationale et globale de la question climatique sans perdre de vue que la défense de notre environnement est intimement liée à la lutte pour les droits humains et

> « Pour nous communistes, il faut dépasser l'opposition stérile entre "grande politique" et engagements individuels »

que le capitalisme, qui est responsable de l'état de la planète, n'est pas une solution…
Nous avons donc choisi, pour ce dossier, de faire appel aux secteurs de travail du PCF mais aussi de donner la parole à des chercheurs et des militants, communistes ou issus de la société civile…

Après les débats organisés à la Fête de l'Huma et au siège du PCF sur la COP21, la parution d'un numéro de *Progressistes* sur le climat, des initiatives programmées dans les Fédérations (Puy-de-Dôme, Rhône et Morbihan pour commencer), ce dossier montre bien l'intérêt du PCF pour les questions environnementales, mais aussi la vitalité de sa réflexion et de ses propositions. Bien loin de l'image caricaturale que certains lui font porter.
En complément, vous pourrez lire dans le numéro de novembre de *Progressistes* des contributions de scientifiques (climatologues, physicien, biologiste) sur :
- L'état du réchauffement climatique et l'urgence d'agir ;
- Les émissions de CO_2 ;
- Le réchauffement, l'acidification et la montée des océans.

Ainsi que des réflexions de syndicalistes, militants associatifs sur l'action des COP, les transferts de technologie, le rôle des services publics, les femmes et le réchauffement climatique… ■

*Severinne Charet est co-responsable de la rubrique Production de territoires.
Pierre Crépel est responsable de la rubrique Sciences. Ils sont les coordonnateurs de ce dossier.

L'URGENCE D'AGIR !

« Pour nous ce sera toujours l'humain d'abord », cette phrase accolée à l'image de la terre et des peuples de chaque continent, sur la grande fresque déroulée au moment du discours de Pierre Laurent, à la Fête de l'Humanité 2015, traduit notre ambition politique universaliste.

Par **Hervé Bramy***

Les communistes veulent, tout à la fois, préserver la planète des dangers climatiques bien réels et pour cela rompre avec le système qui produit tant de gâchis, tant d'inégalités et d'injustices, tant d'exactions… Nous voulons y mettre un terme, inventer un monde attentif à la nature et contribuer à un nouveau mode de développement, durable et solidaire, à l'échelle planétaire, ouvrant la voie à l'émancipation humaine. Toutefois dénoncer le capitalisme ne suffit pas pour transformer le monde et dépasser le système qui le corsète, bloque les potentialités et les aspirations humaines qui cherchent à s'épanouir.

NÉCESSITÉ DE L'INTERVENTION ACTIVE ET ÉCLAIRÉE DES CITOYENS

Nous avons la conviction qu'aujourd'hui, de meilleures situations de vie sont possibles pour l'ensemble des habitants de la planète tout en étant durablement économes à l'égard des ressources naturelles. Nous devons sortir d'un système basé sur le pétrole, passer à une civilisation décarbonée afin de limiter le réchauffement en dessous de 2 °C. Cela appelle un changement profond qui touchera bien des aspects de la vie personnelle, industrielle, agricole, économique et politique. Un tel projet n'est viable qu'en plaçant au cœur du processus l'intervention active et éclairée de nos concitoyens. C'est le sens des premières propositions que nous soumettons au débat citoyen. (Planète Humanité - Édition spéciale : Face au défi climatique, l'urgence d'agir. Propositions pour l'action www.pcf.fr).
La présentation de l'exposition « Trois regards scientifiques sur le climat » durant le mois de septembre, au siège du Parti communiste français et le riche débat public, à l'invitation de notre secrétaire national, avec la communauté scientifique s'inscrivent dans cette farouche volonté d'une appropriation scientifique des enjeux climatiques par le plus grand nombre. C'est pour ainsi dire le point de départ. Car le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) – malgré la persistance de dénégations de quelques climatosceptiques en quête d'audience médiatique – a accumulé un considérable corpus de données aujourd'hui irréfutables.
D'ailleurs, il faut prendre conscience de l'ampleur et de l'originalité, sans pareilles, à l'aune de l'histoire humaine, de cette somme d'investissements de ▶

> « Nous voulons inventer un monde attentif à la nature et contribuer à un nouveau mode de développement, durable et solidaire, à l'échelle planétaire, ouvrant la voie à l'émancipation humaine. »

▶ milliers de chercheurs de toutes les disciplines scientifiques, depuis des années, de par le monde, pour comprendre le fonctionnement de notre planète et pour finalement alerter l'opinion publique des dangers des dérèglements climatiques.

RESPONSABILITÉ DES PAYS RICHES ET INDUSTRIALISÉS

Nous avons le climat en commun avec tous les peuples du monde. Les « nuages » d'émissions de gaz à effet de serre (GES) n'ont, en effet, pas de frontières. Investir les défis climatiques c'est prendre à bras-le-corps le mouvement du monde avec ses espoirs et ses déchirures. Nous mesurons la responsabilité historique qui est celle des pays riches et industrialisés. Ils ont une dette à l'égard des pays en développement et des moins avancés qui subissent, d'ores et déjà, de plein fouet, les effets du réchauffement climatique alors qu'ils n'en sont en rien responsables. C'est pourquoi nous avons initié avec d'autres formations politiques progressistes une campagne internationale sur la base d'un texte commun (Disponible sur : http://www.pcf.fr/71505) soumis à la signature des citoyens opposés, tout comme nous, à la mondialisation capitaliste et à la course au profit.

Nous appelons les États riches et industrialisés à sortir de leur égoïsme local notamment en exigeant qu'ils respectent leur engagement de Copenhague de doter le Fonds vert à hauteur de 100 milliards de dollars, dès 2020, afin de permettre aux pays du Sud la mise en œuvre d'actions tant pour l'atténuation que l'adaptation au réchauffement climatique. Il en est de même de l'exigence de développer des coopérations en matière de recherche, de transfert de technologies avec les brevets associés.

SORTIR DU CARCAN AUSTÉRITAIRE

Autant d'engagements difficiles à tenir en Europe compte tenu des crises financières et des actuelles politiques d'austérité. Ainsi le bureau exécutif du Parti de la gauche européenne (PGE) a décidé de rendre publique une déclaration des dirigeants de chaque formation qui le compose pour sortir du carcan « austéritaire » car la transition écologique mobilisera d'énormes moyens. Ils précisent : « … la lutte contre le réchauffement climatique et la lutte contre le développement économique néolibéral mondialisé sont étroitement liées. La nécessité d'une transition écologique, énergétique, agricole, industrielle, économique et financière, mais aussi des modes de production et de consommation actuels est désormais évidente, montrant les signes incontestables de l'impossibilité de poursuivre avec les politiques préconisées par les doctrines du capitalisme néolibéral mondialisé. »

Oui, notre lutte pour préserver la planète et l'humanité, pour un développement humain durable mondial n'a de sens qu'avec l'ambition d'une lutte sans concession avec le néolibéralisme afin de favoriser le développement et le progrès social, un autre partage des richesses ici, en Europe et dans le monde.

Nous agissons également en convergence avec les mouvements de la société civile à chaque fois que cela est possible. Ainsi nous répondrons présents à la grande marche pour le climat du 29 novembre prochain.

Cette campagne citoyenne doit prendre encore plus de vigueur à moins de deux mois de la Conférence afin de faire entendre la voix des peuples. Dans chaque quartier, chaque entreprise, chaque ville, en soumettant ce texte, c'est autant d'occasions que les communistes se donnent pour engager le débat et faire vivre la solidarité. Ce dossier est une contribution conséquente à l'émergence d'une conscience citoyenne et politique pour dépasser le capitalisme et préserver le climat. ■

> « La lutte contre le réchauffement climatique et la lutte contre le développement économique néolibéral mondialisé sont étroitement liées. »

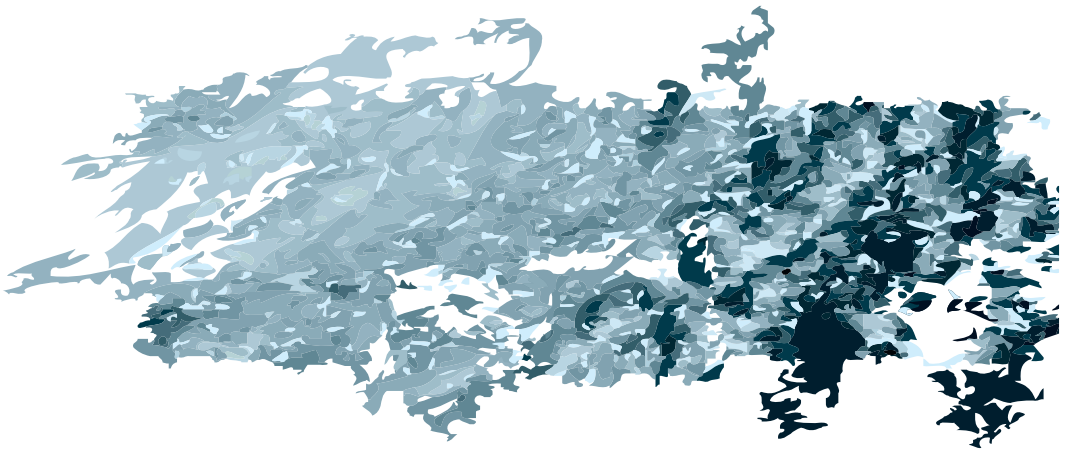
LE GIEC

Ouvert à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et de l'OMM1, il compte aujourd'hui 195 pays Membres. Sa mission est de rassembler, d'évaluer et de synthétiser l'information scientifique disponible dans le monde entier. Il n'est donc pas un organisme de recherche, mais un lieu d'expertise.

Des milliers de scientifiques du monde entier contribuent aux travaux du GIEC sur une base volontaire, en tant qu'auteurs, collaborateurs et examinateurs. Aucun d'eux n'est rémunéré par le GIEC.

Il prend ses grandes décisions lors d'assemblées plénières auxquelles participent les représentants des gouvernements. Les travaux du Groupe d'experts sont par conséquent, susceptibles d'orienter les politiques sans pour autant préconiser des choix précis.

*Hervé Bramy est membre du comité du projet, animateur du secteur Écologie du conseil national du PCF.



CLIMAT : SAUVER L'HOMME OU LE CAPITAL ?

C'est établi. Le réchauffement climatique brutal actuel est dû à l'activité humaine. Mais est-ce le fait de « l'homme » en général ou du « capital » ?

ENTRETIEN AVEC
JEAN-BAPTISTE FRESSOZ*

Tu as publié en 2013 avec Christophe Bonneuil, *L'événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, une nouvelle édition enrichie va bientôt sortir, vous utilisez le concept, pour nous un peu barbare, « d'anthropocène ». Que signifie-t-il ?

L'anthropocène, ce n'est pas la fin du monde, mais c'est tout de même celle d'une époque géologique… La notion a été développée dans les années 2000 par le géologue Paul Crutzen, prix Nobel de chimie 1995 pour ses travaux sur la couche d'ozone. Elle désigne une nouvelle époque géologique : nous sommes sortis de l'Holocène (depuis la dernière glaciation, les 12 000 dernières années) et nous sommes entrés dans une nouvelle époque marquée par la prédominance de l'humanité sur les grands équilibres du système Terre. L'humanité est devenue une force géophysique au même titre que la tectonique des plaques ou les volcans… C'est très spectaculaire. Mais le point le plus important est d'ordre temporel : l'anthropocène désigne un point de non-retour. Contrairement à l'expression « crise environnementale » qui désigne une épreuve brève dont l'issue serait imminente, l'anthropocène désigne une bifurcation géologique dans l'histoire de la Terre, sans retour prévisible à la normale de l'holocène. Ce que nous vivons n'est pas une simple crise environnementale mais une révolution géologique d'origine humaine.

Doit-on faire débuter l'anthropocène en 1800 ou dès le capitalisme marchand du XVI^e^ siècle ?

Le débat sur le point de départ de l'anthropocène fait rage. La date choisie dépendra principalement des preuves stratigraphiques que les promoteurs de l'anthropocène pourront mobiliser. Cette question est cruciale car pour convaincre la communauté géologique internationale (généralement plus intéressée par le pétrole que par le changement climatique…) il faut du solide : des traces dans les roches, dans les sédiments etc. L'idée de départ de Crutzen était de prendre la révolution industrielle comme début de l'anthropocène. Il avait proposé 1784, date symbolique du brevet de perfectionnement de la machine à vapeur par James Watt. On pourrait aussi faire remarquer que vers 1830 la teneur en CO_2 de l'atmosphère dépasse le maximum holocénique, ce qui marque bien un changement dans la dynamique du système terre. Mais pour un marqueur géologique, le problème de l'augmentation du CO_2 est qu'il s'agit d'un phénomène très progressif qui a lieu tout au long des XIX^e^ et XX^e^ siècles. Walter Ruddiman remarque même que dès 5000 ans avant notre ère la quantité de méthane atmosphérique augmente déjà du fait de l'agriculture et de la riziculture en particulier… Pour couper court aux problèmes, les promoteurs de l'anthropocène réunis au sein de l'*Anthropocene working group* envisagent de prendre 1963 : le traité interdisant les essais nucléaires dans l'atmosphère conduit à une baisse nette des radionucléides dans les sédiments. Politiquement et symboliquement ce n'est sans doute pas le choix le plus fort…

> « L'humanité est devenue une force géophysique au même titre que la tectonique des plaques ou les volcans »

Aussi, certains proposent la date de 1610 : du fait de la « découverte » de l'Amérique et des 50 millions de morts qu'elle a causés, le couvert forestier américain s'accroît et stocke du carbone (ce qui aurait d'ailleurs contribué au petit âge glaciaire en Europe). Les carottes glaciaires montrent autour de 1610 une chute nette du CO_2 dans l'atmosphère causée par l'action humaine. Parallèlement au CO_2, toute la botanique du globe est modifiée par transfert de plantes, ce qui laisse une multitude de traces sédimentaires. Si prendre un point bas du CO_2 comme marqueur de l'anthropocène peut paraître étrange, cette proposition a néanmoins le mérite de souligner l'importance de la globalisation économique depuis le XVI^e^ siècle dans l'avènement du capitalisme industriel. Et cela correspond bien à l'historiographie récente de la révolution industrielle qui insiste sur la dimension globale du phénomène : par exemple à quoi serviraient la machine à vapeur et les machines textiles au début du XIX^e^ siècle sans le coton américain produit à bas coût par des esclaves ? Si l'Angleterre avait dû substituer à ce coton des fibres de laine, elle aurait dû consacrer l'essentiel de son territoire aux pâturages… Les contemporains en avaient d'ailleurs pleinement conscience : en 1745 l'économiste Malachy Postlethwayt décrivait l'empire britannique comme « une magnifique superstructure de commerce américain et de puissance maritime sur une fondation africaine » (je ne sais pas si c'est exactement ça…)

À propos de la mondialisation, sont souvent évoqués des échanges marchands inégaux entre pays (matières premières/produits manufacturés à faible valeur ajoutée/produits industriels de haute technologie). Mais vous parlez également d'un échange écologique inégal. De quoi s'agit-il ?

Dans les années 1950-1970 à la suite des travaux de Raul Prebisch (l'ancien directeur de la Banque centrale d'Argentine), les économistes s'intéressaient beaucoup à l'échange inégal, au fait majeur que les pays industriels échangent avec les pays pauvres des biens incorporant des quantités de travail très différentes. Actuellement, des écologues, des géographes et des historiens d'inspiration écomarxiste proposent de revisiter la notion d'échange inégal en étudiant « l'empreinte écologique » des biens échangés. Cela peut se mesurer en joules, en tonne de matières premières, en émissions de CO_2 ou bien en « hectares fantômes ». Par exemple vers 1850, lorsque la Grande-Bretagne échange 1 000 £ de tissus contre 1 000 £ de fibre de coton brut, il a fallu 60 fois plus de surface pour produire ce coton que pour nourrir les ouvriers anglais ▶

qui ont fabriqué les tissus. D'une manière générale, l'énergie fossile, en accroissant la productivité des pays du centre, a nécessité l'exploitation de la nature sur l'ensemble de la planète : coton bien sûr, mais aussi caoutchouc, cuir, phosphates, bois, minerais métalliques, huiles etc. etc.

Comment l'empreinte écologique des nations hégémoniques a-t-elle évolué ?
La seconde moitié du XX^{e} siècle est marquée par une dépendance beaucoup plus grande des pays riches envers les ressources naturelles des pays du Sud, en particulier dans le domaine énergétique mais pas seulement. Dans la nouvelle version de *L'événement anthropocène* nous essayons, Christophe Bonneuil et moi d'objectiver cette captation écologique au profit des puissances dominantes en étudiant la balance commerciale *matérielle* des pays occidentaux depuis les années 1950. On considère la balance commerciale non pas en dollars ou en euro, mais en tonnes de matière, toute matière confondue. Un aspect nous a frappés : les pays occidentaux se singularisent par leur balance extrêmement déficitaire. La force des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest a été d'externaliser leur pression environnementale sur le reste du monde. Une remarque au passage : si d'un point de vue environnemental on retient de l'URSS un certain nombre de grandes catastrophes (Tchernobyl, la mer d'Aral etc.), il faut souligner que du point de vue des échanges globaux de matière, la grande différence entre communisme et capitalisme est que le bloc de l'Est n'a pas été capable de drainer les richesses naturelles de la planète. D'où la dégradation environnementale peut être plus forte de son territoire.

Qu'y a-t-il de nouveau après guerre ? Qu'est-ce que la « grande accélération » ?
Le terme de « grande accélération » désigne la croissance très rapide à l'échelle globale des consommations matérielles et des pollutions dans les années 1950. Toutes les courbes (émissions de CO_2 bien sûr, mais aussi consommation d'engrais, d'eau, les statistiques du commerce international etc.) s'affolent dans les années 1950. Il est frappant de voir combien cette grande accélération a été préparée par la seconde guerre mondiale. De nombreuses technologies « brutales » essentielles pour l'Anthropocène sont des créations militaires : les pesticides, les engrais (pour les explosifs), la pêche industrielle (le nylon des filets, les sonars etc.) sont hérités de technologies militaires. L'aviation civile est une fille de la seconde guerre mondiale : aluminium, carburant d'aviation, moteurs à réaction etc. La guerre froide joue aussi un rôle fondamental : on pense au nucléaire bien sûr, mais plus insidieusement, les historiens ont pu montrer par exemple que la suburbanisation et la motorisation aux États-Unis sont liées à un impératif de défense nationale. En 1956, Eisenhower fait passer une loi permettant le financement pour 70 milliards de dollars d'un réseau national d'autoroutes. L'enjeu est de promouvoir la « dispersion industrielle » : répartir les forces productives américaines sur l'ensemble du territoire pour rendre le système industriel plus résilient face au feu nucléaire soviétique.

En 2011, le président équatorien Rafael Correa lançait le projet Yasuni ITT (engagement à maintenir sous terre du pétrole brut localisé en Amazonie contre une contribution financière internationale). Sans succès. Que penses-tu d'une telle initiative ?
L'idée est très séduisante et l'échec (les pays riches n'ont pas voulu contribuer) très déprimant. On pourrait sans doute discuter de l'écologie en acte des socialismes andins. Pour ce qui est de la Bolivie on a d'un côté un discours très fort sur les droits de la nature et de la Pachamama et de l'autre Evo Morales entend développer l'extraction de lithium et l'industrie nucléaire…

Pour revenir à Correa sa proposition était d'autant plus intéressante qu'elle reposait la question climatique non pas en ce qui concerne les solutions « en fin de tuyau » (comment réguler les émissions ? comment taxer la tonne de CO_2 etc. ?) mais en amont : il faut laisser le carbone sous terre. Or c'est bien en effet la seule manière sérieuse d'agir. On sait que pour ne pas dépasser les fameux 2 °C en 2100, il faudrait laisser 2 000 gigatonnes de carbone sous le sol soit les 4/5^{e} des réserves prouvées de pétrole, de charbon et de gaz. Et ces 2 000 gigatonnes représentent, aux cours actuels, quelque 20 trilliards de dollars…

En conclusion, comment justifies-tu l'emploi du terme « capitalocène » plutôt que celui « d'anthropocène » ?
En un sens anthropocène, c'était le pire mot possible : il donne l'impression d'une humanité collectivement responsable de la crise environnementale alors que les responsabilités sont extraordinairement différentes entre les nations et les classes sociales. Anthropocène a aussi un côté malthusien : le problème c'est l'humanité en tant qu'espèce biologique. Or, si la démographie a certes à voir avec la crise environnementale ce n'est certainement pas le facteur majeur. Entre 1800 et 2000 la population mondiale a été multipliée par 7, mais la consommation d'énergie par 50 et le capital (selon les chiffres de Thomas Picketty) par… 134. Si selon le mot de Frederic Jameson, il est plus facile « d'imaginer la fin du monde que celle du capitalisme », c'est que ce dernier est devenu coextensif à la Terre. Les trois derniers siècles se caractérisent par une accumulation extraordinaire de capital. Et au final c'est bien cette dynamique d'accumulation du capital qui a sécrété une « seconde nature » faite de routes, de plantations, de chemins de fer, de mines, de pipelines, de forages, de centrales électriques, de marchés à terme et de porte containers, de places financières et de banques structurant les flux de matière, d'énergie, de marchandises et de capitaux à l'échelle du globe. C'est cette technostructure orientée vers le profit qui a fait basculer le système terre dans l'anthropocène. Le changement de régime géologique est le fait de « l'âge du capital » (Eric Hobsbawm) bien plus que le fait de « l'âge de l'homme » dont nous rebattent les récits dominants. ■

> « Le changement de régime géologique est le fait de "l'âge du capital" (Eric Hobsbawm) bien plus que le fait de "l'âge de l'homme" dont nous rebattent les récits dominants. »

*Jean-Baptiste Fressoz est historien des sciences. Il est chercheur au CNRS.

Entretien réalisé par Pierre Crépel

LA RÉUSSITE DE LA COP21 EST ENTRE LES MAINS DES PAYS LES PLUS RICHES

Mettre en place des solutions solidaires qui apportent plus de soutien à ceux qui en ont le plus besoin et mettent plus à contribution ceux qui ont le plus de moyens.

PAR **LYDIA SAMARBAKHSH***

À la veille du dernier Forum économique mondial de Davos (janvier 2015), l'ONG Oxfam publiait son rapport sur les inégalités qui mérite d'être relu dans ces semaines qui nous séparent de la prochaine COP21 : « Les inégalités économiques s'amplifient rapidement dans la plupart des pays. Les richesses du monde sont divisées en deux : près de la moitié est entre les mains des 1 % les plus riches, tandis que 99 % de la population mondiale se partagent l'autre moitié. » L'Observatoire des inégalités précise pour sa part que 83,4 % des richesses accumulées dans le monde sont détenues par 8,4 % de la population mondiale. Les inégalités s'aggravent dans chaque pays mais aussi entre chaque pays, entre régions du monde, et même dans chaque région elle-même.

SORTIR DE L'ORTHODOXIE FINANCIÈRE

Si le dérèglement climatique affecte durement toutes les régions du monde, il est plus dramatique pour 67 pays particulièrement vulnérables aux effets de ce changement sensible et qui représenteront, en 2025, 31 % du PIB mondial selon une étude du cabinet Maplecroft réalisée en 2008. Parmi ces 67 États, les dix pays les plus exposés sont parmi les plus pauvres du monde. Autrement dit, l'enjeu central de la COP21 est de parvenir à un accord global contraignant sur le plan juridique, mais différencié quant aux responsabilités, permettant ainsi d'amorcer sérieusement l'inversion radicale des mécanismes de transfert entre pays industrialisés et pays en développement au profit de ces derniers, en particulier en matière de transferts de connaissances et de technologies.
À l'approche de la tenue de la Conférence, les chances sérieuses d'aboutir à un tel accord doté d'engagements effectifs et à la hauteur des enjeux diminuent. Les annonces sur les niveaux d'engagement de réduction des émissions de gaz à effets de serre (GES) qui ont émaillé les semaines d'août jouent pour la plupart sur les années de référence et/ou les échéances. La part de responsabilité sociale et climatique des transnationales et entreprises tend à passer quant à elle au second plan.
Ainsi que le soulignait sans détours Nicolas Hulot, le 24 août dernier : « La réussite de la COP21 est entre les mains des pays les plus riches. [...] Si on ne sort pas de l'orthodoxie financière, comment voulez-vous répondre aux besoins d'adaptation et de développement des pays les plus vulnérables, qui payent les effets pervers de notre modèle de croissance ? »

> « Remettre en cause les logiques dominantes et les modèles de développement, de croissance et de production capitalistes. »

GARANTIR LE DROIT UNIVERSEL À L'ÉNERGIE

La Conférence va se dérouler après une année de « guerre des prix du pétrole » engagée par l'Arabie saoudite, qui a provoqué en six mois un effondrement de 55 % des cours du baril mettant en difficulté des économies nationales comme celle du Venezuela ou de la Russie. Ceci alors que les énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon) captent 500 milliards de dollars par an de subventions des États et gouvernements, États-Unis en tête selon une étude de l'OCDE publiée le 21 septembre 2015. Ce sont les mêmes qui rechignent à abonder le Fonds vert pour le climat mis en place par l'ONU, visant 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour réaliser les transferts de fonds des pays les plus riches vers les pays les plus vulnérables, et qui reste sous doté depuis sa création (10,2 milliards de dollars). L'avenir assez proche nous dira quelles conséquences auront la récente découverte de gisements gaziers dans la Méditerranée, mais aussi l'accord sur le nucléaire civil iranien et la perspective de levée des sanctions contre l'Iran ainsi que la relance de la compétition pour le contrôle et l'exploitation des ressources pétrolières et gazières de l'Arctique lequel souffre gravement d'ailleurs du réchauffement climatique.

La responsabilité des transnationales
La dette climatique n'est pas celle des pays émergents mais bien d'abord celle de pays les plus industrialisés et les plus riches. Le troisième débiteur en est le secteur marchand, financier et industriel ; en particulier les transnationales qui non seulement saccagent les écosystèmes pour accroître leurs profits, empoisonnant au passage les populations, mais foulent aux pieds les droits humains et sociaux, organisent des délocalisations qui transfèrent les industries les plus polluantes au Sud en même temps qu'elles obstruent le développement des capacités productives des pays émergents et à la maîtrise de leurs richesses et ressources.
La lutte contre le réchauffement climatique passe par la bataille pour l'égalité dotée de stratégies environnementales et écologiques novatrices centrées sur la satisfaction des besoins humains et sociaux et le développement, et sur la garantie du droit universel à l'énergie ; des solutions solidaires qui apportent plus de soutien à ceux qui en ont le plus besoin, qui mettent plus à contribution ceux qui ont le plus de moyens. Des solutions, enfin, qui devraient remettre en cause les logiques dominantes et les modèles de développement, de croissance et de production capitalistes.
Les dirigeants capitalistes savent eux déjà bien que là se situe le cœur de l'affrontement. ■

*Lydia Samarbakhsh est membre de l'exécutif national du PCF. Elle est responsable du secteur International du PCF.

Réagissez aux articles, exposez votre point de vue. Écrivez à revue@pcf.fr

LE TOUR ALTERNATIBA, BILAN ET PERSPECTIVES

Le pire serait d'attendre que 195 chefs d'État daignent s'entendre pour faire passer les droits des générations futures après les affaires. Les individus, les associations ne restent pas spectateurs. Ils sont porteurs d'alternatives, ce qui ne s'oppose pas à l'action politique des partis et mouvements progressistes.

ENTRETIEN AVEC **TXETX ETCHEVERRY***

D'abord une question naïve : il existe de nombreuses associations qui luttent en faveur de l'environnement, Alternatiba en est-elle simplement « une de plus » ?

Il ne s'agit pas vraiment d'une association de défense de l'environnement. Le point central c'est le climat, c'est-à-dire les conditions de vie de l'humanité, c'est tout aussi social qu'environnemental. Il s'agit de montrer 1) que c'est le système lui-même qui doit être transformé et non simplement aménagé, bricolé ; 2) que les citoyens ordinaires peuvent tous être porteurs d'alternatives, qu'ils doivent prendre conscience de leur force. Quand l'initiative a été lancée en 2012, il y avait démobilisation et découragement dans la population, suite à l'échec de la conférence de Copenhague. La question du climat paraissait abstraite, complexe, immense, lointaine : l'objectif de faire signer un bon accord contraignant à 195 chefs d'État qui ne s'entendent pas sur grand chose, cela paraissait inaccessible. Les gens ordinaires sentaient qu'ils n'avaient aucune prise. On a théorisé que pour les intéresser et les mobiliser, il faut partir des solutions auxquelles ils peuvent participer, ce qu'on appelle les alternatives, et non du « problème » : en un mot, présenter les actions concrètes permettant à chacun de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans tous les domaines : transport, logement, alimentation, urbanisme, etc. Un petit atelier de couture qui permet de remettre des vêtements en état plutôt que de les jeter et d'en acheter d'autres fabriqués à un bout du monde et labellisés à un autre, c'est bon pour le climat ; un syndicaliste qui fait avancer le partage du travail pour créer des emplois, sans pour autant augmenter la production et les dépenses d'énergie, c'est bon pour le climat… Il y a beaucoup de personnes qui agissent contre le réchauffement climatique comme M. Jourdain faisait de la prose : sans le savoir.

> « Il y a toujours des batailles communes à mener, selon les uns ou les autres, sur les transports collectifs, l'agriculture paysanne, contre l'obsolescence programmée ou pour le financement de la transition sociale et écologique. »

Pourquoi le Tour Alternatiba est-il parti de Bayonne ?

Parce que l'ensemble du processus est né dans cette ville. L'idée est venue d'un groupe local en 2012. Après un an de préparations, le premier village Alternatiba a eu lieu à Bayonne, le 6 octobre 2013, c'était quelques jours après la présentation publique du 5e rapport du GIEC, il a rassemblé 12 000 personnes, dans une ville de 44 000 habitants. À la fin de la journée, Christiane Hessel, la veuve de Stéphane Hessel, a lancé un Appel pour créer des villages Alternatiba partout (Stéphane Hessel avait accepté fin 2012 d'être le parrain de ce processus Alternatiba). Depuis lors, 111 Alternatiba se sont tenus ou sont en train d'être organisés, qui ont déjà vu la participation de 400 000 personnes et cela déborde sur d'autres pays, principalement en Europe. Il y a eu également le Tour Alternatiba, 5 637 km à vélo pour le climat, qui a mobilisé des milliers de gens et d'associations sur 187 territoires différents.

Le vélo est-il un simple prétexte, un mode d'expression ou représente-t-il quelque chose de plus fondamental dans cette aventure ?

Les vélos à trois et quatre places, qui sont notre emblème, évoquent à la fois les modes doux, la transition énergétique mais aussi le partage de l'effort, la solidarité et la justice sociale. Ils attirent la sympathie du grand public, par leur dimension populaire, ludique, originale. Cela a permis d'aller vers les gens, et de toucher des publics très différents.

Le Tour Alternatiba a été un succès. Pourquoi cela a-t-il « pris » ?

Le changement climatique est le plus grand problème qu'a à affronter l'humanité depuis qu'elle existe, et éviter le pire à ce niveau, l'emballement irréversible et incontrôlable se joue en ce moment, dans les quelques années à venir.

Quatre points importants contribuent au succès du processus Alternatiba dans son ensemble.

1) Sentir qu'on a une prise, qu'on obtient des résultats concrets.

2) Mettre en mouvement une dynamique collective, globale.

3) Adopter des méthodes rigoureuses : il faut être convivial, mais rigoureux et efficace, commencer et finir à l'heure, limiter le bla-bla, les discussions qui tournent en rond, donner une place suffisante à l'action concrète qui débouche. L'organisation d'un Alternatiba est souvent très lourde mais extrêmement formatrice et révélatrice.

4) L'heure est venue de l'émergence d'une nouvelle génération militante. Celle des années 1960-1970 était motivée par le sentiment que des révolutions pouvaient changer le monde rapidement. Cela la poussait à s'engager à fond. Aujourd'hui, le climat comme question globale et vitale, urgente, induit une telle motivation d'engagement déterminé, la nécessité de stratégies gagnantes dans un calendrier rapide, d'une meilleure dialectique entre le local et le global. L'expérience de ces derniers mois semble nous montrer que cette génération est en train d'émerger.

Comment avez-vous pu faire agir ensemble des gens qui ne s'entendent pas toujours et quelles ont été les relations avec les partis et les syndicats ?

Nous sommes pour une logique claire d'alliances, seule à même de permet-

tre de gagner des batailles décisives dans les quelques années à venir. Notre charte est claire et précise, rejette le « capitalisme vert », les « marchés carbone » ou le nucléaire, et un de nos principaux slogans est de « changer le système pour ne pas changer le climat ». Cela ne veut pas dire que nous n'avons rien à faire avec ceux qui ne partagent pas les mêmes conceptions. Il y a au contraire toujours des batailles communes à mener, selon les uns ou les autres, sur les transports collectifs, l'agriculture paysanne, contre l'obsolescence programmée ou pour le financement de la transition sociale et écologique. Nous sommes indépendants de tout parti politique, ce qui ne veut pas dire que nous sommes apolitiques ou que nous rejetons le politique, au contraire puisque nous demandons des changements politiques, au niveau local, de l'État et au niveau mondial. Et pour cela, nous interpelons, nous nouons des alliances les plus larges possibles sur les contenus qui permettent réellement de contribuer à stabiliser le climat dans un esprit de justice et de solidarité.

Que deviendra Alternatiba après la COP21 ?

C'est une question fondamentale. Quand nous avons pensé le processus Alternatiba pendant l'été 2012, nous ne savions pas que la COP21 aurait lieu en France, c'était un pari de fond et non une instance *ad hoc* en vue d'un événement d'actualité, donc il est évident que nous allons continuer après la COP21. La Coordination des Alternatiba a déjà fixé un week-end en février 2016 pour décider de l'évolution du mouvement. Sur ce point, pour le moment, je ne peux parler qu'à titre personnel. Pour moi la piste est une convergence entre les gens qui résistent aux projets climaticides comme la ferme des 1 000 vaches ou l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ; les logiques de boycott et de non-coopération comme la campagne de désinvestissement des énergies fossiles, les acteurs de la mobilisation pour la justice climatique et les porteurs d'alternatives comme Enercoop, le Fret SNCF, la Nef et les systèmes d'épargnes solidaires, l'agriculture paysanne, les outils de relocalisation etc. Si ce mouvement global, qui résiste et qui construit, qui préfigure un nouveau projet de société avec une nouvelle génération militante, et dont nous avons rencontré les expressions les plus variées tout au long du Tour Alternatiba, se renforce, il y a tout lieu d'espérer un rebond, des victoires salvatrices. Un autre défi, c'est une bonne connexion avec divers réseaux internationaux, il existe d'autres modèles d'actions dans le monde et on a beaucoup à apprendre les uns des autres, d'autant plus que chacun comprend que, sur le climat et l'avenir de la planète, le défi est autant mondial que local. ■

« Si ce mouvement global, qui résiste et qui construit, qui préfigure un nouveau projet de société avec une nouvelle génération militante se renforce, il y a tout lieu d'espérer un rebond, des victoires salvatrices. »

*__Txetx Etcheverry__ est animateur d'Alternatiba.

Propos recueillis par Pierre Crépel.

CLIMAT : RELEVER LE DÉFI DU FINANCEMENT

La question du financement est au cœur de la lutte contre le réchauffement climatique.

PAR **FRÉDÉRIC RAUCH***

Certains, comme l'économiste britannique Nicholas Stern, vont jusqu'à chiffrer à 90 000 milliards de dollars le besoin de financement sur quinze ans pour le passage à une économie bas carbone. Pourtant, cette question ne semble pas être une préoccupation majeure de la COP21. Il est remarquable en effet que l'enjeu de cette COP soit « d'aboutir, pour la première fois, à un accord universel et contraignant permettant de lutter efficacement contre le dérèglement climatique et d'impulser/d'accélérer la transition vers des sociétés et des économies résilientes et sobres en carbone », mais qu'aucun moyen financier nouveau ne semble être dégagé pour cela. Hormis les promesses de financements des États décidés en 2009 lors de la création du Fonds vert (100 milliards de dollars d'ici à 2020), dont chacun s'accorde à dire qu'ils seront largement insuffisants, quand bien même elles seraient atteintes.

LA FAUSSE ROUTE DES DROITS À POLLUER

En effet, la transition bas carbone, qui suppose comme le rappelle le Plan d'actions Lima-Paris la responsabilisation des entreprises « d'adapter leur propre modèle économique à un monde résilient et limité à une augmentation de la température de 1,5 à 2°C », implique la mobilisation massive de fonds publics et privés ainsi que l'incitation à l'engagement des acteurs publics nationaux et locaux pour cela. Or, le financement de cette croissance bas carbone reste toujours subordonné à la conception néoclassique dépassée du marché des droits à polluer. Réponse perverse à la crise écologique, ce mode de financement qui prétend gérer la pollution ne lutte pas contre ses causes. Il organise la spéculation internationale sur les droits à polluer et alimente les mécanismes financiers qui peuvent y ▶

contribuer, mais ne réoriente pas les processus productifs notamment vers des modes de production bas carbone. En aucun cas il ne remet en cause la recherche de rentabilité des entreprises, source de l'accumulation jusqu'au gâchis des ressources naturelles et génératrices du réchauffement climatique. Au contraire, il la soutient.

Or c'est bien là l'enjeu essentiel. Critère de gestion des entreprises, la recherche de rentabilité s'oppose aux impératifs écologiques. L'adaptation des modèles économiques des entreprises aux objectifs climatiques induit dès lors de subordonner leurs critères de gestion, et en particulier celui de leur rentabilité, à cet impératif. La responsabilisation sociale et écologique des entreprises implique de peser sur les critères de gestion des entreprises pour privilégier une autre croissance de l'économie, économe en capital et en ressources naturelles mais intensives en services publics et en emplois, visant à développer les capacités humaines. Et cela ne peut s'obtenir sans renforcer les pouvoirs d'intervention des salariés sur les choix de gestion des employeurs pour y parvenir.

UNE RECONVERSION DES PRODUCTIONS

Mais, bien que décisive, la maîtrise salariale des critères de gestion des entreprises ne suffit pas face à l'enjeu. Car cette reconversion des productions à des fins climatiques est inconcevable sans, en parallèle et en appui, un développement massif de la dépense publique et des financements nouveaux permettant une mobilisation de l'investissement productif dans ce sens. Comment imaginer par exemple une reconversion des productions sans dépenses massives de recherche et d'infrastructures publiques ou sans dépenses des entreprises permettant de requalifier les emplois et de réorienter les qualifications professionnelles ? Plus encore, comment imaginer, compte tenu de l'ampleur des transformations à opérer, que la dépense publique suffise à elle seule à financer cette reconversion ? L'urgence climatique et l'engagement de la COP qui s'en revendique appellent donc des solutions systémiques radicales à ces questions.

Le développement et l'entretien des « biens communs », c'est-à-dire de biens définis par leur usage humain (air, eau, alimentation, culture, savoir, mais aussi monnaie), nécessite le développement de services publics de l'environnement et de l'écologie ainsi que d'entreprises publiques fonctionnant avec des critères de gestion sociaux et d'économie des ressources naturelles et de moyens matériels. À la fois, pour exiger et impulser d'autres types de techniques de productions et de consommation, d'autres modes de vie conformes aux besoins climatiques et écologiques, et pour s'opposer aux logiques de prédation de l'environnement et des ressources naturelles des firmes multinationales et des marchés financiers.

> « Critère de gestion des entreprises, la recherche de rentabilité s'oppose aux impératifs écologiques. »

MOBILISATION DE LA CRÉATION MONÉTAIRE DU LOCAL AU MONDIAL

Une lutte efficace contre le réchauffement climatique implique donc de lutter à la fois contre les gâchis de la finance et du capital et pour le développement des activités intensive en emplois. Or, développer ces activités, ces entreprises et services publics, et assurer leur fonctionnement émancipé des marchés financiers, cela demande de tout autres financements, beaucoup plus massifs qu'actuellement, qui ne peuvent se résumer à une nouvelle taxe, fût-elle sur les transactions financières. Cela renvoie à la mobilisation de la création monétaire à cette fin du local au mondial, ainsi qu'à sa sélectivité en fonction de la nature sociale et écologique des investissements qu'elle finance.

D'un côté, la création monétaire doit contribuer au financement des services publics et socialisés d'écologie, coopérant au plan international. Ces services publics nationaux, coopérant entre eux jusqu'au niveau mondial, co-déterminant leur action avec les usagers, auraient alors pour objet de s'intéresser aux « ressources naturelles », mais aussi à la production, aux effets des technologies, voire à leur transfert. Ce qui peut prendre forme à l'échelle européenne avec notre proposition pour un Fonds européen de développement économique, social, écologique et solidaire, abondé par la création monétaire de la BCE et destiné à financer le développement des services publics dans chaque pays européen, et qui pourrait être porté à l'échelle mondiale dans le cadre de la COP21.

De l'autre, la création monétaire, incarnée par un crédit bancaire aux entreprises à taux d'intérêt sélectif en fonction de la nature de leurs investissements matériels et de recherche, constitue aussi un outil solide de réorientation des productions vers une croissance décarbonée, avec en ligne de mire une refonte écologique et culturelle des productions. Elle pourrait être l'occasion par exemple de promouvoir une économie circulaire, recyclant systématiquement les déchets et s'opposant à l'obsolescence programmée des investissements et des objets, tout en s'appuyant sur le potentiel de développement de la révolution des technologies de production et de consommation.

> « Promouvoir une économie circulaire, recyclant systématiquement les déchets et s'opposant à l'obsolescence programmée des investissements et des objets. »

La crise climatique nous place devant une échéance inéluctable. Elle provoque un débat articulant écologie, économie, social d'où émergent de fortes potentialités de transformations radicales et de luttes rassembleuses pour les concrétiser. Bien que les négociations semblent achopper une nouvelle fois sur des points récurrents depuis 25 ans, le défi doit être relevé. ■

*__Frédéric Rauch__ est membre de la commission Économie du PCF et rédacteur en chef d'*Économie et politique*.

QUELQUES QUESTIONS DÉRANGEANTES DANS LE CONSENSUS APPARENT

Les réfugiés, les limites et impasses du marché carbone, les externalités, le court et le long terme, l'économie sociale et solidaire…

ENTRETIEN AVEC **SYLVIE MAYER***

Y a-t-il un large accord, entre des formations politiques différentes, sur le constat du réchauffement climatique ?

Après une bataille inégale entre ceux majoritaires « qui croient aux menaces » et ceux – notamment dans les milieux intégristes religieux américains – ultra-minoritaires « qui n'y croient pas », les premiers l'emportent. Difficile en effet, avec le travail approfondi du GIEC sur des années, de continuer à nier les menaces. La question est plutôt celle des réponses à donner à ces menaces. Réponses pour réguler les émissions de carbone et donc la température, mais aussi réponses pour prévenir les catastrophes que le réchauffement climatique va engendrer. Je pense par exemple aux solutions à mettre en œuvre pour accueillir les réfugiés climatiques, ceux des îles, ceux des zones désertifiées, ceux des côtes menacées… Selon le rapport Stern publié en 2006, ils seront 200 millions en 2050. Quand on constate les tergiversations honteuses face à la nécessité d'accueillir les réfugiés de la guerre en Syrie, on frémit à l'idée de ce qui pourra se passer. N'est-ce pas le gouvernement néo-zélandais qui déjà veut trier les îliens du Pacifique en fonction de leurs compétences et diplômes ?

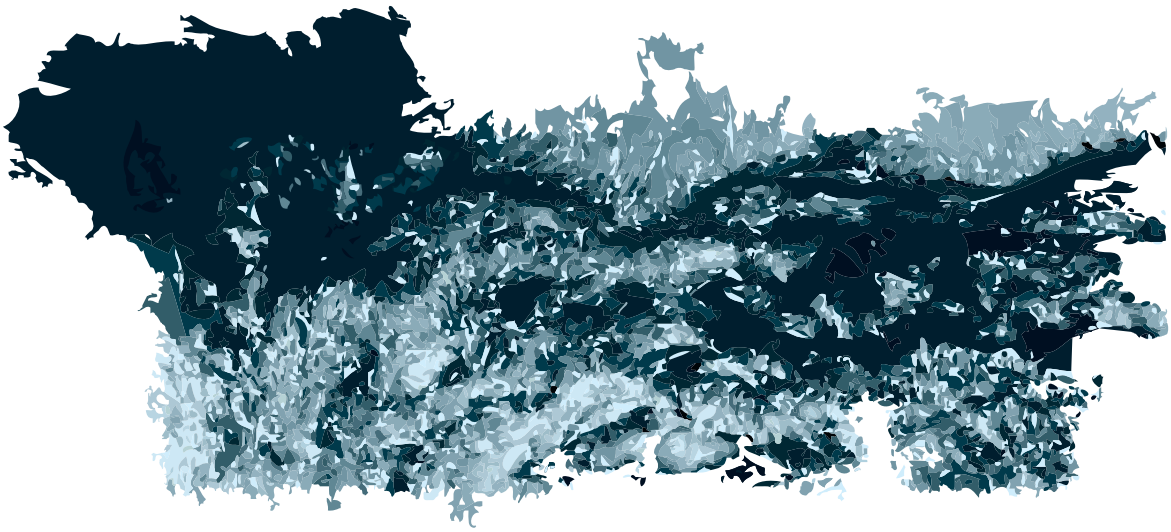
Comme principale solution politique et économique de fond, certains proposent d' « utiliser le capitalisme de marché comme allié ». Ils ajoutent, à propos du marché du carbone : « La Bourse du climat de Chicago est un jeune marché, basé sur l'idée simple que la réduction des émissions de CO_2 est une activité profitable, non seulement sur le plan environnemental, mais aussi du point de vue financier. » Est-ce la voie à suivre ?

Non, cette voie sortie de l'imagination d'économistes libéraux pour soi-disant atteindre les objectifs de réduction, ce qu'on a appelé au départ les mécanismes de développement propre, notamment avec les « quotas d'émission » et la « bourse du climat » a déjà montré ses défauts rédhibitoires. D'une part, les pays n'atteignant pas les quotas ont pu vendre à d'autres leur reliquat, d'autre part la mise en bourse conduit à une déconnexion de la réalité via des mécanismes, voire des escroqueries financières comme celle découverte en 2012. L'arnaque aux quotas d'émission de CO_2 qui a eu lieu entre 2008 et 2009 aurait coûté au total 1,6 milliard d'euros de pertes pour le fisc français, selon la Cour des comptes. Des pertes montées à 5 milliards d'euros selon Europol. L'autre problème concerne les « puits de carbone ». Un pays ou une entreprise qui plante des arbres, soit sur son territoire, soit dans un pays en développement peut déduire un certain tonnage de CO_2. C'est le cas du Canada, qui a récupéré ainsi 12 millions de tonnes par an ou de Peugeot, qui plante en Amazonie. En quelque sorte une « délocalisation des puits de carbone » : ce mécanisme freine le développement de pays pauvres et permet aux pays riches de continuer à polluer…

On note chez des dirigeants capitalistes (par ex. Al Gore) ces deux propositions concrètes : 1) ne plus suivre « la comptabilité traditionnelle [qui] permet de classer ces facteurs [nuisant à l'environnement] comme "externalités" et de les exclure du bilan de l'entreprise » ; 2) « renoncer à l'obsession du court terme pour embrasser une vue de long terme [ce qui] implique des investissements qui peuvent ne pas avoir de retour avant deux ou trois ans ». Y a-t-il à cet égard convergence partielle possible avec des mouvements « modérés » ?

Entièrement d'accord avec la première proposition, j'irai plus loin pour la seconde.

- En ce qui concerne la modification de la comptabilité pour inclure les questions environnementales dans le bilan des entreprises, il faut lire les travaux du « Club Développement Durable » du Conseil supérieur de ▶



l'ordre des experts-comptables (CSOEC) (http://www.cdd.asso.fr/), et notamment le *Manifeste pour une comptabilité universelle* (par Michel Veillard et Jacques de Saint Front, L'Harmattan, juin 2012) qui cherche à apporter de nouvelles règles comptables pour réorienter l'activité industrielle et servicielle, ainsi que la consommation, via des normes comptables incluant les externalités négatives (coût des pollutions, accidents du travail, délocalisations…)

> « L'isolation des habitations, les innovations énergétiques, une agro-écologie relocalisée, hors du système d'agriculture industrielle, tout cela va prendre du temps. Commencer tout de suite, notamment à partir de nos régions qui ont un pouvoir économique et social important. »

- Quant à renoncer à l'obsession du court terme, c'est un des éléments du dépassement du capitalisme vers la transformation sociale ! La lutte contre le dérèglement climatique et pour prévenir les catastrophes que cela risque d'engendrer, nécessite d'évidence des stratégies planétaires, des coopérations élargies et des programmes internationaux de recherche. C'est un travail à long terme. Cela nécessite aussi des décisions locales à moyen voire à long terme, difficilement compatibles avec notre système d'élections en alternance où chaque nouvelle équipe balaye le travail accompli par l'équipe précédente… L'isolation des habitations, les innovations énergétiques, une agro-écologie relocalisée, hors du système d'agriculture industrielle, tout cela va prendre du temps. Raison de plus pour commencer tout de suite, notamment à partir de nos régions qui ont un pouvoir économique et social important. Je ne vois ni la droite, ni le centre, ni les sociaux-démocrates se lancer dans de tels programmes, incompatibles avec l'austérité…

L'économie sociale et solidaire (ESS) joue-t-elle un rôle positif ou neutre par rapport au dérèglement climatique ?

Cessons de regarder l'ESS comme une entité homogène : le Crédit Agricole – qui pourtant a le statut ESS — n'agit pas comme les Pilpa qui produisent des glaces « écologiques » ! Il y a besoin de nouvelles batailles pour que les banques de l'économie sociale, Crédit Mutuel, BPCE, Crédit Agricole reviennent à leur statut initial. Cependant, de nombreuses organisations de l'ESS se sont investies dans le développement durable via la coopération interentreprises, le commerce équitable, l'insertion sociale dans le recyclage, les circuits courts et l'économie circulaire. Il faut les encourager, les développer, mutualiser leurs capacités. Là encore, les élus territoriaux, notamment ceux des régions peuvent être efficaces.

Alors pessimisme ou optimisme ?

Ce qui me rend optimiste, c'est la prise de conscience montante et exigeante des populations vis-à-vis de cette question du climat, mais aussi de la qualité de leur alimentation, de leur environnement, des économies d'énergie. L'actuel mouvement de solidarité vis-à-vis des migrants ne me semble pas hors sujet par rapport à la question : les valeurs de progrès, de gauche, de solidarité sont nécessaires à la lutte contre le réchauffement climatique. Les mouvements qui entourent la préparation de la COP21, je pense à Alternatiba, à la Conférence des jeunes sur le climat, à la marche mondiale pour le climat… toutes ces initiatives nous donnent l'espoir de débats et de nouvelles luttes.■

*Sylvie Mayer est responsable du secteur Économie sociale et solidaire du Conseil national du PCF.

Propos recueillis par Séverine Charret et Pierre Crépel.

GIVORS ET LE CLIMAT

Que peut-on et doit-on faire à l'échelle locale contre le réchauffement climatique ? Comment articuler les différents niveaux d'intervention (associations et partis, municipalités, actions nationales et internationales…) ? L'exemple de Givors (Rhône), qui a un maire communiste depuis 1953, à vingt kilomètres au sud de Lyon.

Entretien avec **Raymond Combaz et Perrine Paris-Sidibé***

Le réchauffement climatique, c'est une grande affaire planétaire avec des enjeux énormes, alors on a un peu l'impression que localement on ne peut pas faire grand-chose…

Perrine Paris : Les États sont à la traîne, les négociations internationales plus ou moins bloquées, c'est plutôt au niveau local que ça bouge et que l'on peut tirer vers le haut les gouvernements, y compris aux États-Unis. Beaucoup ne jurent que par le « marché du carbone », alors que les associations font preuve d'imagination et savent innover pour limiter la production de CO_2 avec des propositions concrètes sur le transport, le tourisme doux, l'éclairage, l'habitat, le financement des investissements, etc.

Raymond Combaz : À Givors, nous avons travaillé avec Alternatiba, un mouvement citoyen parti du Pays Basque en 2013, qui construit des rassemblements, non seulement pour faire pression sur la COP 21, mais aussi pour développer une dynamique locale sur le climat. La mairie a mis des moyens techniques et en personnels pour y aider. Il y a eu des réunions toutes les semaines, avec entre dix et

quarante personnes, pour préparer un rassemblement important qui a eu lieu le 30 mai avec les associations. Cet événement a été un lieu d'échange particulièrement foisonnant où de nombreuses solutions concrètes au défi du changement climatique ont été présentées. Les militants communistes y ont participé activement, ils n'étaient évidemment pas les seuls. Des étudiants de la Faculté catholique, par exemple, se sont bien investis dans un travail de groupe. Nous avons toujours décidé de nous adresser massivement à toutes les associations. Cela n'a pas plu à certains adhérents de partis écologistes qui auraient bien voulu garder pour eux cette « spécialité ».

Les économies d'énergie des particuliers, les petits gestes citoyens, c'est bien, mais n'est-ce pas un peu anecdotique et dérisoire au vu des grands problèmes ?

Perrine Paris : Il ne faut pas oublier qu'en France, les secteurs qui émettent le plus de gaz à effet de serre sont le transport et l'habitat, domaine où tout un chacun peut avoir une influence. L'action de la puissance publique est nécessaire pour déployer des initiatives à l'ensemble d'un peuple, mais on n'obligera celle-ci à agir que par un mouvement de masse. D'où la nécessité de sensibiliser, notamment les classes populaires pour qui le changement climatique coûtera cher : les habitations mal isolées, le chauffage électrique, la vieille voiture grande consommatrice d'énergie… La facture pèsera de plus en plus lourd dans le revenu des familles modestes. En prenant conscience de cette inégalité, en constatant ces gaspillages, elles peuvent mieux agir. Il existe bien des allégements fiscaux, des aides d'État pour l'amélioration de l'habitat, mais en général il faut être propriétaire, ce qui est inaccessible pour beaucoup et puis les dossiers sont complexes, les contraintes pas adaptées. Par exemple, les gens doivent avancer une partie du montant des travaux pour être remboursés plusieurs mois après. Ce n'est pas possible quand on n'a pas d'argent de côté.

> « Ceux à bas revenus vivent dans des HLM mal isolés, avec chauffage non réglable, ils ont de vieilles bagnoles, l'énergie leur coûte donc plus cher relativement à leur budget. »

Comment réagissent les habitants à la base, notamment dans les quartiers populaires ? Ne répondent-ils pas avec l'accent de Givors : « Tant que les grands y feront pas, nous on voit pas pourquoi on y ferait » ? Est-ce que seule une minorité se sent concernée ?

Perrine Paris : Pour le moment ce n'est qu'une minorité, mais ce n'est pas spécifique aux quartiers populaires. Les quartiers aisés ne sont pas plus conscientisés. C'est pourquoi, il y a à la fois nécessité de groupes motivés et de la puissance publique, chacun devant agir sur le plan des initiatives concrètes et celui de l'encouragement, de la pédagogie.

La municipalité a-t-elle des moyens d'action de quelque importance ?

Raymond Combaz : Oui. La commune de Givors a lancé différents chantiers sur les bâtiments publics, le transport, l'éclairage… Il est vrai que, pour isoler correctement tous les bâtiments communaux (écoles, mairie…), cela dépasse largement nos budgets. On a 12 groupes scolaires, on refait un bâtiment chaque année, mais on est souvent contraint de se contenter d'investissements insuffisants, à cause de la baisse des dotations d'État (même si on se bat pour obtenir plus). On essaie aussi de gérer au mieux les surfaces utilisées, de regrouper le maximum d'activités dans des locaux bien isolés.

Perrine Paris : Par d'autres côtés, ces problèmes financiers obligent à poser les problèmes autrement, par exemple en matière de « redensification » urbaine. Libérer des bâtiments pour regrouper les services permet de diminuer la facture énergétique.

Raymond Combaz, Perrine Paris : La municipalité a également décidé de couper l'éclairage la nuit, à titre expérimental pendant six mois, de 0 h 30 à 4 h 30, puis d'en tirer le bilan et de faire s'exprimer la population sur cette initiative. Cette initiative est particulièrement intéressante car cela a déjà lieu dans de nombreuses petites communes rurales, mais peu dans des villes de 20 000 habitants comme la nôtre. Cette action favorable au climat est gagnante sur tous les plans : financier, écologique, même en matière de qualité de vie : il n'y a pas plus de délinquance et le bruit nocturne a particulièrement baissé. Pourtant cela suscite des réactions vives de la population, des peurs. Le frein se concentre sur le changement d'habitude de la population. L'accompagnement et la pédagogie sont des facteurs clé.

La section de Givors du PCF porte depuis longtemps une attention particulière aux questions d'environnement. Pourquoi ?

Raymond Combaz : Givors a un lien particulier au Rhône, qui fait un coude à cet endroit : le fleuve tape sur la colline, la population a toujours vécu avec de graves problèmes, en particulier d'inondations. Celle de 1958 est restée dans les mémoires ; Givors, qui est en aval de Lyon, cumule celles de la Saône et du Rhône. Il y a eu en outre à ces époques de nombreuses pollutions, qui commencent en amont de Lyon, par exemple les usines électriques rejetaient des huiles de refroidissement. Camille Vallin, qui fut maire de 1953 à 1993, a participé de façon précoce à un groupe de travail sur l'environnement au sein du comité central du PCF dès 1966-67. D'autre part, il y a eu des batailles du PCF et des syndicats dans les entreprises, dans les verreries, où quantité d'anciens ouvriers ont été ou sont atteints de cancers graves ; et aussi sur l'autre rive, à Chasse-sur-Rhône, où il y avait une usine AZF avec de grosses citernes de produits très dangereux. Dans les années soixante-dix, des militants communistes et d'autres ont créé le Mouvement national de lutte pour l'environnement (MNLE). La section du parti et les associations ont continué régulièrement depuis lors à intervenir sur ces questions. Il est vrai que, parfois, dans les années 1960-1970, certains communistes trouvaient ces aspects secondaires et insistaient sur la nécessité de « produire ».

Perrine Paris : Je ne suis pas membre du PCF, mais je constate que cette relégation des questions environnementales n'est pas spécialement le fait des communistes. C'est une période de notre histoire où peu de monde avait intégré que l'activité humaine pouvait mettre en péril l'équilibre des écosystèmes. Même le commandant Cousteau (aujourd'hui vu comme un pionnier du droit des générations futures) avait des méthodes d'études des mondes marins destructives, et choquantes pour nous aujourd'hui. Quant au PS, il ne fait pas exception. L'environnement n'est clairement pas sa priorité. Le gouvernement actuel nous en donne une triste preuve. ▶

▸ À Givors, les partis et associations progressistes ont-ils des projets pour continuer la mobilisation sur le climat ?

Raymond Combaz : D'abord éveiller les consciences. On part, à titre d'exemple, de l'abeille (qui est sur le blason de Givors) pour comprendre les conséquences de la disparition des espèces. Il faut insister également sur les retombées des pollutions en matière de santé, et de là montrer qu'on ne doit pas se contenter de traiter les symptômes, mais aussi remonter aux causes…

Perrine Paris : Les municipalités ont un gros volet de sensibilisation à mettre en place. Les questions liées à l'eau, ont été abordées depuis plus longtemps. Elles sont aujourd'hui plus faciles à saisir : le manque ou la pollution de l'eau, tout le monde voit ce que ça veut dire. Mais le CO_2, qu'est-ce que c'est ? qu'est-ce qui le produit ? Quelles sont les conséquences pour moi et ma famille ? C'est encore complexe pour de nombreuses personnes alors que les effets sont très concrets sur le budget familial, sur la santé de la famille… En France, les climatosceptiques de type Allègre ont hélas eu beaucoup d'influence sur la population.

Raymond Combaz, Perrine Paris : Face à l'envahissement par la voiture, il y a beaucoup à faire. La municipalité mène un travail autour des gares (Givors-Ville et Givors-Canal), le PCF et les associations militent pour la réouverture de la ligne Givors-Brignais, qui existe toujours, et permettrait de rejoindre également Lyon en train par l'ouest. Il faut alléger la gare de Givors-Ville, permettre une diversification pour que les gens, qui viennent des campagnes et travaillent dans l'agglomération lyonnaise, aient des accès à toutes les gares, avec des trains adaptés. C'est nécessaire pour dégager une alternative à la fameuse seconde autoroute A 45 que les technocrates veulent construire entre Lyon et Saint-Étienne. Suite à Alternatiba, une association s'est créée sur Givors pour la promotion du vélo : la création d'un atelier de réparation, la continuité des pistes cyclables (actuellement souvent interrompues), tant pour le travail que pour le loisir. Il faut aussi avancer sur l'aménagement du territoire, afin de réduire les déplacements inutiles (habitation-travail, production-commercialisation des marchandises, etc.). Les idées et les actions ne manqueront pas. ■

*__Raymond Combaz__ est secrétaire de la section de Givors du PCF et conseiller municipal.
__Perrine Paris__ est ingénieure agronome. Elle travaille en lien avec les collectivités locales.

Propos recueillis par Séverine Charret et Pierre Crépel.

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES PEUPLES

Paris climat 2015 : nous voulons faire entendre la voix des peuples du monde afin d'exiger, sous l'égide de l'ONU, un accord international entre les États, fondé sur les principes de solidarité et d'équité comportant :

- **des objectifs chiffrés transparents de réduction des GES pour limiter le réchauffement de la planète à 2 °C dans les plus brefs délais,**
- **des engagements financiers précis, à la hauteur des moyens des pays riches, pour la mise en route effective du Fonds vert à hauteur de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, pour la mise en place concrète d'aides à l'atténuation et à l'adaptation**
- **le développement de la Recherche et de la coopération par le transfert de technologies avec les brevets associés vers les pays en voie de développement et les pays les moins avancés,**
- **la mise en place du mécanisme de « pertes et dommages » au profit des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles.**

LE CLIMAT, LA SCIENCE ET LA RECHERCHE

Les scientifiques ont mis en évidence le risque que représente le changement climatique, ils ont alerté les politiques. Les gouvernements ont affirmé leur volonté de limiter à 2 °C le réchauffement à long terme de la planète. Ils sont au pied du mur.

PAR **ANNE MESLIAND***

TOUT A COMMENCÉ GRÂCE À LA SCIENCE

En ce qui concerne le climat et la prise de conscience du dérèglement climatique, tout a commencé grâce à la science. Et ce, depuis longtemps, puisque la problématique de l'effet de serre est posée au cours des années 1845 par le Français Jacques Joseph Ebelman. Puis le physicien irlandais John Tyndall (1820-1893) donne sa forme moderne à cette question vers 1860. Les travaux de S.A Azzhenius (1859-1927), suédois, prix Nobel de chimie en 1903, montrent le rôle essentiel de l'effet de serre dans les changements climatiques.

Si on ne peut ici retracer toutes les étapes des recherches scientifiques sur le climat, il faut souligner cependant le très grand rôle des scientifiques dans la mise en évidence du risque que représente le changement climatique. Ce sont eux qui ont alerté les politiques. Ainsi, lors de la première conférence mondiale sur le climat (Genève, 1979), la communauté scientifique met en garde les gouvernements contre les changements climatiques anthropogènes. Les scientifiques participeront ensuite à toutes les conférences internationales.

Le GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, est créé est 1988. Ce groupe d'experts présente un mode d'organisation et de travail qui en fait un modèle de coopération scientifique, et d'interaction avec les pouvoirs publics. Ses rapports – le 5e est paru

en novembre 2014 – constituent souvent la base des débats politiques et sociétaux que nous vivons. Notons qu'ils sont disponibles en de nombreuses langues.
Alors que l'urgence climatique apparaît de plus en plus clairement, est-il judicieux de tarir les moyens des laboratoires de climatologie ? Le CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives) et le CNRS voient leurs crédits baisser, alors que la plupart de ces labos appartiennent à ces établissements. Lorsque le transfert d'un joueur de football coûte plus cher que le budget annuel d'un laboratoire, c'est bien d'une question politique qu'il s'agit. Jean Jouzel le souligne : « La France doit maintenir une recherche scientifique de très haut niveau sur les sciences du climat ». Visiblement, notre gouvernement ne suit pas…

UNE RECHERCHE SCIENTIFIQUE FORTE ET DE HAUT NIVEAU EST NÉCESSAIRE.

Et ce, dans tous les domaines scientifiques. En effet, la question du climat amène à se préoccuper de beaucoup d'autres questions, celles de la faune et de la flore affectées par les changements climatiques, par exemple, et bien d'autres… Il faut donc pouvoir faire de la biologie, de la géologie, de la botanique et de la zoologie, de la chimie, de l'écologie, de la paléontologie. Et de la physique, des mathématiques, de l'informatique… Voire de la sociologie, de l'économie, de l'histoire.
Les changements climatiques obligent à s'occuper également de questions sociétales. Les migrations en donnent un aperçu. Toute la société est concernée, donc également les sciences humaines et sociales. « On ne peut plus parler de sciences sans parler de la société, de l'homme, de l'action économique. Et de l'histoire, car en Afrique les populations subissent toujours les pollutions héritées du colonialisme. » (Amadou Tierno Gaye, ancien responsable du GIEC pour l'Afrique).

ET UNE RECHERCHE FONDAMENTALE !

On ne peut assigner à la recherche un « but » défini par avance. Tout le monde sait que les découvertes, les avancées scientifiques, ne se font pas ainsi, on ne « trouve » pas sur ordre. La recherche ne peut être pensée de manière utilitariste, mais au contraire dans une vision globale de la science et du processus des connaissances. Valérie Masson Delmotte, paléo-climatologue et co-auteur du 5e rapport du GIEC, l'indique : « Nous ne pouvons plus séparer la question du climat des autres enjeux sociétaux. Elle s'inscrit dans une problématique beaucoup plus large, celle du triptyque écologie-économie-social du développement durable. » Cette démarche implique des coopérations, entre disciplines, entre organismes de recherche, et au plan international, c'est-à-dire le contraire de la concurrence fondée sur l'exigence de rentabilité que les politiques libérales veulent assigner comme méthode et finalité à la recherche scientifique. La compétitivité n'est pas compatible avec l'exercice de la recherche !

> « Nous ne pouvons plus séparer la question du climat des autres enjeux sociétaux. Elle s'inscrit dans une problématique beaucoup plus large, celle du triptyque écologie-économie-social du développement durable. »

> « L'indépendance intellectuelle des travailleurs scientifiques doit plus que jamais être assurée. »

IL FAUT DES BUDGETS PÉRENNES, DES CHERCHEURS NON PRÉCAIRES, ET DE LA DÉMOCRATIE.

Démocratie pour la communauté scientifique, qui doit être maîtresse de ses choix et pouvoir se faire entendre, démocratie citoyenne aussi, afin de promouvoir les décisions conformes à l'intérêt général, à rebours de celles qui favorisent les profits des multinationales.
L'indépendance intellectuelle des travailleurs scientifiques doit plus que jamais être assurée. On connaît le poids des groupes de pression, et l'énergie et les moyens qu'ils déploient dans ce domaine. Les observations et évaluations sur lesquelles se fondent les décisions doivent relever d'une maîtrise publique, ce qui n'est pas toujours le cas.

Enfin, la coopération internationale et le transfert vers les pays du Sud de connaissances et de technologies sont absolument indispensables si l'on veut aboutir aux objectifs fixés par les différents protocoles internationaux, et plus globalement à un développement mondial solidaire et durable.

En juillet, plus de 2 000 scientifiques ont participé à Paris au colloque *Notre avenir commun sous le changement climatique*. « C'est une manière pour nous, les scientifiques, d'apporter notre contribution à la Conférence sur le climat » indique Jean Jouzel, qui en est un des organisateurs.
En septembre, la fête de l'Humanité a lancé un appel pressant pour la réussite de la COP21, pour en faire une grande affaire populaire. « Il serait criminel de continuer à tergiverser et faire primer les intérêts du capital et la course au profit sur le devenir de la planète. », disait Pierre Laurent.
C'est bien de la convergence, la rencontre de ces deux mouvements, celui de la science et celui du peuple, c'est de la discussion entre chercheurs et citoyens, que pourront advenir les changements dont aussi bien la connaissance scientifique que l'expérience sociale et les aspirations humaines montrent l'urgente nécessité.
Les gouvernements ont affirmé leur volonté de limiter à 2 °C le réchauffement à long terme de la planète. Maintenant, ils sont au pied du mur et doivent prendre les décisions fortes qui permettront de respecter cet objectif. ■

*Anne Mesliand est responsable du secteur Enseignement supérieur et Recherche du Conseil national du PCF.
(Avec le concours de Luc Foulquier, membre de la commission Écologie).

Réagissez aux articles, exposez votre point de vue. Écrivez à revue@pcf.fr

CONSTRUIRE UN NOUVEAU MODÈLE PRODUCTIF SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE

Le combat pour limiter les émissions de gaz à effet de serre et se donner ainsi les moyens de contenir le réchauffement climatique dans des proportions gérables par l'humanité est inséparable d'une transformation en profondeur des modèles de production et de consommation.

PAR **ALAIN OBADIA***

Rompre tout à la fois avec le consumérisme et le productivisme n'est pas qu'une incantation théorique. C'est une bataille de grande portée pour notre présent et notre avenir.

CONSUMÉRISME ET PRODUCTIVISME, DES DÉRIVES CATASTROPHIQUES

Il est, tout d'abord, important de comprendre ce que signifient les mots. Consumérisme n'est pas synonyme de consommation. De même, productivisme n'est pas synonyme de production. La consommation comme la production sont indispensables pour répondre aux besoins sociaux. Nous devons être clairs sur ce point faute de quoi nous quitterions le monde du réel et des aspirations populaires les plus légitimes. En revanche le consumérisme comme le productivisme sont des dérives catastrophiques induites par le régime de suraccumulation financière qui domine le monde. Ils sont le résultat de la logique capitaliste contemporaine en crise structurelle aujourd'hui.

> « Dans la logique consumériste/ productiviste le moteur n'est pas la satisfaction des besoins mais la rentabilité maximale… »

Consumérisme et productivisme sont les deux faces d'une même médaille. Le modèle consumériste est fondé sur la recherche d'un *turn-over* aussi rapide que possible des produits pour soutenir les ventes et les profits. Ainsi, dans la logique consumériste/ productiviste le moteur n'est pas la satisfaction des besoins mais la rentabilité maximale… C'est tellement vrai que depuis des années ce modèle est structuré par les pratiques de l'obsolescence programmée qui poussent à la surconsommation par nécessité de remplacer les produits et aux gâchis de matières et d'énergie. C'est pourquoi, le développement de cette gabegie nuit à la bataille climatique. C'est pourquoi il est vital de rompre avec cette logique et de faire émerger un nouveau paradigme fondé sur la réponse aux besoins.

DES CITOYENS « CONSOMACTEURS »

Dans cette approche nouvelle qui est déjà à l'œuvre – de manière contradictoire mais d'ores et déjà très perceptible – la prise de conscience et la responsabilité de chacun sont évidemment essentielles. La notion de citoyens « consomacteurs » est précieuse et permet déjà de modifier les comportements. C'est une pression positive sur l'organisation du système productif. En même temps, la responsabilité majeure de ce dernier ne doit jamais être sous estimée. Pour que les comportements puissent se modifier en profondeur encore faut-il qu'une offre alternative existe, qu'elle soit à la dimension des enjeux et qu'elle soit accessible au plus grand nombre.

Les entreprises coopératives, les formes alternatives d'agriculture, les circuits courts entre production et consommation ou encore les *fab-labs* associatifs constituent la pointe avancée de cette évolution si nécessaire. Nous devons les soutenir et contribuer à leur développement. Simultanément, nous devons avoir conscience que c'est à la transformation de l'ensemble du système productif que nous devons travailler.

Les enjeux sont connus :

– Décarboner au maximum le mix énergétique et les processus de fabrication.

– Fabriquer des produits conçus pour durer tout en étant susceptibles d'être réparés à coût acceptable et d'intégrer des améliorations technologiques retardant leur obsolescence.

– Économiser au maximum les matières premières, en recherchant des substituts efficaces à celles d'entre elles qui sont en voie d'épuisement ;

– Envisager dès leur origine les processus de recyclage des matériaux et composants des produits.

– Favoriser de manière systématique la relocalisation des productions pour éviter le développement parasitaire de transports sur des milliers de kilomètres.

Au plan des technologies comme au plan de l'organisation, l'industrie d'aujourd'hui est capable de répondre à ces défis.

L'ÉCOCONCEPTION

Le concept d'économie circulaire peut être développé. L'écoconception des produits est un processus connu permettant la réparabilité ainsi que la modularité autorisant les adaptations comme le recyclage d'une part grandissante des composants. La maîtrise des émissions fait des progrès considérables.

En revanche, les blocages sont économiques et politiques car ce nouveau modèle va à l'encontre de la maximisation du profit. Le pouvoir financier qui contrôle les entreprises industrielles préfère le marché des quotas d'émission à leur limitation obligatoire. Il préfère les délocalisations et le *dumping* social, fiscal et environnemental au rapprochement production/consommation. Il résiste face à la remise en cause de l'obsolescence programmée. Il préfère repeindre en vert ses mêmes orientations sans rien y changer d'essentiel.

C'est une bataille politique majeure. Nous pouvons la gagner car les enjeux sont vitaux pour l'humanité. Elle passe notamment par la conquête de nouveaux pouvoirs pour les salariés dans les entreprises. Elle passe aussi par la transformation des critères de gestion pour que les décisions intègrent enfin les dimensions écologiques et sociales. ■

*Alain Obadia est membre du comité de pilotage du projet. Il est responsable du secteur Production, industrie et services du Conseil national du PCF.

SE SAISIR DE LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE POUR CHANGER DE MODÈLE

Au-delà de nombre de clichés technobéats ou technophobes, la révolution numérique entretient des rapports contradictoires avec la lutte contre le réchauffement climatique et la préservation des ressources de la planète.

PAR **YANN LE POLLOTEC***

L'influence du numérique dans cette lutte doit s'envisager dans le cadre d'un bilan global en prenant en compte toutes les données et toutes les implications en matière de consommation d'énergie et de matières premières.

L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE DE LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

En effet, la dématérialisation, le zéro papier, les vidéos-conférences… sont loin d'être écologiquement neutres car derrière la faible consommation électrique apparente d'un terminal numérique se cachent des gigantesques centres de stockage et traitement de données : les *data center* qui impliquent une très forte consommation d'électricité généralement carbonée. Si l'ensemble des *data center* de la planète avait constitué en 2012 une nation il se classerait au 5e rang mondial en matière de consommation électrique, et cette consommation devrait être triplée d'ici 2020. Les *data center* représentent aujourd'hui 2 % des émissions mondiales de CO_2 soit autant que l'ensemble du trafic aérien. Mais à la différence du transport aérien qui est sur une pente de réduction de 50 % de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020, les *data center* sont pour l'instant sur une tendance inverse. De plus, les *data center* émettent beaucoup de chaleur. Les solutions pour réduire l'empreinte écologique des *data center* est la récupération de chaleur, des silos de serveurs passivement refroidie et dont les calories peuvent être récupérées et redistribuées aux voisins par exemple pour le chauffage urbain, et bien sûr l'usage d'une électricité propre.

L'OBSOLESCENCE ACCÉLÉRÉE

Autre problème du numérique dominé par les grands groupes capitalistes : l'obsolescence accélérée et programmée des micro-ordinateurs, des PC portables, des tablettes, des smartphones, des liseuses. Ces appareils sont sur des cycles de vie d'au mieux trois ans et consomment beaucoup de terres rares et de lithium. Ils posent aussi d'importants problèmes de traitement de déchets fortement toxiques. Le remède essentiel afin de pallier en partie ces problèmes d'obsolescence programmée est de faire le choix politique de l'usage de logiciels et de matériels libres conçus de manière modulaire pour permettre l'*upgrading* (l'amélioration) et la réparation. On ne peut, hormis les domaines de la documentation technique et juridique, ou des manuels scolaires, que s'interroger sur la pertinence écologique de l'usage des liseuses.

Par contre potentiellement, en particulier en milieu urbain, l'usage d'applications numériques exploitant le *big data*, peut permettre de substantiels gains en matière de consommation d'énergie, de limitation du gaspillage, de l'optimisation de la mobilité, du chauffage, de l'éclairage… Mais encore faut-il que les solutions viennent d'en bas en non d'en haut et qu'elles s'inscrivent dans la culture *hacker*. C'est-à-dire dans l'esprit de ne pas subir la technologie, mais de la maîtriser, de la décortiquer afin que le plus grand nombre s'en empare pour la subvertir. Il s'agit d'un véritable mouvement d'appropriation sociale des moyens technologiques de production. C'est pourquoi, il y a besoin, non pas de *smart-cities* ou de *datapolis* pilotées par le haut par les multinationales du numériques et des collectivités locales à leur service, mais de « participolis ». Le modèle doit être Barcelone et Montreuil, et non Issy-les-Moulineaux, où la municipalité, sur son site, se vante d'IssyGrid, « 1er réseau intelligent de quartier en France » faisant la courte échelle à: Alstom, Bouygues Energies et Services, Bouygues Telecom, EDF, ERDF, Microsoft, Schneider Electric, Steria et Total. Le citoyen est alors hors-sujet. Pire, à Colombes, la nouvelle municipalité de droite met par terre l'agrocité RURBANE, un espace agricole urbain, pour la remplacer par… un parking provisoire.

> « Les data center représentent 2 % des émissions mondiales de CO_2 »

UN FACTEUR DE RELOCALISATION

La révolution numérique peut être un facteur de relocalisation de la production et donc de moindre usage de moyens de transport émetteurs de gaz à effet de serre, car elle implique que la conception, l'innovation et la création sont de plus en plus socialisées, alors que la production de biens et de services s'individualise et se décentralise. Avec le numérique et des lieux de fabrications décentralisés et distribués comme les *fab-labs*, les *hackerspaces*, les *tech-shops*, les *makerspaces*, travaillant en réseau, on arrive maintenant à produire des petites séries de biens matériels qui sont au moins aussi écologiquement soutenables que les lieux centralisés de productions standardisés jouant sur les économies d'échelle. C'est tout le pari du réseau des *fab-cities* avec les villes de Barcelone et de Montreuil en pointe, qui entend en quadrillant leurs villes de *fab-labs*, de petites usines de quartier, de potagers partagés et autres tiers lieux, mettre en œuvre à grande échelle un écosystème reposant sur l'économie circulaire.

L'enjeu est donc de se saisir des innovations technologiques du numérique pour changer de modèle, pour passer d'un mode traditionnel PITO (*product in, trash out*) à un mode DIDO (*data in, data out*), où par exemple les déchets seraient pensés comme des ressources pour le fonctionnement d'un territoire spécifique.

Il s'agit, en s'appuyant sur les mouvements *hackers* et *makers*, sans craindre les contradictions qui les travaillent, de s'emparer de la révolution numérique et de ses potentialités afin de réinventer les modes de production et de consommation urbains écologiquement soutenables, à partir des aspirations des citoyens. ■

***Yann Le Pollotec** est responsable du secteur « Révolution numérique » du Conseil national du PCF.

RÉCONCILIER CLIMAT ET ALIMENTATION DE TOUS LES ÊTRES HUMAINS

En écho aux mouvements sociaux et paysans à l'échelle du monde se fait jour le besoin urgent de réformes agraires pour garantir la souveraineté alimentaire.

PAR **XAVIER COMPAIN***

Partout dans le monde les politiques d'austérité menacent les libertés, hypothèquent la paix et engendrent la faim, qui tue plus que le sida, le paludisme et la tuberculose réunis. Ce que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a confirmé en annonçant qu'une personne sur neuf souffre de la faim (795 millions). Toutes les dix secondes un enfant de moins de cinq ans meurt de faim. Il suffirait de 3,2 milliards de dollars pour les alimenter. Demain, il faudra nourrir plus de 9 milliards d'êtres humains dans le monde. Les projections pour 2050 annoncent que même sous la barre des 2 °C de réchauffement, la moitié de la planète sera exposée à la faim. Chiffres terrifiants, un seul et même combat contre la faim, pour la souveraineté alimentaire et la justice climatique. Aussi l'année 2015 est une année importante.

ÉRADIQUER LES POLITIQUES QUI AFFAMENT

Lors du sommet des chefs d'État du G7 à Schloss Elmau en Allemagne, la résolution s'est soldée par la reconnaissance de l'action contre la faim, sans aucun engagement financier. Avec de louables intentions, les États ont ciblé 500 millions de personnes à sortir de la faim d'ici à 2030, appelant à des investissements privés et nationaux des pays du Sud. Mais, comment des pays, déjà sous le joug des politiques d'ajustement structurel imposées par le Fonds monétaire international (FMI), dont les terres sont accaparées et les licences de pêche bradées, pourront-ils financer la relocalisation de leur agriculture. Il est à craindre que cette absence de politique publique, engoncée dans le libéralisme, impose une concentration de l'agriculture sous le pouvoir de gros propriétaires et de multinationales de l'agro-industrie, employant des ouvriers déplacés et sous-payés, pillant les ressources.

François Hollande avait promis une gouvernance pour lutter contre la volatilité des marchés, des stocks de régulation alimentaire… À ce jour, la France n'a toujours pas porté la constitution de stocks de sécurité alimentaire, ni au sein de l'Europe, ni au niveau international. Les chiffres de l'OCDE montrent au contraire une baisse de 9 % de son aide publique au développement. Face à ce G7 des capitalistes, les résistances sociales, mobilisations citoyennes et actions politiques constituent la clé pour mettre les véritables enjeux sur la table des discussions internationales. L'alternative doit être un G195 des peuples avec l'ambition d'éradiquer les politiques qui affament. Cela implique que l'agriculture et l'alimentation soient extirpées des logiques néolibérales actuelles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), du FMI, de la Banque mondiale et des traités de libre-échange. Nous proposons une nouvelle organisation internationale dans le cadre des Nations unies. Nous soutenons la réforme du Comité de la sécurité alimentaire (CSA) de la FAO, qui associe de manière inédite les États, les institutions internationales et la société civile.

> « Nous proposons une nouvelle organisation internationale dans le cadre des Nations unies. Nous soutenons la réforme du Comité de la sécurité alimentaire (CSA) de la FAO, qui associe de manière inédite les États, les institutions internationales et la société civile. »

LA RÉFORME AGRAIRE, PILIER DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Le défi de civilisation que pose l'accès pour tous à une alimentation de qualité et en quantité doit conduire les institutions internationales à faire respecter ce droit des peuples. En écho aux mouvements sociaux et paysans à l'échelle du monde se fait jour le besoin urgent de réformes agraires pour garantir la souveraineté alimentaire. Cette exigence doit être au centre des politiques publiques. La réforme agraire sera le pilier du développement agricole et alimentaire et de la transition écologique. Basée sur l'agriculture paysanne et la pêche artisanale, elle sera productrice de denrées alimentaires saines et diversifiées. Pour être efficace la rémunération du travail paysan doit être garantie. La réforme est essentielle à la modernisation de l'agriculture notamment par l'accès au foncier, aux crédits et aux semences. Dans ce mouvement, les communistes français invitent à des coopérations et solidarités réelles avec les forces en lutte contre l'impérialisme, avec des forces progressistes, mouvements ou gouvernements qui se dotent d'alternatives face au capitalisme. Nous proposons de mener des campagnes publiques internationales. Une Union européenne refondée agirait avec fermeté pour faire cesser la spéculation sur les matières premières agricoles et pour créer de nouveaux instruments de régulation des marchés internationaux, avec la création d'outils de stockage et la mise en place d'un système encadrant les marges des géants de la grande distribution et de l'agroalimentaire. Elle fournirait un nouveau système coopératif, démocratique et serait promotrice d'un nouvel outil de protection des activités du vivant (terre, mer, forêt) dans le cadre d'un système « d'assurance mutuelle démocratique calamités ». ■

***Xavier Compain** est responsable du secteur Agriculture, pêche, forêt du Conseil national du PCF.

LA RESPONSABILITÉ DES (ANCIENS) COLONISATEURS. L'« EXEMPLE » DU SÉNÉGAL

Les grandes puissances européennes ne sont pas seulement responsables de leur choix de développement industriel dans leur pays respectif, elles le sont aussi de leurs politiques de domination et d'exploitation coloniales des peuples des pays en développement.

PAR **IBRAHIMA SENE***

Le choix de développement industriel basé sur les énergies fossiles et l'urbanisation galopante ont mis aujourd'hui la planète terre au bord du gouffre. Le rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNEU) qui paraît chaque année *Emissions Gap Report* est clair : pour espérer stabiliser le réchauffement climatique en deçà de 2 °C, nous devons impérativement et rapidement réduire nos émissions de 8 à 12 Gt d'équivalent CO_2. Ce, sans attendre l'entrée en vigueur du futur accord de Paris, en 2020.

LA DESTRUCTION DE LA FORÊT NATURELLE

Ainsi, au Sénégal, sous la domination coloniale française, la dégradation du climat est consécutive à la destruction de la forêt naturelle constituée d'accacia véreck (gommier) pour les besoins de l'industrie alimentaire de la métropole, et de goniakier (bois d'œuvre et charbon de chauffe) pour les besoins de la capitale du Sénégal de l'époque, St-Louis, en proie à une forte urbanisation.

Cette forêt protégeait l'intérieur du Sénégal des vents chauds du désert mauritanien. Mais, avec l'épuisement de cette ressource, l'arachide fut introduite au Sénégal pour les besoins en huile alimentaire de la métropole. Son développement fulgurant au nord et au centre du Sénégal, dénommé « Bassin arachidier », a occasionné des déboisements intempestifs accentuant la vulnérabilité de cette partie du pays aux vents chauds du désert qui ne trouvaient plus d'obstacle sur leur chemin.

Cependant, ce processus s'est surtout accentué après la décision du pouvoir colonial de produire du riz dans la vallée du fleuve Sénégal, suite à la fin du « commerce triangulaire » qu'il entretenait entre la métropole, le Sénégal et l'Indochine.

Ce commerce consistait à nourrir les Sénégalais de riz brisé importé d'Indochine, afin qu'ils limitent les surfaces traditionnellement emblavées avec la céréale locale (le mil) pour faire de la place à la culture de l'arachide dont avaient besoin l'industrie et la consommation de la métropole. C'est ainsi, qu'en 1956, le Barrage de Keur Momar Sarr a été construit afin de sécuriser l'eau pour le « Casier rizicole de Richard Toll » sur les berges du Fleuve Sénégal.

> « Avec la décision prise, d'interdire l'exploitation industrielle du bois de nos forêts, un signal fort est ainsi donné de la volonté du Sénégal de stopper la dégradation de son couvert végétal. »

Ce barrage avait éliminé le « Bounon », c'est-à-dire un cours d'eau navigable en toute saison qui reliait le fleuve Sénégal avec l'intérieur du pays, et que le pouvoir colonial avait utilisé pour combattre les rois dans cette partie du pays.

INVASION DES DUNES DE SABLE

Cette partie nord du Sénégal s'est ainsi asséchée et a été envahie par des dunes de sable transportées par les vents chauds du désert mauritanien. Avec les indépendances de 1960, cette politique fut maintenue dans un premier temps, avant de remplacer dans le « Casier de Richard Toll », la production du riz par celle du sucre qui avait des besoins en eau encore plus importants. Ce qui a contribué à aggraver d'avantage le processus d'assèchement du nord du Sénégal.

Les conséquences de telles politiques sur le changement climatique au Sénégal se sont traduites dans le fait que le niveau de pluie, compatible avec les besoins hydriques de la variété d'arachide de 90 jours de cycle végétatif (la 55-437), et la variété de mil « Souna 3 » de 90 jours, cultivées dans la région de Louga dans les années cinquante, est descendu, de nos jours, jusqu'au centre du bassin arachidier, c'est-à-dire, jusqu'au nord de la route nationale Mbour-Kaolack-Kaffrine-Koungheul.

De cette manière, la production des arachides (47-16 de 120 jours de cycle) et du mil (Sanio de 120 jours de cycle), pour ces variétés, est devenue très aléatoire dans les régions nord actuelles de Louga, Diourbel et au centre du Sénégal dans les départements de Tivaouane et de Thiès ; alors que la variété d'arachide de 120 jours (la 28-206) fut remplacée par la 73-33 à cycle de 100 à 110 jours, pour le sud du Bassin que constituent les régions de Fatick et de Kaolack et le département de Mbour.

Toute cette zone nord et centre nord du bassin arachidier, qui couvrait, en année moyenne, plus de 56 % des superficies cultivées en arachide, était devenue, du point de vue pluviométrique, une zone à haute instabilité de la production des arachides et du mil.

DES ADAPTATIONS VARIÉTALES LIMITÉES DANS LE TEMPS

Cependant, la recherche agronomique au Sénégal avait anticipé sur cette dégradation du climat et des conditions pluviométriques dans les années 1970 et 1980, et avait pu obtenir de nouvelles variétés d'arachides (55-437) et de mil « souna », à cycle végétatif plus court de 90 jours, ou mieux adaptées.

Les retards enregistrés, jusqu'ici, dans la substitution de ces nouvelles variétés aux anciennes dans le nord du bassin arachidier, relèvent essentiellement des conséquences de la politique agricole mise en œuvre par l'État consécutivement aux Programmes d'ajustement structurel (PAS) impo- ▶

▶ sés par le FMI et la Banque mondiale. Mais ces adaptations variétales, aussi nécessaires soient-elles, ne peuvent être que limitées dans le temps si les conditions pluviométriques continuent à se détériorer. C'est ce qui pose la nécessité de renforcer les moyens de la recherche agronomique, pour qu'elle soit en mesure d'anticiper les futurs problèmes consécutifs à la dégradation des conditions pluviométriques, en produisant à temps les nouvelles variétés nécessaires.

UNE POLITIQUE DE REBOISEMENT INDISPENSABLE

Cependant, la vulnérabilité écologique du nord et du centre nord du bassin arachidier est principalement causée par le souci de l'État, bien avant l'indépendance, de sécuriser l'eau du fleuve Sénégal pour la riziculture, puis, depuis les années 1970, pour la culture de la canne à sucre dans le delta et dans la vallée du fleuve Sénégal, et pour l'alimentation en eau des populations de Dakar.

Cette situation fut aggravée par la politique d'exploitation forestière de l'État dans le centre du Sénégal, sans contrepartie d'une politique de reboisement approprié.

Avec l'Alternance intervenue en 2000, les projets hydrauliques dits de « revitalisation des vallées fossiles » adoptés sous l'ancien régime furent abandonnés au profit du Programme hydrographique national du Président Wade, et d'une politique de bassins de rétention d'eau de pluie dans les anciennes mares du Sénégal, qui jusqu'à présent, peinent à avoir un effet significatif comme politique d'adaptation à la dégradation du climat.

Cependant, l'on a observé, durant la période, un renversement spectaculaire de la place des différents secteurs de l'économie, dans l'émission du CO_2 : le secteur agricole a vu son poids passer de 37 % à 57 %. Ce qui pose toute la pertinence d'agir sur ce secteur pour une réduction significative des émissions de GES.

C'est dans ces conditions que la timide politique de « muraille verte » initiée à la fin du régime du Président Wade, ne s'inscrit malheureusement pas dans une politique résolue de restauration de la barrière végétale naturelle historique au nord du pays.

Avec la décision prise en juillet 2015 par les Autorités de la nouvelle Alternance intervenue le 25 mars 2012, d'interdire l'exploitation industrielle du bois de nos forêts, un signal fort est ainsi donné de la volonté du Sénégal de stopper la dégradation de son couvert végétal. Mais cela reste insuffisant tant qu'il n'y a pas de volonté politique forte de restaurer la forêt naturelle du nord du Sénégal qui servait de barrière naturelle pour le centre du pays, contre les vents chauds du désert mauritanien. ■

*__Ibrahima Sene__ est ingénieur agronome retraité, membre du Secrétariat du Comité central du Parti de l'indépendance et du travail du Sénégal (PIT/SÉNÉGAL)

STOP AUX CRIMES CLIMATIQUES : SORTONS DE L'ÂGE DES FOSSILES

Les entrailles de la Terre contiennent suffisamment de pétrole, de gaz et de charbon pour déclencher le chaos climatique, avec un réchauffement supérieur à + 10 °C selon le célèbre climatologue américain James Hansen. À ce jour, le réchauffement planétaire moyen atteint 0,85°C et les conséquences sont déjà palpables.

PAR **MAXIME COMBES***

Des Philippines aux États-Unis, de l'Australie au Pakistan, du Sahel au Proche-Orient, de la Russie à l'Amazonie, tous les pays sont touchés, avec le risque de cataclysmes aussi bien dans les pays du Sud que dans les pays du Nord. Le constat est clair. Il est documenté et scientifique. Selon le 5e rapport du GIEC « le réchauffement du système climatique est sans équivoque et, depuis les années 1950, beaucoup de changements observés sont sans précédent depuis des décennies, voire des millénaires ».

GELER LES RÉSERVES D'ÉNERGIE FOSSILES

En cuisine, lorsqu'une marmite commence à déborder, personne ne se contente d'en essuyer les rebords. Chacun sait qu'il faut réduire la puissance du feu de la cuisinière, au plus vite, pour stopper les frais et éviter la catastrophe. Réduire la puissance du feu, voilà ce qui devrait être fait en matière de lutte contre les dérèglements climatiques. Pour avoir une chance raisonnable de ne pas dépasser les 2 °C de réchauffement climatique mondial d'ici la fin du siècle, objectif que les États se sont fixé, les climatologues montrent qu'il faut geler deux tiers à trois-quarts des réserves prouvées d'énergies fossiles. À moins d'être climatosceptique ou complètement insensé, chacun doit

> « Osons donc l'impossible pour "déverrouiller, déminer et déclencher" la transition ! »

convenir qu'il y a, sous terre, trop de pétrole, trop de charbon et trop de gaz. En cumulé et chacun pris à part.

C'est un trop-plein, pas une pénurie. Nous sommes donc condamnés à apprendre à vivre en laissant dans le sol des énergies fossiles dangereusement surabondantes.

Le pari est difficile, c'est évident. Certains le disent inaccessible, utopique. Mais quelle est l'alternative ? Un monde majoritairement invivable à + 4 °C ou plus, où l'on se contente d'essuyer les rebords de la marmite ? Et ce, alors que les promesses de l'âge des fossiles ne sont pas remplies : plus 1,2 milliard de personnes vivent toujours sans accès à l'électricité en 2010, soit autant qu'en 1990 tandis que plus de 2 milliards d'êtres humains vivent toujours avec moins de 2 euros par jour. L'âge des énergies fossiles est donc l'âge des inégalités couplées à la catastrophe écologique, que les systèmes économiques et politiques construits sur l'utilisation de combustibles fossiles ne cessent d'aggraver et ne savent pas résoudre.

UNE INACTION STRUCTURELLE DES GOUVERNEMENTS

Tout bien réfléchi, le choix est vite fait. Un seul scénario est acceptable et enviable. Il faut sortir de l'âge des fossiles pour rouvrir le champ des possibles. Ce d'autant plus que l'ère du pétrole est une brève parenthèse de l'histoire humaine : plus de la moitié du total de pétrole consommé entre 1860, début de l'industrie pétrolière moderne, et aujourd'hui l'a été à partir de 1980. Ne pas réduire drastiquement et immédiatement l'exploitation des énergies fossiles revient à accepter la dégradation irréversible des écosystèmes de la planète et la mort assurée de centaines de milliers d'hommes et de femmes, la persécution et la migration forcée de dizaines de millions d'autres.

Ce serait un crime climatique. Un crime prémédité et collectif, tant il est aujourd'hui dûment renseigné et documenté. Un crime dont ses auteurs sont eux aussi dûment identifiés : quatre-vingt-dix entreprises seulement sont responsables des deux tiers des émissions de gaz à effet de serre depuis le début de la révolution industrielle. Un crime encouragé par tous ceux qui se déclarent « déterminés à agir », mais n'entreprennent jamais rien de déterminant, tous ceux qui mettent des trémolos dans leurs discours publics sur le climat le dimanche, mais font tout le reste de la semaine comme si tout pouvait perdurer comme à l'accoutumée. Un crime enfin permis par les règles fondamentales qui organisent l'économie, la finance et le commerce mondial et qui fonctionnent comme des entraves à toutes transitions écologique et sociale d'envergure.

> « Ne pas réduire drastiquement et immédiatement l'exploitation des énergies fossiles revient à accepter la dégradation irréversible des écosystèmes de la planète et la mort assurée de centaines de milliers d'hommes et de femmes, la persécution et la migration forcée de dizaines de millions d'autres. »

OSONS « L'IMPOSSIBLE »

L'inaction des gouvernements n'est donc pas le fruit d'un manque d'information ou d'un manque de clairvoyance. Cette inaction est structurelle. Elle n'est pas accidentelle. Nous avons de très nombreux scénarios et propositions (du scénario de Négawatt à l'agroécologie paysanne en passant par les milliers d'alternatives concrètes mises en évidence dans le processus Alternatiba) qui nous permettraient d'avancer concrètement sur le chemin de la transition. Si ce n'est pas (encore) le cas, c'est parce que de nombreux verrous et pièges se dressent devant nous. Ce sont ces verrous qu'il nous faut lever afin de déclencher la transition, sans tomber dans les pièges technico-marchands et technoscientifiques qui nous sont tendus.

Face à l'urgence climatique et sociale, les chefs d'État et de gouvernement osent ne rien entreprendre de déterminant. Nous avons le droit de nous défendre. Le droit de désobéir. Osons donc l'impossible pour « déverrouiller, déminer et déclencher » la transition ! Voilà le véritable enjeu autour de la COP21. ■

*__Maxime Combes__ est économiste. Il est membre d'ATTAC France.

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Les questions sociales, environnementales et économiques sont intimement liées lorsqu'on évoque les enjeux énergétiques. On ne peut pas se contenter d'en traiter une partie sans aborder les autres.

PAR **VALÉRIE GONCALVES***

Qu'appelle-t-on la transition énergétique, comment pouvons-nous la définir ?
Si l'on regarde dans notre histoire, il y a déjà eu plusieurs transitions énergétiques.

- La transition vers l'hydraulique et le charbon après la Seconde Guerre Mondiale ;
- La transition vers le pétrole et la « régression » du charbon après la signature du Traité de Rome en 1957 ;
- La transition vers le nucléaire après le premier choc pétrolier en 1974 ;
- La transition vers une énergie « libéralisée » et « décarbonée » depuis les années 2000.

Aujourd'hui, la transition énergétique en Allemagne prend la forme de la sortie du nucléaire, aux États-Unis de l'exploitation des gaz de schistes. En ce qui nous concerne, la transition énergétique, c'est transformer un modèle qui s'appuie sur des énergies fossiles en un modèle où les énergies décarbonées sont dominantes.

L'ACCÈS À L'ÉNERGIE, UN ÉLÉMENT DÉTERMINANT POUR L'ÉMANCIPATION

Au même titre que l'accès à l'alimentation ou la santé, l'accès à l'énergie est un élément déterminant pour l'émancipation et l'épanouissement des peuples, pour la réduction des inégalités. Depuis un siècle, la maîtrise des ressources en énergie (le charbon, le pétrole, le gaz et le nucléaire) a permis une hausse considérable du niveau de vie des populations, spécialement dans les pays développés. Les pays se sont appuyés majoritairement sur les ressources fossiles pour asseoir leur développement économique. Il en va donc de la responsabilité de ces pays qui ont massivement utilisé ces ressources, de donner la priorité à d'autres modes de production d'énergie qu'ils maîtrisent. Ils doivent investir beaucoup plus massivement dans la recherche pour obtenir des modes de production plus respectueux de la planète, mettre en place de vrais plans d'économie d'énergie et enfin effectuer les transferts technologiques nécessaires afin que les pays en voie de développement et les pays pauvres puissent bénéficier des acquis scientifiques pour inscrire, dès le départ, leur développement dans un cadre durable et respectueux de l'environnement.
Les questions sociales, environnementales et économiques sont intimement liées lorsqu'on évoque les enjeux énergétiques. On ne peut pas se contenter d'en traiter une partie sans aborder les autres.
C'est pourquoi lorsqu'on évoque le mix énergétique, 100 % public, diversifié, celui-ci doit s'attacher à « exploiter » le mieux possible chacune des énergies sans les opposer les unes aux autres. C'est-à-dire qu'il faut solliciter toutes les énergies disponibles en privilégiant celles émettant le moins de CO_2 tout en prenant en compte le niveau de maturité des différentes technologies avec le triple critère : social, environnemental et économique.
Faire prévaloir, sans attendre, la logique du « développement humain durable » sur la logique capitaliste est devenu une question absolument cruciale pour l'avenir de l'humanité.

Une des préconisations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour lutter contre le réchauffement climatique est d'aller vers une évolution rapide d'une électricité la plus décarbonée possible pour se substituer aux énergies fossiles. Au sein de l'Europe, la France (avec la Norvège et la Suède) est en avance pour remplir cet objectif. En effet, son électricité est fortement décarbonée grâce au mix électrique composé de nucléaire et d'hydraulique. Aussi, il est important pour nous de conserver cet avantage auquel on peut ajouter, tout ou partie, d'autres EnR (Énergies renouvelables : géothermie, éolien et hydrolienne, solaire thermique et photovoltaïque, etc.) . Il y a de fortes chances que nos consommations d'électricité augmentent au regard des évolutions technologiques (informatique, ferroutage, climatisation, voiture électrique, etc…) et démographiques.

Aussi l'accès à l'énergie à un coût modéré est un élément vital pour les populations. C'est également un enjeu majeur pour les entreprises et un facteur de localisation industrielle. En France, nous devons veiller à ne pas remettre en cause l'égalité de traitement des citoyens dans l'accès à l'énergie, ni la péréquation tarifaire pour l'électricité par exemple, qui permet, quel que soit son lieu d'habitation, d'avoir un même tarif.

> « Repenser notre urbanisme en particulier l'étalement urbain, relancer notre industrie pour produire et recycler au plus près. »

UN BESOIN DE RECHERCHES TOUS AZIMUTS

Aussi, une condition *sine qua non* de la réussite d'une transition énergétique ambitieuse est un effort massif de recherche tous azimuts dans chacun des secteurs énergétiques. Malheureusement, un récent rapport remis au gouvernement sur les infrastructures énergétiques fait état d'un effort de recherche au même niveau que celui de 1980. La recherche pourra ouvrir des champs nouveaux et des sauts technologiques.

Les énergies fossiles représentent aujourd'hui 69 % de l'énergie finale consommée en France et les transports consomment près de la moitié de cette énergie. Le transport est le secteur le plus émetteur de gaz à effet de serre (GES), c'est donc dans cette direction qu'il faut se tourner prioritairement. Il faut développer les lignes ferroviaires, le fret, l'intermodalité. Repenser notre urbanisme en parti-

culier l'étalement urbain, relancer notre industrie pour produire et recycler au plus près.

Le bâtiment, deuxième secteur à émettre des GES (25 %), est aussi celui qui consomme le plus d'énergie (44 %). L'habitat et le tertiaire sont de gros consommateurs de combustibles fossiles également. Il y a donc là un gisement d'économie d'énergie et de réduction de nos émissions de CO_2 : il s'agit de substituer aux énergies fossiles la production de chaleur renouvelable par exemple. La rénovation thermique est donc une impérieuse et urgente nécessité. Cela suppose la mise en place de politiques publiques réellement efficaces, tant en matière d'investissements – qui sont considérables – que de recherche, formation, création de filières professionnelles. S'attaquer à l'efficacité énergétique sera également l'occasion de combattre la précarité énergétique, qui en France touche 11 millions de personnes.

Enfin, il nous faut mobiliser dans une même dynamique et de manière efficace tous les acteurs industriels, publics comme privés, pour la mise en œuvre d'une politique énergétique visant le progrès social et répondant aux grands défis écologiques posés en ce début de troisième millénaire. Ainsi il nous faut contraindre tous les acteurs industriels de ce secteur à œuvrer à la mise en place de critères de gestion allant dans le sens du service public et de l'intérêt général. Il s'agit là de favoriser l'enclenchement d'un processus de coopérations industrielles et d'harmonisation sociale qui se substituerait à la concurrence économique et au dumping social. ■

FAVORISER TOUS LES DÉPLACEMENTS VERS LES TRANSPORTS LES MOINS POLLUANTS

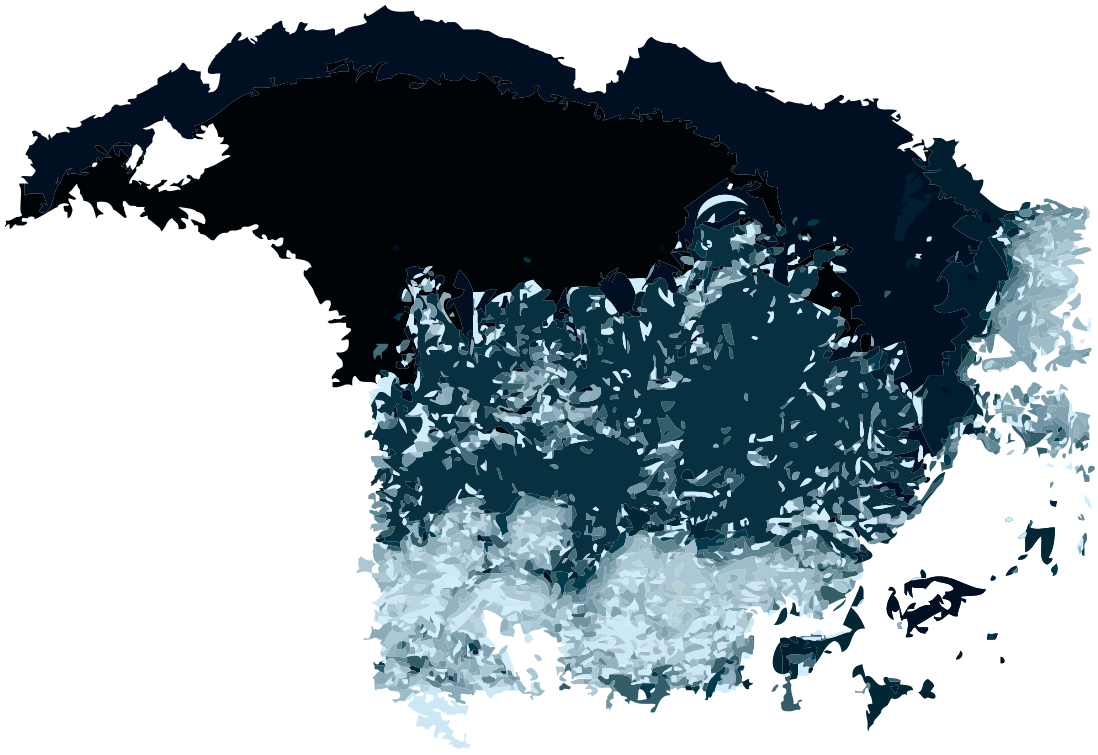
• Élaborons un vrai schéma national de transport et de mobilité du TGV au TER. Pour le fret de marchandises, le wagon isolé doit devenir un service d'intérêt général, le fluvial doit être développé. Les emprises ferroviaires doivent être mises sous protection.

• Sortons d'une concurrence déloyale de la route renforcée par la loi Macron. Instaurons une tarification sociale et écologique contraignante. Conditionnons les aides publiques que reçoit le transport routier.

• Désendettons le système ferroviaire. Mobilisons des moyens pour les infrastructures avec un livret A « spécial rail », la nationalisation des sociétés d'autoroutes et l'extension du versement transport

• L'aérien doit réduire son influence carbone de 50 % en 2020 et de 75 % en 2050. Cela implique, des moteurs plus sobres, des avions plus électriques, l'éco-roulage au sol, des biocarburants durables, des avions électriques biplace « E-Fan » en écoles de pilote.

*__Valérie Goncalves__ est responsable du secteur Énergie du Conseil national du PCF.



NOUS AVONS BESOIN D'AIR, PASSONS À L'ÈRE DU FERROVIAIRE !

Les pics de pollution et leur fréquence témoignent de l'enjeu que représente la lutte contre les émissions des gaz effet de serre (GES), d'oxydes d'azote et de particules fines. Questions environnementales et de santé publique, elles sont la conséquence des activités humaines.

PAR **MARC THIBERVILLE***

Parmi les activités humaines, le transport est le 1er secteur émetteur de GES (27 %) et le transport routier représente à lui seul 94,4 % des émissions de CO_2 du secteur des transports.
À cela il faut ajouter, la congestion routière, les accidents de la route, le bruit… et disons-le aussi, le coût économique pour la collectivité qui construit l'infrastructure et l'entretient tout en ayant la charge de réparer ensuite les dégâts sociaux et environnementaux.
En Île-de-France, la situation est pire encore. Plus de 3 millions de personnes sont soumises à une qualité de l'air ne respectant pas les normes fixées pour les oxydes d'azote et 1,8 million subit les dépassements de seuils de particules.

« Les plus modestes sont malades ou meurent davantage que les autres catégories de la pollution. »

Le transport routier de marchandises est le principal émetteur de pollution sur la zone de Paris et de la petite couronne. À n'en pas douter, cette préoccupation est majeure. Notamment pour les plus modestes qui sont malades ou meurent davantage que les autres catégories de la pollution.

AGIR EN FAVEUR DES MODES DE TRANSPORT ALTERNATIFS À LA ROUTE

Personne ne peut prétendre faire disparaître le trafic routier. Il s'agit de rééquilibrer les différentes parts dans une approche multimodale de la politique des transports.
Des choses ont été certes engagées avec succès en Île-de-France et dans certains endroits pour le transport des voyageurs, notamment avec la carte Navigo unique. Il faudrait les poursuivre et les amplifier. Mais l'étranglement des collectivités locales, le remplacement du rail par les cars Macron, etc. provoquent un reflux inquiétant des transports en commun, alors que la circulation automobile explose. Pire, le refus d'investissement et même le non entretien du rail (comme l'ont montré récemment les trains fous du Pays Basque, de Bretagne et de Normandie), la dangerosité des cars (comme l'a montré l'accident de Gironde) nous conduisent tout droit à des drames. Il faut complètement changer de cap pour le transport voyageurs.
Pour le transport des marchandises, rien ou peu de choses, il y a urgence !
En France, la route est hégémonique avec 85 % de part modale dans le secteur du transport des marchandises pour moins de 9 % pour le ferroviaire et le reste pour la voie d'eau.
En Île-de-France, première région économique d'Europe, celle où les échanges sont de loin les plus nombreux, celle qui polarise des flux bien au-delà de ses limites géographiques, la part du ferroviaire dans le transport des marchandises n'est que de 5 %. C'est-à-dire quasi marginalisé. Un seul triage subsiste, au Bourget, dont l'activité diminue. De nombreuses gares Fret ont été fermées, des embranchements ferroviaires de zones industrielles ou d'entreprises déposés, voire jamais implantés.
Les choix qui ont conduit à cette situation ont considéré que le transport des marchandises n'est que l'affaire du marché. Nous en voyons le résultat : La route n'a jamais été aussi hégémonique et l'arrivée d'entreprises ferroviaires concurrentes à la SNCF n'a en rien enrayé le déclin de la part modale ferroviaire.
Car la logique du marché ne fait pas bon ménage avec l'intérêt général. La primauté donnée à la compétitivité – prix pour l'entreprise prise isolément – écrase, de fait, les enjeux sociaux, environnementaux et macroéconomiques. L'enfermement dans cette logique libérale rend impossible le report modal constitutif d'un autre modèle de développement.

« En France, la route est hégémonique avec 85 % de part modale dans le secteur du transport des marchandises pour moins de 9 % pour le ferroviaire et le reste pour la voie d'eau. »

POSER DE NOUVEAUX PRINCIPES

Alors, ou l'on veut changer la donne et on s'en donne les moyens, ou bien on se contente de faire des constats et des discours incantatoires tout en laissant la situation s'aggraver.
Il faut poser le principe que, si le transport ferroviaire des marchandises est un enjeu d'intérêt général, alors il rentre dans le champ du service public et la SNCF doit redevenir son outil opérationnel.
À quelques semaines de la COP21, nous pouvons craindre de voir à nouveau l'enjeu du transport des marchandises escamoté, comme ce fut le cas dans la loi sur la transition énergétique.
Pourtant, faire autrement est possible. Sans entrer dans le détail ici, nous avons des propositions très concrètes et opérationnelles à mettre en débat et pour lesquelles la région pourrait agir, jouer un rôle décisif en regard de ses compétences, mais aussi comme fédératrice et revendicatrice vis-à-vis des autres acteurs.

Il faut imaginer les principes d'une logistique raisonnée.
– Identifier les flux de façon précise pour permettre de dégager des pistes de report modal vers le rail.
– Fluidifier le réseau ferré en Île-de-France entre transit et desserte régionale.
– Identifier les contournements ferroviaires possibles comme la voie ferrée Centre Europe-Atlantique (VFCEA).
– Pousser la réflexion dans le cadre du Grand Paris sur le lien entre les ports du Havre et de Rouen et leur arrière pays que représente l'Île-de-France et notamment sa zone dense.
– La création d'un port sec au Havre, la réutilisation du triage de Villeneuve-Saint-Georges pour en faire un Hub relié aux plates-formes logistiques de grande couronne.

> « La part du ferroviaire dans le transport des marchandises n'est que de 5 %. »

– Créer une plate-forme de distribution en zone dense pour organiser les dessertes logistiques du dernier km…
– Consolider les sites Bonneuil-Valenton-Villeneuve-Rungis-Orly au sud, Vaires-Noisy-Le Bourget à l'Est, Achères-Gennevilliers à l'Ouest.
– Maintenir et développer les plates-formes ferroviaires aux portes de Paris le long de la ligne de petite ceinture.
Ce n'est évidemment pas exhaustif et tout est à mettre en débat, mais c'est à l'échelle du problème posé, davantage que la création d'une taxe, bien que l'idée ne soit pas à écarter, mais qui à elle seule ne changera rien. ■

*__Marc Thiberville__ est cheminot.

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DROITS HUMAINS SONT INDISSOCIABLES !

Quels droits resterait-il à vivre si l'avenir même de l'espèce humaine était compromis par l'absence de prise de conscience et surtout de régulation de notre influence sur la planète, à l'heure de « l'anthropocène » ?

PAR **JEAN-PIERRE DUBOIS***

À quelques semaines de la Conférence de Paris sur le climat, le passage à un développement durable est une urgence pour la protection et la promotion des droits de l'Homme.

Or, les appétits financiers dérégulés et les politiques limitées au court terme compromettent déjà le droit à la survie de populations touchées, dans diverses parties du monde, par la montée des océans et par les catastrophes écologiques, et menacent, en France comme ailleurs, le droit à un « environnement équilibré », le droit à la protection de la santé, le droit à l'eau, le droit à une alimentation saine, etc.

UN CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE INDISPENSABLE

La Ligue des droits de l'Homme considère qu'aucun de ces droits ne peut être assuré sans déploiement démocratique de la citoyenneté. Cela suppose, face à l'opacité de puissants groupes de pression industriels, le respect du droit des citoyens à l'information, à la participation politique réelle aux débats et aux décisions (sans confiscation par l'expertise) et au contrôle démocratique de leur application. Les transitions vitales vers un développement « soutenable » doivent être gérées démocratiquement, ce qui n'est pas acquis dans la contradiction contemporaine entre la limitation croissante des ressources et le modèle « néolibéral » d'accumulation financière sans limites et de concurrence sans freins.

> « Le combat pour la maîtrise du changement climatique est la clef de tout espoir non seulement de survie même de notre espèce, mais aussi de plus d'égalité et de justice dans la construction d'une autre mondialisation. »

Les impératifs de survie de l'espèce humaine doivent être conciliés, dans une « transition juste », avec les droits économiques et sociaux : droits des producteurs et salariés face aux conséquences des évolutions nécessaires ; aspiration légitime des pays pauvres et émergents au progrès économique et social. Car si personne n'est entièrement à l'abri des conséquences du changement climatique, d'intolérables inégalités existent quant aux moyens de le prévenir et d'en limiter les effets, que ce soit entre pays ou entre classes sociales. Le développement durable doit donc être aussi un « développement humain » au sens du Programme des Nations unies pour le développement : pas d'effectivité des droits sans développement durable, mais pas de développement durable sans indivisibilité des droits (notamment sociaux et environnementaux).

Pour que les actes suivent les paroles, une nouvelle rationalité économique, fondée sur le développement des « communs », la promotion des éner- ▶

gies renouvelables, la relocalisation des productions et les transferts Nord/Sud de moyens de lutte contre le changement climatique, doit être définie et mise en œuvre par les autorités politiques, dont la mission est de fixer les règles applicables aux agents économiques et financiers. Cela suppose l'articulation d'actions locales, régionales, nationales et intégrées par régions du monde, mais rien de décisif n'est possible sans un accord légitime à l'échelle planétaire. Tel est l'enjeu, six ans après l'échec de Copenhague, de la « COP21 » qui se tiendra du 30 novembre au 11 décembre 2015.

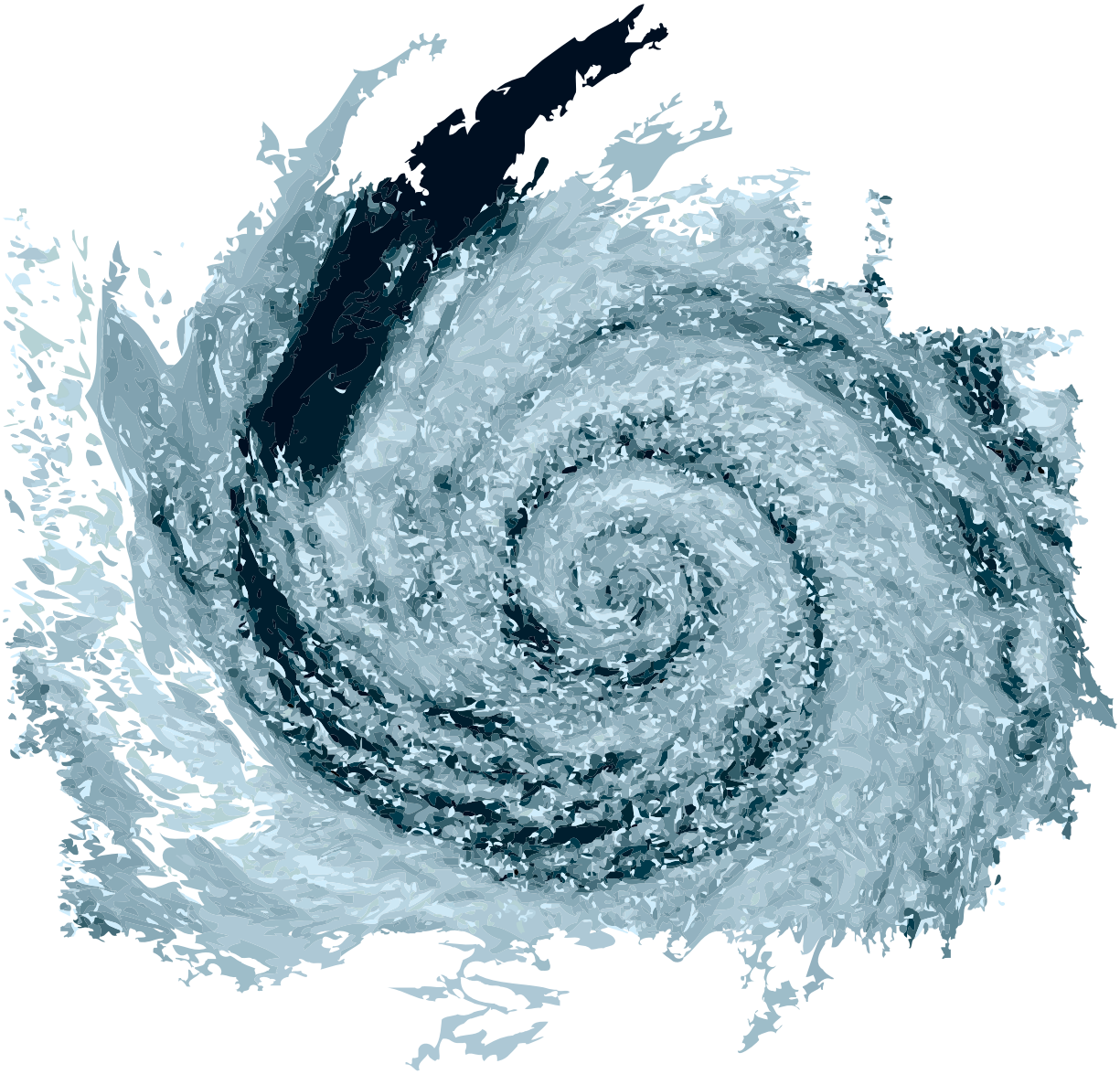
Mais si les citoyens ne se mobilisent pas pour les y contraindre, gouvernants et diplomates ne résisteront pas aux groupes de pression industriels, aux égoïsmes nationaux et à la tentation des affichages sans engagements contraignants. La société civile française est en première ligne dans ce mouvement pour la justice environnementale et pour un avenir viable de l'humanité.

DES ÉVÉNEMENTS CITOYENS

C'est pourquoi la Ligue des droits de l'Homme appelle les citoyens à participer, et participe activement elle-même, aux initiatives des prochaines semaines : après le succès des villages « Alternatiba » (les 26 et 27 septembre 2015 à Paris, plusieurs dizaines de milliers de participants), de nombreux débats publics contribueront à alerter et à impliquer la société civile. À la veille de l'ouverture de la Conférence du Bourget, convergeront vers Paris des marches citoyennes les 28 et 29 novembre, et parallèlement à la Conférence se tiendront plusieurs événements « citoyens » dont le « Sommet citoyen pour le climat » organisé à Montreuil par la Coalition mondiale Climat 21. Enfin, au lendemain de la clôture de la Conférence la « Journée d'action pour le climat » de la Coalition signifiera publiquement, le 12 décembre, que la mobilisation mondiale des citoyens et de la société civile restera permanente.

Le combat pour la maîtrise du changement climatique ne doit pas être vu comme « un combat de plus » pour les droits fondamentaux et pour le progrès humain : il est la clef de tout espoir non seulement de survie même de notre espèce, mais aussi de plus d'égalité et de justice dans la construction d'une autre mondialisation. Les luttes démocratiques, sociales et écologiques ne peuvent réussir qu'en s'articulant et en se renforçant mutuellement. Rien n'est joué d'avance : cet avenir est entre nos mains à tous. ■

*__Jean-Pierre Dubois__ est président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme.



L'avenir de la gauche

Le dossier du numéro d'octobre « *4 essais sur la gauche* » est brûlant d'actualité.

À quelques mois des élections régionales, la question de la définition de la gauche et de son avenir est plus que jamais au cœur des discussions que le PCF et les militants que je côtoie semblent avoir.

Dans une période politique où l'ensemble des repères semble exploser, la gauche serait un phare auquel se rattacher ou se repérer. Face à l'inconnu, revenons vers ce que nous connaissons. Et pourtant l'histoire de la gauche n'est pas un récit simple, logique et régulier, comme l'indique Guillaume dans vos colonnes. Les différentes contributions illustrent bien le dilemme : abandonner la gauche pour construire une nouvelle identité transcendante, au risque de perdre le cœur de notre camp social et les (dernières ?) forces vives du progrès ? Garder la gauche, mais lui redonner un contenu de classe alors que cette notion même n'est plus synonyme d'adhésions spontanées chez les jeunes, les précaires, les ouvriers ?

BÂTIR UN NOUVEAU MOUVEMENT D'ÉMANCIPATION

De ma position, militant justement *de la gauche,* mais sans être membre du PCF, j'aimerais dire toute ma frustration : les forces disponibles pour bâtir un nouveau mouvement d'émancipation existent, sont *de facto* sensibles à la notion de gauche, mais savent très bien par leur pratique quotidienne militante (quelle qu'en soit la portée ou la forme) qu'un nouveau projet émancipateur est à construire. Il inclura le mot gauche, mais pas que. Alors que les équilibres politiques se redéfinissent partout en Europe (voir aux États-Unis, attentons de voir les résultats de Bernie Sanders), en France, le paradoxe est assez stupéfiant : de peur de s'aliéner du soutien de ceux qui savent que la gauche ne peut être un horizon indépassable ou existerait par lui-même, les partis (ou des membres des partis) ne s'autorisent pas l'intégralité de la discussion : ici il ne faudrait surtout pas anticiper l'avenir, là au contraire il faut absolument abandonner l'idée même de gauche alors que cette question était centrale dans le titre même de ladite organisation politique. *In fine,* cette sensation d'inertie est justement l'élément déclencheur faisant passer des militants tels que moi du côté de la résignation.

La mise en perspective plurielle que vous proposez dans la Revue est donc importante à mes yeux. Je partage l'ambition de votre démarche. Il me faut cependant dire que l'écologie politique, dont l'historicité est différente de celle de la gauche, est quand même grandement absente. L'écologie (et sans qu'elle soit définie bien évidemment) est « le grand défi du XXIe siècle » selon les expressions consacrées des média. Réduire l'avenir de l'émancipation à une question technique environnementale ne saurait bien entendu pas nous satisfaire. Mais l'avenir de la gauche (ou son non-avenir) ne peut faire l'économie d'un questionnement de ce thème, qui lui aussi est mobilisateur pour une partie de la population et des forces progressistes.

De manière analogue, la question numérique n'est pas complètement abordée dans ces essais. C'est un sujet que je sais important au PCF, mais que les essais du dossier ne font pas apparaître. La gauche est indubitablement reliée à la question ouvrière, sociale et salariale. Les éditocrates et pseudo-intellectuels médiatiques prédisent la fin du salariat, rejoint opportunément par des économistes libéraux, même parmi les plus brillants, tout heureux d'à leur tour profiter d'une vision mécanisme et prométhéenne de la fin de la lutte des classes par un *deus ex machina* appelé « Uber ».

Et pourtant : reconstruction d'un syndicat corporatiste (ou professionnel) en France, *class action* pour se faire reconnaître un statut salarial aux États-Unis, création d'un service municipal à Séoul : nous sommes loin de l'avènement imminent d'une société d'auto-entrepreneurs précaires, chère à Jacques Attali. Les mouvements de fond de transformation de la société par le numérique existent, mais sont complexes. Les questionner pour redéfinir un projet communiste en lien et en articulation avec la gauche est indispensable.

Probablement un chantier à aborder de manière collective dans de prochaines échéances ■

Antoine Lafond est militant syndical

La France en commun, texte-invitation à écrire un projet d'émancipation humaine pour le XXIe siècle sera débattu et enrichi jusqu'à la convention nationale du projet début 2016. Il est possible d'y contribuer sur un site dédié contribuer.projet.pcf.fr/

La Revue du projet s'efforcera d'accompagner le processus en rendant compte des initiatives prises autour de ce texte et des contributions qu'il suscite au sein des forces sociales. Pour nous permettre de remplir au mieux cet objectif, faites-nous connaître les débats et réflexions qui émanent du terrain à : revue@pcf.fr

Ce mois-ci, Florian Gulli, secrétaire de section de Besançon et membre de l'équipe de *La Revue du projet,* témoigne des échanges suscités par une formation sur le volet écologie de ce texte. En complément, Jean-Claude Cheinet, militant communiste et responsable associatif dans la défense de l'environnement livre son opinion sur les enjeux d'un projet communiste de nouvelle génération en la matière.

Une formation militante sur l'écologie dans le Doubs

Par **Florian Gulli**
co-secrétaire de la section PCF de Besançon.

Depuis maintenant deux ans, nous avons mis en place un cycle de formation au niveau de la section de Besançon, ouvert aux communistes de la Fédération du Doubs. Ces formations s'appuient sur les compétences des militants de la région et portent sur des sujets variés (Révolution Française, Daech, la question de l'énergie, l'idée de lutte des classes chez Marx, etc.). L'une d'elle a été exportée à Belfort dans la Fédération du territoire de Belfort. C'est dans ce cadre que j'ai décidé de présenter la nouvelle contribution du PCF, *La France en commun*, aux camarades, à l'aide d'un diaporama. Après une présentation générale de la fonction politique de ce texte, j'ai axé la présentation autour de deux points, qui font écho à d'autres publications du parti, l'écologie et l'industrie, « chantiers prioritaires » 1 et 7.

Dans un premier temps, il fallait revenir sur des idées reçues concernant le PCF (idées reçues aussi parfois dans nos rangs). La première : « les communistes ne sont pas écolos ». En m'appuyant sur le livre Roland Charlionnet et Luc Foulquier, *L'être humain et la nature, quelle écologie ?* j'ai rappelé les textes de Congrès qui, depuis 1974, formulent une critique écologique du capitalisme (bien avant la création des Verts). Une discussion s'est alors ouverte pour comprendre pourquoi ces idées n'avaient pas trouvé un écho suffisant dans les rangs du parti. La question de la diffusion est centrale, l'élaboration des idées ne suffit pas. Néanmoins, le contexte historique de la fin des années 1970 a été évoqué pour expliquer la difficile pénétration des idées nouvelles dans l'organisation. Rien à voir avec un prétendu « productivisme » des communistes. Le parti et ses militants de base étaient confrontés à des problèmes d'une ampleur sans précédent : déstabilisation du groupe ouvrier, entrée du pays dans la crise et le chômage de masse, offensive médiatique incessante contre le communisme, épuisement de la force propulsive de l'URSS, etc. Difficile dans un contexte où le parti est sur la défensive de lancer un nouveau front idéologique.

> « Les textes de Congrès, depuis 1974, formulent une critique écologique du capitalisme »

Deuxième idée reçue : « les communistes sont mal placés pour parler écologie, car ils sont pour le nucléaire ». La

discussion de cette idée a été l'occasion de présenter le texte et ses propositions. En effet, les discussions sur l'écologie sont trop souvent réduites, comme en 2012 lors de l'élection présidentielle, à la question du nucléaire, occultant de nombreuses autres questions. La question écologique a d'abord été abordée globalement sous l'angle du développement d'un nouveau mode de production et de consommation. Il a été question d'obsolescence programmée, de l'économie du recyclable et du récupérable (via l'écoconception et les fab-cités notamment), de consommation des usages plutôt que des objets. Une discussion s'est engagée sur un cas concret : la réduction du nombre d'automobiles dans le périurbain sans passer par une réduction de l'usage de ce transport. Est-il possible de penser des formes de co-voiturage ou de services municipaux d'automobiles dans les petites villes afin de désengorger les accès aux grandes villes, de diminuer le coût pour les habitants et de réduire les émissions de GES ? Une description de ce que sont les *fab-labs* a été nécessaire suivie d'une discussion rapide sur le sujet : pourquoi ne pas envisager au niveau municipal de promouvoir des *fab-labs* conçus comme des ateliers de réparation ? Un camarade a demandé qu'on réalise localement un court argumentaire, très accessible, avec des exemples, présentant trois ou quatre grandes propositions écologiques du PCF afin de les populariser auprès de la population (mais aussi auprès des militants) : qu'est-ce que la conception modulaire des produits ? Qu'est-ce que la consommation des usages ? Qu'est-ce que l'économie circulaire ? Etc.

La question du nucléaire a été enfin abordée. Elle a d'abord été resituée à l'intérieur du problème de la réduction des émissions des gaz à effet de serre. Une diapo comparait les mix énergétiques français et allemand. Un camarade syndicaliste dans l'énergie a apporté des précisions utiles sur le parc nucléaire français. Puis la discussion s'est engagée autour de la sortie du nucléaire. Si aucune sortie rapide ne semble possible à court terme en France étant donnée la dépendance du pays au nucléaire, quelle position aborder pour le long terme ? Les camarades ont évoqué les incertitudes concernant notre position. On entend dans le parti deux discours différents : certains avancent qu'il faut sortir du nucléaire (à long terme) quand d'autres semblent dire qu'il faut se diriger vers un nouveau type de centrale.
La séance s'est terminée en revenant sur la nécessité de produire un argumentaire simple sur nos propositions à mettre sur notre site.

TROIS QUESTIONS À **JEAN-CLAUDE CHEINET***

PRODUIRE AUTREMENT

En quoi est-il important pour vous de travailler au projet communiste pour le XXIe siècle?
Point n'est besoin d'insister sur la gravité de la crise que nous vivons avec ses aspects économiques, sociaux, sociétaux ou environnementaux : une crise de civilisation et le capitalisme qui a envahi la planète est incapable de gérer inégalités et ressources limitées de façon durable. La recherche du profit maximum et immédiat pour quelques uns se heurte à une logique de gestion sur le long terme pour le bien de tous. D'ailleurs, Marx de façon de plus en plus nette et Engels (*Dialectique de la Nature*) ont abordé d'un même pas transformation de la société et gestion durable des équilibres naturels. Enfin le rassemblement conscient de ceux qui veulent agir pour dépasser le capitalisme demande la prise en compte de la diversité des questions posées à la société. Expliciter un projet communiste contribue à cette perspective et donne cohérence aux actions de chacun de nous.

La question écologique y tient une place importante. Diriez-vous qu'elle s'additionne à la question sociale ?
Parler d'addition suppose celle de deux objets différents. Or les différents aspects de la crise sont étroitement imbriqués. Lorsque le gouvernement renonce à l'écotaxe sur les poids lourds devant le groupe de pression des transporteurs « bonnets rouges », lorsqu'il recule les interdictions de produits nocifs, toxiques ou cancérigènes pour des raisons de « compétitivité » (néonicotinoïdes, bisphénil, etc...), lorsqu'il permet la privatisation des barrages hydrauliques au détriment d'une gestion de service public ou lorsqu'il autorise la privatisation de la forêt, il y a capitulation devant les intérêts privés et atteinte à un environnement sain et de qualité. J'ajoute que les capitalistes ont une longueur d'avance: ils donnent une valeur monétaire à la nature, placent en bourse des actions sur telle ou telle espèce.... tout est prétexte à réaliser du profit.

N'y a-t-il pas un risque de voir l'écologie instrumentalisée par les adversaires du progrès humain ?
Oui, la prise de conscience progressive de l'urgence écologique conduit certains à essayer d'en profiter. Mettre sur un produit l'étiquette « bon pour ma planète » est un argument de vente, s'appuyer sur l'aspiration à des énergies décarbonées pour vendre panneaux photovoltaïques ou éoliennes est un bon business (du reste encouragé par les avantages accordés par le gouvernement au détriment des autres usagers) . Mais ces décisions sectorielles n'empêchent pas les incohérences et trouvent vite leurs limites.
D'autres mettent en avant la nocivité de la production et prônent la « décroissance » en oubliant les besoins de milliers de gens, y compris dans notre pays, la misère du tiers monde et la dette climatique à son égard.
Car il y a surtout nécessité de produire autrement des biens durables (en minorant destructions, gaspillages et obsolescence programmée) tout en préservant les ressources et la biodiversité. De ce point de vue, toute opposition entre la production, l'emploi et l'environnement, la nature est contre-productive en ce sens que cela ne correspond pas à une approche globale et efficace des questions posées par la crise, et d'autre part qu'en opposant différentes sensibilités, on crée un obstacle sur le chemin du nécessaire rassemblement de ceux qui s'opposent au capitalisme.

***Jean-Claude Cheinet** est militant communiste et responsable associatif
Propos recueillis par Léo Purguette

Entretien réalisé par **Quentin Corzani**

Rassembler contre l'austérité pour les élections régionales 2015

À la veille des élections régionales, **Yann Le Pollotec**, membre du secteur Élections du Conseil national du PCF, présente la dynamique de rassemblement qui a guidée le PCF dans la constitution de listes autour de politiques ancrées à gauche et de résistance à l'austérité.

Les compétences des régions ont changé, quels sont les nouveaux enjeux de ces élections ?

La nouvelle organisation territoriale est développée dans la loi NOTRe adoptée le 16 juillet dernier par le Parlement. Derrière la recomposition des nouvelles grandes régions, il y a la volonté de démembrer la République. On affaiblit le pays pour mieux imposer les politiques européennes. L'État se désengage. Les régions auront des pouvoirs importants mais pas toujours les moyens pour assumer ces nouveaux pouvoirs. Ce qui pose évidemment le problème de l'égalité des territoires. Elles auront en charge l'aménagement du territoire, l'environnement et le développement économique.

La mobilisation des communistes dans ce cadre est d'autant plus importante que les régions auront plus de poids dans nos vies. Plus que jamais, nous devons empêcher la droite et l'extrême droite de prendre les régions.

Quelle a été la stratégie du PCF pour construire sa campagne ?

Le rassemblement le plus large possible a été le maître mot de notre action ces derniers mois. Le Parti n'est pas dans une démarche *stricto sensu* d'alliance, nous avons eu l'objectif de dépasser les frontières partisanes habituelles en partant des contenus et des aspirations populaires. C'était d'ailleurs, la feuille de route décidée lors du Conseil national qui avait suivi les élections départementales. La question des alliances entre partis politiques ne doit pas prendre le pas sur la volonté de rassembler le plus largement possible autour des contenus, des luttes contre l'austérité et des espoirs de changements.

> « Les régions auront des pouvoirs importants mais pas toujours les moyens pour assumer ces nouveaux pouvoirs. »

Sur fond de chaos politique à gauche, notre orientation de rassembler est évidemment commune à toutes les régions même si le résultat est parfois différent selon les territoires. Au final les listes où nous sommes partie prenante, n'ont pas toutes le même arc de rassemblement même si la dimension citoyenne est partout présente. Si dans certaines régions, le rassemblement a pu aller jusqu'à Europe, écologie, les verts (EELV), le Mouvement citoyen et républicain (MCR) et à nombre de socialistes en rupture de ban avec la politique gouvernementale, dans d'autres cas, malgré tous nos efforts, les conditions du rassemblement sur une même liste de toutes les composantes du Front de gauche n'ont pu aboutir. Partout les communistes, les directions régionales et départementales du Parti ont recherché le même objectif : le rassemblement le plus large possible pour empêcher que les régions basculent à droite et à l'extrême droite et indisso-

Source : http://www.interieur.gouv.fr/

ciablement créer les conditions de nouvelles majorités profondément ancrées à gauche. Contrairement aux régionales de 2010 et dans un contexte politique très différent, il n'y aura aucune liste de 1er tour commune avec le PS.

Le risque que la droite et l'extrême droite fassent un grand chelem est bien réel. Il va sans dire que le Parti socialiste et le gouvernement portent une responsabilité majeure dans cette situation dramatique.

Il y a donc urgence à la fois empêcher la droite et l'extrême droite de faire main basse sur le pouvoir régional au détriment des intérêts populaires et, indissociablement, de se battre afin d'ancrer les régions sur des politiques de gauche et de résistance à l'austérité.

Quels sont les marqueurs qui vont différencier nos listes ?

Comme je l'ai dit, c'est évidemment la résistance contre l'austérité. Mais partons du réel, cette résistance s'inscrit dans un processus qui se construit à partir de rapport de forces avec la volonté de le bouger. Admettons que nous gagnons une région, l'austérité ne disparaîtra pas du jour au lendemain de ce territoire, car celui-ci est partie prenante de notre pays, de l'Europe et du monde. Même si cela reste une étape déterminante bien sûr. Les questions que nous devons nous poser à chaque fois sont celles-ci : comment peut-on changer le rapport de forces et comment pouvons-nous être utiles au peuple ? Cette question se pose y compris dans des majorités de gauche et des exécutifs. Sur ce sujet, nous sommes très clairs : on portera jusqu'au bout nos revendications et donc cela signifie entrer dans les exécutifs partout où cela est possible et utile. Et cela passe par l'élection d'un maximum de conseillers régionaux PCF et FDG utiles aux populations. ▶

▶ Notre cheval de bataille est donc d'améliorer la vie des citoyennes et citoyens. Prenons un exemple évocateur : l'Île-de-France (IDF). Elle est la région la plus riche de France, voire d'Europe. Symétriquement, c'est aussi l'une des plus inégalitaires. Les inégalités s'accroissent : culturelle, territoriales… Sur le plan de la santé, on trouve aussi bien des déserts médicaux qu'une surpopulation de spécialistes dans certains espaces.

Les gens n'attendent pas seulement des postures politiques. Ils veulent des élues et élus avec qui ils peuvent cheminer et gagner des choses. Ils attendent des actes et du faire. Lors de la dernière mandature régionale en IDF nous avons gagné la zone unique alors que nous étions en 2004 ultra-minoritaires sur cette question. Les élus doivent porter concrètement les besoins populaires en s'appuyant sur les luttes et les mobilisations. Pour dire « non » au gouvernement, hors le PS presque tout le spectre politique peut répondre présent y compris le FN. Mais si c'est une condition nécessaire, elle est tout sauf suffisante pour faire une politique progressiste et reconstruire l'espoir à gauche.

Pour continuer mon exemple sur l'Île-de-France, un outil a été créé : la Fabrique coopérative. Cet outil a vocation à perdurer après l'élection. C'est un lieu qui permet de libérer la parole citoyenne et les forces du mouvement social. La première réunion a eu lieu le 7 juillet, depuis nous en avons fait près de 150 sur des thématiques précises : la jeunesse, les questions du féminisme… À chaque fois sur des thèmes transversaux les gens prennent la parole, font des propositions et s'engagent parfois jusqu'à la candidature. L'essentiel de la campagne va se jouer en allant vers les gens, où ils habitent, où ils étudient, où ils se transportent, où ils sont en lutte et où ils travaillent. C'est une campagne presque exclusivement tournée sur le terrain. Les militants communistes et nos structures locales y jouent un rôle essentiel et sont à l'initiative du maximum de rencontres entre nos candidats et la population. Nous participons aussi à tous les mouvements et manifestations de résistances et d'alternatives comme Alternatiba. Et nous intégrons toutes les propositions et réflexions qui s'en dégagent dans notre campagne et, de fait, notre force collective s'élargit, notre front commun se renforce. On cherche à mettre les gens en mouvement et être l'un des maillons politiques des revendications sociales et économiques des citoyennes et citoyens. On participe à apporter une dimension de cohérence politique à des choses de fond qui se construisent dans notre région.

Malgré une situation générale lourde de danger où le FN et la droite sont en dynamique, toutes nos listes ont un espace politique potentiel important comme en témoignent nombre de sondages même si de telles enquêtes ne mesurent que des intentions de vote. Ainsi, par exemple en Île-de-France, notre score est estimé entre 8 % et 9,5 %, soit de 1,5 à 3 points au-dessus de ce qu'on a fait la dernière fois et cela constituerait l'un de nos meilleurs scores depuis que les élections régionales sont ouvertes au scrutin universel. Dans la région Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon, notre liste commune avec EELV est donnée à 16 % par certains sondages.

Ces bons sondages doivent nous interpeller sur le fait que dans la majorité des régions le Front de gauche est uni sur une démarche de rassemblement large alors que EELV est au bord de l'explosion et que le PS connaît une crise politique sans précédent. Car notre peuple est à la recherche de ce qui l'unit et non de ce qui le divise. Cependant il nous reste à réaliser ce potentiel en des votes réels et en un rapport de force politique qui apporte enfin l'espoir d'une alternative, c'est tout l'enjeu de l'engagement et de la mobilisation militante des communistes dans les semaines qui nous séparent du 6 décembre. ■

« La question des alliances entre partis politiques ne doit pas prendre le pas sur la volonté de rassembler le plus largement possible autour des contenus, des luttes contre l'austérité et des espoirs de changements. »

« Contrairement aux régionales de 2010 et dans un contexte politique très différent, il n'y aura aucune liste de 1er tour commune avec le PS. »

« L'essentiel de la campagne va se jouer en allant vers les gens, où ils habitent, où ils étudient, où ils se transportent, où ils sont en lutte et où ils travaillent. »

Quelle est la dynamique du PCF et du Front de Gauche dans cette campagne ?

De notre démarche de rassemblement, découle naturellement notre volonté de mettre en mouvement nos concitoyens. Partout, nous essayons d'aller au plus près d'eux, ainsi nous aurons des listes avec parfois plus d'un tiers de citoyens.

PARIS, CANDIDATE EN 2024

Paris sera candidate à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2024 : c'est une belle opportunité pour l'Île-de-France et notre pays.

D'abord, c'est l'occasion d'ouvrir un grand débat dans la population sur le sens de l'olympisme et la place du sport dans notre société. Pour cela nous souhaitons mobiliser les citoyens, les bénévoles, les sportifs, les dirigeants, les enseignants, toutes celles et ceux qui font vivre le sport au quotidien pour réinvestir un champ laissé pour compte. Bénéficiant de peu de considération et de moyens publics, le sport reste la troisième roue de la bicyclette, et l'écart s'accentue entre les valeurs de l'olympisme et les affaires qui trahissent son idéal.

Bien évidemment, nous entendons les réticences – justifiées – sur la place trop importante de l'argent dans les dernières éditions et sur le fonctionnement du CIO, ou encore sur l'héritage laissé.

La prise en compte de ces critiques dans un projet exigent sera un atout pour la candidature et une condition de la réussite.

Si la fête doit avoir lieu dans notre pays, elle ne sera réussie que si la population y est associée. Elle ne sera réussie que si le projet rejoint les premières préoccupations sociales du moment, que si les investissements publics répondent aux besoins des populations, contribuent à la relance de l'emploi, au développement du sport pour toutes et tous, dans le respect de l'environnement et des droits sociaux.

L'olympisme doit être l'affaire de tous, et non les affaires de quelques-uns, qui n'y voient que leurs intérêts Si on ne veut pas abandonner les Jeux à une logique marchande, il faut une intervention publique forte et une maîtrise citoyenne.

La création de « comités locaux » pour la réussite des Jeux olympiques et paralympiques 2024 peuvent être cette dynamique citoyenne qui enrichira le dossier de candidature, et l'amorce d'une « Loi olympique » pour les neuf années à venir.

Une dynamique qui pourrait affirmer la nécessité du rattrapage en matière d'équipements sportifs, y compris de proximité, du développement du sport pour tous, du sport à l'école et de l'engagement bénévole. Faut-il sans cesse rappeler que Paris et la Seine-Saint-Denis sont les territoires les plus déficitaires en équipements sportifs ?

Une nouvelle loi sur le sport pourrait parfaire la description de notre mobilisation sur la place du sport en France et les conditions de son financement. Elle exprimerait notre volonté de voir doubler le budget actuellement accordé au sport (0.14 %), puis l'augmenter à hauteur de 1 % du budget national.

Donnons à chaque enfant de la génération 2024, ayant 10 ans au moment des Jeux, les moyens d'avoir une culture physique et sportive complète dans l'esprit olympique !

Nous nous refusons à rogner sur nos conquêtes et nos terrains d'émancipation. Nous avons plus que jamais besoin de promouvoir le sport, comme la culture dans le développement de l'être humain. La candidature de Paris est l'occasion de mobiliser notre pays autour d'un projet qui pourrait envoyer un signal fort au monde entier : rebâtir un idéal collectif, universel pour un monde de paix, de liberté et de solidarité dans lequel le sport joue un rôle essentiel dans la formation des citoyens de demain – ceux de la génération 2024 – en assurant à chacun une culture sportive. C'est pour ces raisons que nous pensons devoir porter la candidature de Paris au Jeux olympiques et paralympiques de 2024 et que nous initions partout en France des comités locaux pour la réussite de cette candidature.. ■

> « Nous avons plus que jamais besoin de promouvoir le sport, comme la culture dans le développement de l'être humain. »

Nicolas Bonnet-Oulaldj
Secteur sport

Le cybermilitant : promesses et limites

Le cybermilitantisme, ou la participation politique via Internet, devait révolutionner la pratique politique. Nous disait-on il y a peu. Qu'en est-il réellement ? Est-ce que tout a changé ? Ou au contraire est-ce que finalement rien ne change ? Des politologues proposent un bilan nuancé.

PAR **GÉRARD STREIFF**

Le cybermilitant est une catégorie qui est apparue dans le vocabulaire politique il y a une quinzaine d'années. À l'époque, on a beaucoup écrit sur les perspectives désormais ouvertes à de nouvelles pratiques politiques avec la culture d'Internet et celle des réseaux sociaux (Facebook, Twitter) : la base militante allait s'élargir ; les partis allaient s'ouvrir à des profils diversifiés ; les cadres et les élus allaient se rapprocher du citoyen « de base », et vice versa ; la représentativité des partis allait y gagner. On parla de « militantisme en fauteuil », de formes d'actions moins hiérarchisées, de structures en réseaux permettant la participation du plus grand nombre au débat politique. Renouvellement, démocratisation : qu'en est-il réellement ? Les promesses ont-elles été tenues ?

Il est difficile de nier les opportunités nouvelles offertes par Internet, les formidables facilités qu'offre l'outil, son immédiateté, son accessibilité, son audience, cette manière de relier des militants isolés géographiquement… Et pourtant le bilan semble globalement décevant si on en croit des études précises de jeunes politologues, notamment Anaïs Theviot, qui a consacré sa thèse à cet enjeu. On pourra consulter d'elle plusieurs études : un article « Qui milite sur Internet ? » pour la *Revue française de science politique* (2013) ; une enquête (avec Clément Mabi) intitulée « S'engager sur Internet. Mobilisations numériques et pratiques politiques » in *Politiques de communication*, n° 3, automne 2014, aux Presses universitaires de Grenoble.

Premier constat : Internet n'entraîne pas nécessairement l'arrivée de nouveaux militants mais pousse ceux qui militaient déjà beaucoup à militer encore plus. Pour Anaïs Theviot, « ce n'est pas l'outil de communication militante qui fait la différence mais le degré d'implication politique de l'utilisateur ; plus celui-ci est impliqué dans la vie politique, plus il utilise la Toile ». On ne peut donc pas dire qu'Internet suscite de nouvelles vocations militantes. En revanche, le militant activiste use de tous les moyens disponibles (que ce soit en ligne et sur le terrain) et l'activisme numérique permet souvent une mise en orbite ou sert d'accélérateur de carrière, par exemple pour des militants en charge de l'animation de sites Web. La toile ne favorise pas mécaniquement la démocratisation militante mais engendre des cybermilitants plus « dotés » que les militants « classiques », et prolonge ainsi, voire amplifie, les inégalités existantes. Comme l'écrit la journaliste Josseline Abonneau (*Le Figaro*, 8 juillet 2015), le cybermilitant est « plus doté que l'adhérent hors ligne ; il est "toujours plus" dans tout : socialement, culturellement, économiquement et surtout dans son implication politique (hyperactif en ligne, il est aussi très présent sur le terrain militant). » On remarquera, par exemple, que ce cybermilitant est nettement plus diplômé que le citoyen lambda. « Les compétences induites par la position sociale accentuent la ségrégation sociologique du militantisme politique, assure Abonneau. Le profil du cybermilitant diffère peu de celui du militant traditionnel mais ses caractéristiques sont exacerbées ».

> « Ce n'est pas l'outil de communication militante qui fait la différence mais le degré d'implication politique de l'utilisateur. »

DES LOGIQUES SOCIALES INÉGALITAIRES

C'est comme si toutes les inégalités observées dans la société étaient ici amplifiées. C'est vrai du sexe. Le genre de l'internaute est assez partagé entre hommes et femmes mais la vie politique, elle, est plutôt dominée – doux euphémisme – par le « sexe fort » ; et ce dernier renforce encore sa présence parmi les cybermilitants : trois cybermilitants sur quatre [l'étude parle du PS ou de l'UMP. N.D.L.R.] sont des hommes. Ils sont majoritairement diplômés de l'enseigne-

ment supérieur, et 40 % sont même titulaires d'une licence ou d'un master. Si la population française compte 28 % de diplômés du supérieur, près de 70 % des cybermilitants sont surdiplômés. Pour Anaïs Theviot, « la force opératoire des logiques sociales inégalitaires structurant l'engagement politique est renforcée dans les catégories des cadres et des professions supérieures et intellectuelles : au PS ou à l'UMP, les professions supérieures cadres et intellectuelles occupent une place prépondérante (52 % au PS et 47 % à l'UMP) quand les ouvriers sont quasi invisibles (2 % PS et 1 % UMP) ».

L'enquête montre encore que la place sociale de la famille est déterminante ; les cybermilitants viennent majoritairement du secteur public (58 % au PS, 49 % à l'UMP).

Le cybermilitant est jeune : un tiers a moins de 30 ans, un cybermilitant sur deux a moins de 39 ans. Les « papys », qui représentent 10 à 12 % des militants PS ou UMP, ne sont que 2 à 4 % à être cybermilitants. Abonneau, encore, constate : « Né avec une souris à la main, le cybermilitant fait prendre un sérieux coup de vieux au militant traditionnel : à peine trentenaire contre le quinquagénaire militant hors ligne. » Ce rajeunissement rapproche le cybermilitant de l'internaute ordinaire plus que du militant classique.

Avec la prudence nécessaire, on retiendra de cette enquête un double enseignement. Le cybermilitantisme est devenu aujourd'hui un mode important de participation politique. En même temps, il ne saurait remplacer les formes plus classiques du militantisme. De ce point de vue, on lira avec intérêt la note « Le militantisme est mort. Vive le militantisme ! » de la start-up LMP (Liegey Muller Pons), juillet 2015. ■

« Le cybermilitantisme est devenu aujourd'hui un mode important de participation politique. en même temps, il ne saurait remplacer les formes plus classiques du militantisme. »

DES LOGIQUES SOCIALES INÉGALITAIRES

De façon récurrente, chaque nouvelle technologie de communication fait l'objet de présupposés sur son aptitude à mobiliser davantage les citoyens et à moderniser les institutions : « La radio, la télévision, la vidéo communautaire, les radios libres et les formes balbutiantes de l'Internet ont toutes suscité des espoirs d'une appropriation citoyenne intense permettant l'avènement d'une démocratie forte ». (Monnoyer-Smith, 2011). Ainsi les travaux initiaux sur l'Internet politique ont eu tendance à se focaliser sur « l'impact » que pouvaient avoir les technologies sur la démocratie, justifié par le fait que « le rôle d'Internet comme instrument de veille, de diffusion et de mobilisation (circulation de l'information, accroissement des pratiques pétitionnaires) est, en effet, de plus en plus central dans le fonctionnement démocratique » (Haegel, 2009). Les notions de « démocratie électronique » (Chambat, 2003 ; Vedel, 2003), de « cyberdémocratie » (Poupa, 1998) et d' « hyperdémocratie » (Flichy, 2001) se sont développées pour travailler le couple démocratie-Internet. Les Technologies de l'information et de la communication (TIC) tendaient à apparaître comme une solution à la « crise de la représentation ». Le Web grâce à son architecture orientée vers l'interaction et l'exposition de soi (Cardon, 2010) aurait créé les conditions favorables pour le dialogue et le partage d'informations. Pour les plus optimistes, sa structure réticulaire permettrait de faire tomber certaines barrières qui traditionnellement freinent l'engagement politique (spatiales et temporelles par exemple), permettant à un public élargi de s'exprimer et de s'engager en politique (Castells, 2002). L'accumulation d'analyses empiriques produites dès le début des années 1990 aux États-Unis et au milieu des années 2000 en France a permis de contrebalancer cette utopie et a largement contribué à déconstruire les imaginaires d'Internet.

Présentation du dossier *S'engager sur Internet*, Clément Mabi, Anaïs Theviot, Presses universitaires de Grenoble.

Violences faites aux femmes : mesurer leur ampleur et leur gravité pour agir

Il a fallu attendre les années 1990 pour que les premières enquêtes sur le sujet soient réalisées et que leur ampleur soit révélée. Ces évaluations sont un préalable indispensable à la construction de dispositifs de prise en charge efficaces.

Par **Sophie Simon et Ernestine Ronai***

Qu'il s'agisse des violences conjugales, des violences sexuelles, du harcèlement sexuel et sexiste ou encore des différentes formes de contraintes que l'on fait peser sur la sexualité des femmes, ces violences sont perpétrées contre des femmes précisément parce qu'elles sont des femmes. Ces violences sont longtemps restées cachées, ignorées en tant que fait de société et question de sécurité et de santé publique.

Les violences faites aux femmes prennent des formes multiples. Elles sont physiques, sexuelles, verbales, psychologiques, économiques. Elles ont lieu dans la sphère privée, qu'elle soit conjugale, familiale ou amicale, dans la rue, au travail, à l'université… Elles peuvent également relever de pratiques traditionnelles néfastes pour les femmes, comme les mutilations sexuelles féminines et les mariages forcés. Lorsqu'elles ont lieu au sein d'un couple, elles sont une violence pour la mère mais également pour les enfants témoins.

Les violences conjugales reposent sur un rapport de domination que l'auteur instaure sur sa victime et qui se traduit par des attitudes de contrôle et des agressions physiques, sexuelles, psychologiques, verbales et économiques. Leur déroulement se caractérise schématiquement par une alternance cyclique de quatre phases (tension, agression, justification, rémission) qui s'intensifie et s'accélère avec le temps, pouvant aller jusqu'à l'homicide.

Les violences faites aux femmes sont aussi une violence de la société tout entière, qui commence par la tolérance à l'égard des agressions et des propos sexistes auxquels on attribue un caractère banal.

LES ENQUÊTES ET LEURS RÉSULTATS

Les violences faites aux femmes sont longtemps restées cachées, ignorées en tant que fait de société et question de sécurité et de santé publique. Il a fallu attendre les années 1990 pour que les premières enquêtes sur le sujet soient réalisées et que leur ampleur soit révélée. L'enquête *Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France* (ENVEFF), réalisée en 2000, fut la première enquête scientifique permettant de mesurer de manière précise les violences faites aux femmes. Depuis d'autres sources sont venues enrichir cette connaissance, comme l'enquête annuelle *Cadre de vie et sécurité* (CVS) et l'enquête *Contexte de la sexualité en France*. À l'horizon 2016-2017, l'enquête *Violences et rapports de genre* (VIRAGE) constituera un nouvel apport déterminant à notre connaissance de la violence fondée sur le genre.

Au cours de l'année 2014, 134 femmes ont été tuées par leur partenaire : 118 par leur mari, concubin ou pacsé et 16 dans le cadre de relations moins stables (amant, petit ami, relation épisodique). Dans 36 % des cas au moins, l'enquête ou des constatations antérieures ont établi que la victime avait subi des violences antérieures de la part de son partenaire.

Les enquêtes de victimation en population générale nous renseignent sur la proportion et le nombre de femmes qui chaque année sont victimes de violences au sein du couple. Les protocoles d'enquête et les définitions retenues des violences conjugales expliquent les variations de taux que l'on peut observer les différentes enquêtes.

L'enquête ENVEFF a notamment estimé un taux global de violences conjugales subies par les femmes en France. Il en est ressorti que près d'une femme en couple sur dix, âgée de 20 à 59 ans, est ou a été confrontée à des violences conjugales au cours de l'année 2000. Parmi elles, un quart (soit 2,3 % de la population générale) se trouve dans une situation de violence très grave c'est-à-

> « Les violences faites aux femmes sont aussi une violence de la société tout entière, qui commence par la tolérance à l'égard des agressions et des propos sexistes. »

dire de cumul de violences, agressions physiques et sexuelles, associées à des violences verbales et à un harcèlement psychologique.
L'enquête CVS réalisée chaque année depuis 2007, apporte un éclairage complémentaire pour mesurer les violences au sein du couple. En moyenne, chaque année, 216 000 femmes, soit 1 % des femmes de 18 à 75 ans, sont victimes de violences conjugales physiques ou sexuelles de la part de leur conjoint ou ex-conjoint. Ces résultats ne tiennent pas compte des faits de violences verbales ou psychologiques (menaces, dénigrement, chantage affectif…). Elle a établi que chaque année, en France métropolitaine, 86 000 femmes sont victimes de viols ou de tentatives de viol. Contrairement à une idée reçue, ces viols ne sont pas le fait d'inconnu. Dans 86 % des cas, la victime connaissait son agresseur, qui, dans plus d'un tiers des cas, est son compagnon. Une femme sur cinq déclare avoir été victime de violences sexuelles (attouchements forcés, tentative de rapport forcé ou rapport forcé) au cours de sa vie. 59 % des femmes victimes l'ont été pour la première fois avant leurs 18 ans.

> « Une femme en couple sur dix, âgée de 20 à 59 ans, est ou a été confrontée à des violences conjugales au cours de l'année 2000. »

DES CONSÉQUENCES SUR LA SANTÉ DES FEMMES

Le retentissement de ces violences sur les femmes qui les subissent est lourd sur le plan de leur santé physique, mentale et somatique. Elles peuvent aller jusqu'à la mort et sont la cause de blessures graves, de maladies induites, de troubles psychos traumatiques, de dépressions… Elles isolent les victimes et les fragilisent sur l'ensemble des aspects de leur vie sociale et professionnelle. L'une des spécificités des violences faites aux femmes est qu'elles se déroulent souvent dans la sphère privée, où elles peuvent rester cachées.
En 2013, l'Organisation mondiale de la Santé a publié une étude sur les effets sur la santé des violences par partenaire intime. Cette étude recense notamment la large variété de ces effets en les classant en quatre catégories principales : 1-Les traumatismes physiques aigus ou immédiats, 2-L'effet sur la santé psychique, le développement de comportements à risque chez la victime, 3-Les conséquences sur la santé sexuelle, reproductive, maternelle et périnatale des femmes : 4-Les maladies chroniques dont le risque peut être augmenté par les violences.
D'après l'enquête ENVEFF, avoir subi des violences au sein du couple augmente très fortement le risque de faire une tentative de suicide : 3,4 % des femmes ayant subi des violences au sein du couple très graves (situation de cumul de violences, agressions sexuelles et physiques, associées aux violences verbales, au harcèlement psychologique) au cours des 12 derniers mois ont fait une tentative de suicide. Ce taux est de 0,2 % chez les femmes n'ayant pas subi de violences. Il ressort également de l'enquête ENVEFF que 36,8 % des femmes ayant subi des violences au sein du couple très graves sont dans un état de détresse psychologique grave (contre 8,1 % des femmes n'ayant pas subi de violences) et 22,4 % ont une consommation régulière de médicaments psychotropes (contre 9,6 % des femmes n'ayant pas subi de violences).

UN COÛT SOCIAL MAIS AUSSI ÉCONOMIQUE DES VIOLENCES

En 2014, une nouvelle étude actualisant l'estimation du coût économique des violences au sein du couple et leur incidence sur les enfants a été réalisée. Faisant suite à deux précédentes études menées sur ce champ en 2006 et 2009, le ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes et le Secrétariat d'État aux droits des femmes, a commandé une étude pour mesurer le coût des violences au sein du couple sous l'angle économique. Les répercussions économiques des violences au sein du couple et leur incidence sur les enfants en France sont estimées à 3,6 milliards d'euros en 2012 en hypothèse basse. Un coût qui repose d'abord sur les pertes de productivité et les pertes humaines.
Le coût économique est composé des coûts directs médicaux (soins de santé) : 290 millions d'euros (M€). Les coûts directs non médicaux (recours aux services de police et à la justice) : 256 M€, soit 7,1 % du total. Les coûts des conséquences sociales et notamment des recours aux aides sociales : 229 M€, soit 6,3 % du total. Les coûts des pertes de production dues aux décès : 1 379 M€, soit 38,2 % du coût global. Et enfin les coûts du préjudice humain : 1 032 M€, soit 28,6 % du total et les coûts de l'incidence sur les enfants : 422 M€, soit 11,7 % du total.

UN TRAVAIL D'OBJECTIVATION POUR AGIR COLLECTIVEMENT

Si les mouvements féministes, politiques associatifs et citoyens n'ont eu de cesse de rappeler que les violences faites aux femmes s'inscrivent dans un contexte plus large d'inégalités entre les femmes et les hommes, qui en sont la cause et qu'elles participent à maintenir. Les enquêtes et études sur ces violences ont participé à entériner l'idée que les violences ne relevaient pas seulement d'une interaction singulière entre deux personnes. Progressivement, les violences faites aux femmes en France et leur ampleur sont mieux connues et les mécanismes sur lesquels elles reposent mieux compris. Ce travail d'objectivation permet de contrer les nombreuses idées reçues dont ces violences font encore l'objet et de lutter contre la tolérance de la société à leur égard.
Il est également un préalable indispensable à la construction de dispositifs de prise en charge efficaces. En effet, suite à ces enquêtes et études, de nombreux dispositifs d'accompagnement des femmes victimes de violences ont vu le jour. Nous avons pu constater un accroissement des politiques publiques pour mettre fin aux inégalités femmes/hommes notamment par le biais par la création de délégation à l'égalité femmes/hommes dans les collectivités, et à l'échelon national.
Enfin, il est aussi indispensable que l'ensemble de la population ait accès aux résultats de ces enquêtes pour comprendre le phénomène et participer à mettre fin aux violences faites aux femmes en France comme dans le monde. ■

***Sophie Simon** et **Ernestine Ronai** sont militantes féministes contre les violences faites aux femmes .

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'Idéologie allemande.*

Le marxisme ouvert de Trần Đức Thảo

Le philosophe vietnamien **Trần Đức Thảo** (1917-1993), longtemps oublié, semble depuis quelques années maintenant susciter un regain d'intérêt, à la fois en France et au Vietnam.

Par **Alexandre Feron***

Si **Trần Đức Thảo** a, pour la plus grande partie de sa vie, inscrit sa pensée dans le champ du marxisme, il ne s'est jamais contenté de répéter les dogmes et les formules reçues. Il a plutôt cherché à élargir la réflexion marxiste à des domaines qui étaient jusqu'alors peu explorés par cette tradition de pensée : l'analyse de la conscience, l'évolution du vivant, l'anthropogenèse, le langage, etc.

Pour cela, il s'est engagé dans un dialogue avec un certain nombre de pensées non marxistes (la phénoménologie, la linguistique saussurienne, la psychologie de l'enfant, la paléoanthropologie, la psychanalyse, etc.) et s'est intéressé aux développements de la science de son temps. Ainsi Jean-Paul Sartre pourra-t-il dire en 1956 que **Trần Đức Thảo** est le seul représentant en France de ce qu'il appelle un « marxisme ouvert », c'est-à-dire un marxisme qui ne se contente pas d'une position de défense du dogme mais qui ose « combattre l'adversaire sur son propre terrain », qui entreprend « de tourner les dernières philosophies bourgeoises, de les interpréter, d'en briser la coquille, de s'en incorporer la substance. » (Sartre, « Le réformisme et les fétiches », repris dans *Situations VII*).

Mais si la pensée de **Trần Đức Thảo** relève d'un marxisme ouvert, c'est également parce qu'il a un rapport non dogmatique à ses propres élaborations théoriques. Un marxisme ouvert doit oser faire des hypothèses, parfois audacieuses, se confronter au réel, ainsi qu'aux discussions et débats, et accepter que les thèses qu'on avance soient dépassées par soi ou par d'autres – et rester ainsi une tradition vivante. Cette attitude est notamment formulée par **Trần Đức Thảo** dans une lettre qu'il écrit à Lucien Sève en 1971 à l'occasion de l'envoi d'un de ses textes en vue d'une publication aux Éditions sociales : « Naturellement, ce que je présente n'est qu'un ensemble d'hypothèses de travail destinées, selon la règle, à être critiquées et dépassées. Certains points peuvent sembler aventureux : j'ai pensé que quand la certitude n'est pas acquise, il vaut toujours mieux proposer une solution qui sera peut-être éliminée, que ne rien dire du tout. Car le fait même de la réfuter sera déjà un progrès vers la solution véritable. – Si donc il ne doit rien rester de mes hypothèses, j'espère qu'elles auront eu l'utilité d'un échafaudage qui aura aidé à bâtir la maison. » (Lettre à Lucien Sève du 14 juin 1971).

Ces quelques lignes, représentatives de l'état d'esprit qui anime les recherches de **Trần Đức Thảo**, nous serviront de fil conducteur pour revenir sur quelques moments importants de son parcours intellectuel.

MARXISME ET PHÉNOMÉNOLOGIE : DE LA SYNTHÈSE AU DÉPASSEMENT

Le marxisme de **Trần Đức Thảo** s'élabore en premier lieu dans un dialogue avec la philosophie qui est au cœur du champ intellectuel de l'après-guerre : l'existentialisme. Si ses premiers intérêts philosophiques (Spinoza et Husserl) sont assez éloignés du marxisme, **Trần Đức Thảo** s'en rapproche sans doute à la fin de la guerre, sous l'impulsion de son engagement politique anticolonial et de l'influence intellectuelle de Maurice Merleau-Ponty. Son travail philosophique vise alors à *réconcilier* le marxisme et l'existentialisme. Loin de s'exclure mutuellement, chacune de ces pensées nous ferait accéder à la vérité d'un des aspects du réel : le marxisme nous livrerait une analyse des infrastructures économiques et du mouvement général de l'histoire, alors que l'existentialisme et la phénoménologie nous ouvriraient à la connaissance des diverses superstructures (représentations, idéologies, culture, art, religion, etc.).

« Son travail vise alors à réconcilier le marxisme et l'existentialisme. »

Mais dès 1947, le temps des synthèses et des réconciliations de la Libération se heurte au mur de la Guerre froide. **Trần Đức Thảo** prend alors peu à peu ses distances par rapport à l'existentialisme et la phénoménologie, et affirme la nécessité de *dépasser* la phénoménologie en direction du marxisme. Mais ce dépassement doit être dialectique et conserver quelque chose de ce qu'il nie. De même que Marx a dû dégager la dialectique hégélienne de sa gangue idéaliste pour mettre à jour son noyau rationnel, **Trần Đức Thảo** veut dégager les analyses phénoménologiques de leur idéalisme et remettre Husserl sur ses pieds.

C'est ce projet qui anime son grand ouvrage *Phénoménologie et matérialisme dialectique (PMD)* (1951). Plutôt que de dénon-

cer de manière extérieure la phénoménologie (par exemple, comme philosophie bourgeoise), Trần Đức Thảo cherche à retrouver de l'intérieur le mouvement de pensée qui anime les recherches de Husserl tout au long de sa vie (et à ce titre, les années trente et quarante par un certain nombre de penseurs et notamment de scientifiques, comme une voie de solution à la crise des sciences et à la montée d'irrationalisme. Il s'agissait d'un espoir pour refonder la rationalité scientifique

> « Refonder la rationalité scientifique sur la logique dialectique et réunifier les branches scientifiques sous le terme de matérialisme dialectique. »

il s'agit d'un des meilleurs exposés de la pensée du philosophe allemand). Il pourra ainsi montrer, dans la première partie de l'ouvrage, que cette pensée, qui ne cesse de se dépasser elle-même, s'est rapprochée du marxisme sans s'en rendre compte – sa dernière philosophie l'aurait même amené « au seuil » du matérialisme dialectique.

SOUS LA BANNIÈRE D'UN « MATÉRIALISME DIALECTIQUE » OUVERT

La deuxième partie de *PMD* se propose de franchir ce seuil et de refonder l'ensemble des acquis de la phénoménologie sur la base du « matérialisme dialectique ». L'objectif sera donc double. Contre l'idéalisme de la phénoménologie, il s'agit de réinscrire la conscience dans les processus matériels et notamment dans l'activité des individus. Mais contre un matérialisme réductionniste, il s'agit de faire droit à la spécificité de la conscience et de toutes les caractéristiques mises en lumière par l'analyse phénoménologie. Or, pour Trần Đức Thảo, cela n'est possible que si l'on adopte une logique *dialectique* et une perspective *génétique*. D'où sa tentative pour retrouver cette dialectique à l'œuvre à tous les niveaux du vivant, et pour retracer dans une vaste fresque le mouvement dialectique (c'est-à-dire à la fois la continuité et les structures nouvelles qui émergent) qui va de l'organisme unicellulaire à la société contemporaine.

Mais ce projet l'amène du coup également à entrer en dialogues avec la recherche scientifique de son temps : biologie, psychologie de la forme (Kurt Goldstein), ou encore les travaux de Piaget ou d'Henri Wallon. En cela, il participe d'un certain courant marxiste de l'époque (notamment représentée par *La Pensée*) qui cherche à faire du « matérialisme dialectique » le fondement philosophique des différentes disciplines scientifiques. Or, si cette formule a été, d'un point de vue historique plus général, un mot d'ordre de stalinisation de la philosophie et de l'ensemble de la recherche intellectuelle et scientifique, il a également été vécu dans sur la logique dialectique et de réunifier les branches scientifiques sous le terme de « matérialisme dialectique » (Sur ces questions voir le livre d'Isabelle Gouarné, *L'introduction du marxisme en France. Philosoviétisme et sciences humaines (1920-39)*, PUR, 2013). C'est dans cet esprit que Trần Đức Thảo reprend cette formule et tente de développer une anthropologie ou une psychologie matérialiste.

OUVERTURE SUR LES SCIENCES HUMAINES

Après son départ de France en 1951, Trần Đức Thảo n'est plus en contact direct avec les débats philosophiques et intellectuels français. Cependant, sa pensée dans les années cinquante et soixante semble évoluer dans la même direction : au dialogue entre marxisme et existentialisme, se substitue celui entre le marxisme et les sciences humaines (linguistique, anthropologie, psychanalyse, etc.).

Les études réunies sous le titre *Recherches sur l'origine du langage et de la conscience* (Ed. sociales, 1973) constituent à la fois un prolongement et un dépassement de ses travaux antérieurs. Si le projet reste le même (l'élaboration d'une psychologie marxiste avec une perspective génétique), il estime que certaines des analyses de *PMD* sont à revoir, notamment en ce qui concerne le processus d'anthropogenèse. Dans *PMD*, il n'aurait pas su dépasser certains présupposés phénoménologiques, ce qui l'aurait en particulier conduit à sous estimer le rôle du langage. L'idée principale qu'il développe est que la conscience ne peut exister ni se développer indépendamment du langage. En cela, il retrouve certaines intuitions de *L'idéologie allemande* concernant le langage, et notamment l'idée que « le langage est aussi vieux que la conscience – le langage *est* la conscience effective pratique ». Le processus d'hominisation est donc le processus par lequel on arrive à se rapporter à l'extériorité sur le mode de l'objet – rapport qui a pour nom « intentionnalité » du point de vue de la conscience, et « référence » du point de vue du langage.

Ce travail sur l'anthropogenèse l'amène à relire les textes classiques du marxisme, mais également à s'intéresser aux développements récents de la paléoanthropologie et de la préhistoire, ainsi qu'à engager un dialogue théorique avec les sciences humaines les plus récentes (linguistique, psychanalyse). La correspondance qu'il entretient à partir des années soixante-dix avec Lucien Sève témoigne à la fois de son isolement et de son intérêt continu pour les recherches et découvertes scientifiques. Il ne cesse en effet de demander à Sève de lui envoyer des ouvrages récemment publiés (notamment anglo-saxons) ainsi que des revues spécialisées faisant l'état des lieux de la recherche.

DERNIERS TRAVAUX DE TRẦN ĐỨC THẢO : REPENSER LA DIALECTIQUE

Trần Đức Thảo déclare à plusieurs reprises que les années quatre-vingt marquent une nouvelle évolution dans son élaboration théorique. Mais la dispersion des textes et la grande quantité d'inédits font qu'il est difficile d'avoir pour le moment une vue d'ensemble à la fois de la qualité et de l'évolution de ses nouvelles recherches par rapport à ce qui précède.

La question théorique qui semble être au centre de sa réflexion à cette époque porte sur la dialectique, et en particulier sur la manière dont elle peut permettre de repenser la question de la genèse. En effet, la question de la genèse est trop souvent posée quant à la causalité linéaire ou mécanique, alors qu'il faudrait saisir une causalité circulaire ou dialectique. Cette réflexion, qu'il théorise dans un article sur la dialectique dans le *Capital* (« La dialectique logique dans la genèse du *Capital* », dans *La Pensée*, n°240, 1984. p. 77-91) est utilisée pour repenser le processus d'anthropogenèse à travers une série de textes qui devait former un ouvrage sous le titre de *Recherches anthropologiques*. Mais cette clarification conceptuelle lui permet également de proposer une critique des fondements théoriques du stalinisme (*La philosophie de Staline*, 1988)

De retour en France en 1991, il se relance dans de nouvelles recherches qui l'amènent à étudier les développements récents des sciences ainsi qu'à renouer avec la phénoménologie husserlienne et Hegel ; mais ces chantiers sont interrompus par la mort de Trần Đức Thảo en 1993 et il est difficile de déterminer quelles directions ils auraient pris. ■

*Alexandre Feron est doctorant en philosophie à l'Université Paris 1.

« L'histoire enseigne aux hommes la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements, mais elle justifie l'invincible espoir. » Jean Jaurès

Les républiques urbaines dans l'Italie communale (XII^{e}-XIV^{e} siècles) : vie politique et évolution sociale

(partie 2)

Au sein de la commune se développent des formes nouvelles d'organisation militaire, des pratiques judiciaires et d'associations. Une nouvelle pratique culturelle multiforme émerge, prélude à la Renaissance.

Par **François Menant***

LES MAGISTRATS ITINÉRANTS ET LES ALLIANCES ENTRE COMMUNES

L'échange de podestats entre les villes commence au temps de la Ligue lombarde, vers 1175, et il n'est alors qu'un des volets – certes majeur – de l'activité diplomatique des communes. Celle-ci est particulièrement intense pendant la période d'affaiblissement de la présence impériale, entre la mort de Frédéric 1er (1190) et l'avènement de Frédéric II (1220). Les communes constituent des réseaux d'alliances, à but surtout stratégique et militaire (mais avec des aspects commerciaux importants), à la fois mouvants et centrés sur quelques affinités durables, dont la fidélité ou l'hostilité envers l'empereur est un des éléments. Avec les échanges de podestats, ces réseaux sont des facteurs importants d'harmonisation politique et institutionnelle. Le système d'alliances s'organise d'abord au sein de la première Ligue lombarde ou en opposition à elle. Les réseaux d'alliances se développent ensuite jusqu'à l'avènement de Frédéric II. La deuxième Ligue lombarde regroupe enfin les communes opposées celui-ci.

GUERRE ET CLASSEMENT SOCIAL : CAVALIERS ET CITOYENS

Le récent livre de J.-C. Maire Vigueur, *Cavaliers et citoyens*, fait de la guerre le pivot de la société et de l'organisation politique des communes : le groupe dirigeant, qui combat à cheval et dont l'appellation de *militia* est parfaitement fonctionnelle, en tire profits, prestige, distinction sociale et justification de sa prééminence politique. Ce livre se place dans une réévaluation d'ensemble de l'activité militaire dans la vie des communes, en éclairant à la fois ses aspects techniques (armement, stratégie, rôle des machines de guerre…) et sociaux : le combat à cheval est un facteur décisif de distinction entre la *militia* et le *popolo*, et de rapprochement au sein de la *militia* entre la noblesse féodale et le patriciat non féodalisé.

La guerre joue un rôle majeur dans la discrimination et la mobilité au sein de la société urbaine : la cavalerie est un outil de pouvoir pour la *militia*, mais l'infanterie le devient pour le *Popolo*, dont l'organisation a une importante fonction militaire. Complètement marginalisée dans la guerre féodale, l'infanterie retrouve en effet un rôle militaire qui s'affirme notamment à Legnano. Avec cette promotion du rôle militaire des *pedites* – c'est-à-dire du *popolo* –, une nouvelle ligne de discrimination sépare les citadins, appelés à porter les armes et à combattre, des paysans, *rustici*, généralement cantonnés dans des corvées de transport et de terrassement, et des pauvres urbains. Dans une dernière période enfin, au cours du XIII^{e} siècle, le recours aux mercenaires modifie profondément les armées et les pratiques de la guerre, tandis que les charges militaires pèsent de plus en plus lourd dans les budgets des communes. On notera toutefois que le recrutement de mercenaires étrangers n'est qu'un volet de la tendance générale au XIII^{e} siècle à verser des soldes aux combattants, même lorsqu'il s'agit de citoyens. Les cavaliers, mieux payés et plus souvent mobilisés, en sont les grands bénéficiaires.

> « Une des originalités et des forces majeures de l'Italie des communes, dans le contexte européen, est le développement qu'y a connu la culture laïque. »

LA JUSTICE, UN ENJEU POLITIQUE

La pratique juridique et l'exercice de la justice tiennent une place importante dans les villes italiennes : le groupe dirigeant comprend toujours un noyau de juristes, formés à l'université de Bologne, et appelés à donner leur avis ou à rendre des sentences sur toutes sortes de

problèmes aux vastes conséquences politiques.
La pratique judiciaire est au cœur des affrontements sociaux et politiques : longtemps monopolisée par la *militia*, elle fait l'objet de revendications constantes de la part du *popolo*, qui réclame davantage de transparence et d'équité.
L'intégration des juridictions seigneuriales à un système hiérarchisé et dominé par les tribunaux urbains est une étape importante de la prise de contrôle du *contado* par les communes. Des conceptions divergentes de la justice opposent les familles aristocratiques, attachées au droit de justice privée, la *faide*, et les autorités citadines, surtout celles des régimes populaires, qui veulent imposer l'exclusivité des tribunaux communaux.

GROUPES SOCIAUX ET PARTIS

Au cours de l'évolution qui conduit à l'apparition des institutions communales, autour de 1100, on voit arriver au pouvoir un groupe social dont certains éléments au moins vont, dans bien des villes, y rester fort longtemps : *militia* est le nom habituellement utilisé par les historiens d'aujourd'hui pour désigner ce type d'élites urbaines.
La présence des hommes et des structures de la féodalité au sein de ce premier groupe dirigeant des communes, et sa persistance par la suite, ont fait l'objet d'un débat important. La formation de la société féodale a en fait préludé directement à la genèse de la commune, particulièrement en Lombardie. Mais davantage qu'entre féodaux et citadins non-féodaux, la coupure majeure passe entre l'ensemble formé par ces élites et les paysans, *rustici*, soumis au pouvoir seigneurial. L'osmose entre les deux parties du groupe dominant devient au cours du XII[e] siècle presque complète dans beaucoup de villes : les *milites* entrent dans la commune, s'intéressent au commerce, à la banque et au droit, tandis que les *cives* acquièrent des fiefs et combattent à cheval.
Pour décrire les forces sociopolitiques qui s'affrontent dans les communes du XIII[e] siècle, les textes contemporains opposent couramment aux *milites* ou magnats (« grands ») un groupe qu'ils désignent comme le *popolo*. Celui-ci a parfois été décrit comme un parti politique sans réel fondement social, qui ne serait que l'instrument de lignages aristocratiques. L'interprétation aujourd'hui dominante a réhabilité la réalité sociale du *popolo*, tout en laissant un large rôle à ses chefs aristocratiques. Groupe social, le *popolo* n'embrasse cependant pas tous les habitants qui n'appartiennent pas aux lignages de *milites* ou de magnats : il exclut les simples salariés, ouvriers, manœuvres, journaliers, domestiques, et les indigents. Il ne comprend que les citadins qui ont atteint un certain niveau d'aisance, d'instruction et d'autonomie sociale, mais qui n'ont pas accès au groupe dirigeant, en voie de fermeture ; marchands et maîtres artisans en constituent le noyau, et les notaires y trouvent souvent aussi un rôle politique.

> « La période de croissance des villes s'achève, au début du XIVe siècle, alors que la culture communale porte certains de ses plus beaux fruits : dans le domaine littéraire Dante, Pétrarque, Boccace, Giovanni Villani. »

La *societas populi* n'est d'ailleurs que l'une des associations qui fleurissent alors dans les communes : les *milites* s'organisent de leur côté en *societas militum*, et c'est l'époque aussi où se constituent les associations professionnelles des marchands (*universitas mercatorum*) et des principaux métiers. Ces associations professionnelles, qu'on appellera plus tard les arts, jouent souvent un rôle politique, au sein de certains organismes communaux ou comme formations d'opposition : l'*universitas mercatorum* et les associations de métiers peuvent être des éléments du *popolo*.
Au fil de son ascension politique dans certaines villes, le *popolo* peut aussi se dissocier en *popolo grasso* et *popolo minuto*, qui accroissent la complexité du jeu politique.

PRÉLUDE À LA RENAISSANCE : UNE CULTURE LAÏQUE EXCEPTIONNELLEMENT RICHE

Une des originalités et des forces majeures de l'Italie des communes, dans le contexte européen, est le développement qu'y a connu la culture laïque, sous un ensemble d'expressions qui va de ce qu'on est convenu d'appeler « culture pratique de l'écrit » ou « écriture documentaire » – notariat, comptabilité, tenue de registres, inventaires… – jusqu'aux formes les plus élevées de l'historiographie, de l'éloquence et de la poésie. Cette pratique culturelle multiforme est en même temps remarquablement homogène : c'est dans un même milieu, celui des élites urbaines, que se développent parallèlement les versions les plus utilitaires et les plus littéraires des expressions culturelles.
La période de croissance des villes s'achève, au début du XIV[e] siècle, alors que la culture communale porte certains de ses plus beaux fruits : dans le domaine littéraire Dante, Pétrarque, Boccace, Giovanni Villani ; dans le domaine documentaire, les premiers ensembles de comptabilités et de correspondances des sociétés marchandes, les grandes séries de registres de notaires et ceux des administrations communales… Un peu plus tard elle aboutira à deux productions raffinées, qui sont florentines : le *catasto* de 1427, monument jamais dépassé de l'enquête fiscale, et les *ricordanze* (livres de raison, livres de famille) des « marchands-écrivains ». La combinaison de ces ensembles documentaires exceptionnels offre aux historiens, au miroir du cas florentin, une vision incomparable des villes italiennes au moment où s'y prépare la Renaissance.. ■

*François Menant est historien. Il est professeur d'histoire médiévale à l'ENS-Ulm.

La première partie de cet article a été publiée dans *La Revue du projet*, n° 50, octobre 2015.

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité… La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

L'espace traditionnel africain face au marketing touristique

Que reste-t-il du fameux slogan : « La terre à ceux qui la travaillent » ? Un bon souvenir au goût fade. En Afrique, dernier continent à vivre au rythme des saisons, la réalité est têtue.

Par **Mimoun Hillali***

L'Afrique ! Une terre de rêve, diriez-vous ! Oui et non. Car depuis que le dieu « argent » a fait de la spéculation une nouvelle religion, la richesse du sous-sol africain s'est transformée en malédiction. Pire, elle s'est chargée d'alimenter les famines. Et d'entretenir épidémies et conflits. Des fléaux qui ternissent l'image d'un continent au potentiel touristique fabuleux. Quel paradoxe ! En 2013, l'Afrique n'a attiré que 56 millions de touristes sur un total mondial de 1,084 milliard, et 34 milliards de dollars américains sur les 1159 milliards de recettes générées par le tourisme international, soit respectivement 5 et 3 % !

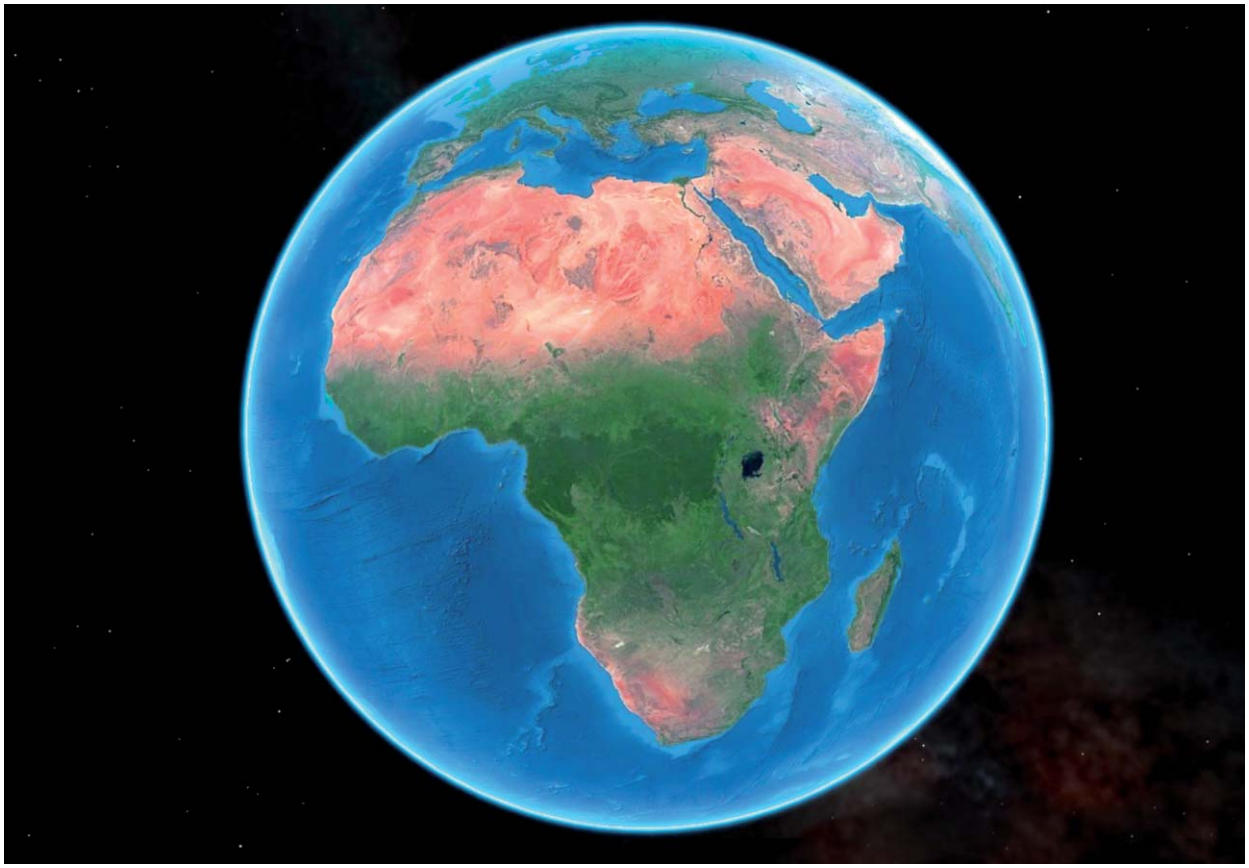
LE PROGRÈS, POURTANT NÉCESSAIRE, SE RÉVÈLE ACCULTURANT

Alors, pour booster le secteur, les planificateurs font appel à l'expertise des pays avancés. Entre partenariat et ingérence, cette assistance s'attelle à améliorer l'attractivité des territoires et, partant, l'image des régimes inamovibles. Fréquemment, il en résulte une multitude de pratiques, de produits et même de gadgets apprêtés au détriment des qualités intrinsèques de l'offre originelle (nature et culture). À trop vouloir soumettre la terre et l'Homme à des visions exogènes, le progrès, pourtant nécessaire, se révèle acculturant. Autre paradoxe, l'Internet et l'avion, deux piliers de la distribution des flux touristiques, ont virtuellement supprimé les frontières et réduit les distances, sans se soucier de l'Africain, « assigné à continent ». Et comme on n'arrête pas le progrès, les instruments électroniques (GPS, téléphone, tablette…) ont ouvert les régions enclavées à des rituels propres aux nouvelles « sectes touristiques ».
L'électronique contribue à la marginalisation du guide local, interprète et ambassadeur du patrimoine africain. Finira-t-il par tuer l'arbre à palabres ?

UNE DIVISION INTERNATIONALE DU TOURISME

Au plan professionnel, la mise en place progressive d'une batterie de normes peu compatibles avec la réalité du continent peine à faire cohabiter authenticité et modernité, durabilité et rentabilité… Ces labels ont juste réussi à verrouiller le secteur et à asseoir le pouvoir des multinationales.
Au niveau géographique, certaines des-

> « Même le tourisme culturel, jadis glorifié par la guerre froide (rapprochement entre les peuples), aujourd'hui perverti par la mondialisation, accapare territoires et patrimoines et y affiche des tarifs sélectifs. »



tinations ont fini par se spécialiser, donnant lieu à une étonnante division internationale du tourisme. Du pèlerinage spirituel au séjour sexuel, du tourisme cynégétique à l'écotourisme, le foisonnement des thèmes ravive le goût de l'insolite. « Même combat », semblent dire les imaginaires brouillés. Sous couvert du libre choix, la confusion des concepts n'hésite pas à défier l'éthique pour accroître le profit. Apparemment, ces déviations ne dérangent que les derniers mohicans du progressisme d'antan ! Même le tourisme culturel, jadis glorifié par la guerre froide (rapprochement entre les peuples), aujourd'hui perverti par la mondialisation, accapare territoires et patrimoines et y affiche des tarifs sélectifs.

DOMPTER LES TERRITOIRES TRADITIONNELS

Asphyxiés par la dette ou par la pénurie en devises, certains gouvernements jouent aux gendarmes de service pour mériter la confiance des créanciers internationaux (cf. la Grèce). À la signature de l'acte d'allégeance, le marketing territorial se charge de lifter les espaces en retard, y appliquant des recettes préconçues en y introduisant compétition et concurrence. Une fois relooké, l'espace collectif, ou public, bascule dans le domaine privé (cas des plages des grands palaces). Poussée à l'extrême, la folie des grandeurs devient dopante et attribue à des territoires ordinaires (cf. Dubaï) des vocations qui défient la raison. Les militants des villes intelligentes, qui poussent comme des champignons au cœur du désert sous une pluie de pétrodollars, récusent l'urbanisme classique et prêchent les lois du libéralisme sauvage. Militants d'un futur incertain, ils rêvent d'espaces numérisés où l'intelligence artificielle prime sur celle de l'Homme. Impitoyable, la finance cherche à dompter les territoires traditionnels qui fonctionnent encore au rythme des saisons et des solidarités. Et l'inquiétude rabelaisienne – François Rabelais (1494-1553) exprimait son inquiétude face au pouvoir de l'imprimerie en 1564 – redevient actuelle : « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme ». De nos jours, ce cri lucide, vieux de cinq siècles, donne à réfléchir. Car si les inventeurs de « la chose intelligente » restent maîtres d'eux-mêmes, de leurs inventions et de leurs conquêtes spatiales et économiques, gare au retour de manivelle ! À présent, ils se comportent en pays conquis là où les frontières sont ouvertes devant l'investisseur et le touriste, mais fermées pour les nationaux. Mais, faut-il le redire, gare aux conséquences imprévisibles de ces folies : ces derniers, hantés par l'évasion ou la fuite, n'ont pas encore dit leur dernier mot. ■

> « Militants d'un futur incertain, ils rêvent d'espaces numérisés où l'intelligence artificielle prime sur celle de l'Homme. »

> « Une fois relooké, l'espace collectif, ou public, bascule dans le domaine privé (cas des plages, des grands palaces). »

*Mimoun Hillali est géographe. Il est enseignant-chercheur à l'Institut du tourisme de Tanger.

La culture scientifique est un enjeu de société. L'appropriation citoyenne de celle-ci participe de la construction du projet communiste. Chaque mois un article éclaire une question scientifique et technique. Et nous pensons avec Rabelais que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme » et conscience sans science n'est souvent qu'une impasse.

Les sciences arabes : des héritages gréco-indiens à leur circulation en Europe (VIIIe-XVe siècles)

La Revue du projet a publié en mai 2015 un dossier sur les « Musulmans » (n° 47) et en septembre un dossier sur le prétendu « choc des civilisations » (n° 49). Il nous a semblé utile de solliciter le point de vue d'un historien des sciences arabes autour de ces questions.

Entretien avec **Ahmed Djebbar***

À partir du VIIIe siècle, et après une longue période de maturation, une civilisation originale et puissante, portée par une nouvelle religion, l'islam, et s'exprimant essentiellement en arabe, a commencé à s'affirmer dans le cadre d'un immense espace géopolitique et économique qui s'étendait sur trois continents. Parmi les éléments caractéristiques de cette civilisation, il y a eu les activités intellectuelles. Elles ont été multiformes et d'une grande richesse. Certaines d'entre elles ont emprunté aux héritages anciens de la Grèce, de l'Inde, de la Perse, de la Mésopotamie et de l'Égypte, en prolongeant leurs contenus de différentes manières et, parfois, en s'émancipant d'une partie de ces héritages, par une critique féconde et par des innovations significatives.

Les intitulés de ces activités correspondent aux grands axes du champ du savoir grec, c'est-à-dire les mathématiques, la physique et la philosophie. En mathématiques, la géométrie, l'arithmétique, l'astronomie et la musique, qui composaient la classification grecque, ont été amenées à faire de la place à de nouvelles disciplines ou à de nouveaux chapitres, comme l'algèbre, l'analyse combinatoire, la trigonométrie et les carrés magiques. En physique, ce sont toutes les sciences de « la vie et de la terre » qui ont fait l'objet d'études. Il s'agit, en plus des différents domaines de la physique proprement dite (optique, statique, mécanique, hydrostatique, hydrodynamique…), de la médecine et de ses différentes branches (anatomie, physiologie, pharmacopée…), de la botanique, de la chimie (expérimentale ou ésotérique), de la zoologie, etc.

> « L'activité scientifique en pays d'Islam a commencé par la traduction partielle, essentiellement en arabe, d'ouvrages produits dans le cadre des civilisations qui ont précédé celle de l'Islam. »

LES PREMIERS PAS DES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES EN PAYS D'ISLAM

L'activité scientifique en pays d'Islam a commencé par la traduction partielle, essentiellement en arabe, d'ouvrages produits dans le cadre des civilisations qui ont précédé celle de l'Islam. Ces traductions ont commencé vers la fin du VIIIe siècle et se sont poursuivies jusque vers le milieu du Xe. Elles ont été favorisées par le mécénat de califes abbassides, suivis par leur entourage. Mais elles n'ont pu se poursuivre que grâce à l'existence d'un patrimoine très riche précieusement conservé dans les bibliothèques qui s'étaient constituées dans la région, depuis le Ve siècle.

C'est à partir du règne d'al-Mansûr (754-775), le deuxième calife de la dynastie abbasside, que le phénomène de traduction connaîtra une impulsion décisive. Durant les règnes de son fils al-Mahdi et de son petit-fils Harun al-Rashid, les traductions se sont poursuivies en bénéficiant d'un nouveau mécénat, celui de personnages puissants (hauts fonctionnaires, membres du gouvernement, princes, etc.). Mais c'est le calife al-Ma'mûn (813-833) qui s'impliquera le plus dans cette activité en prenant un certain nombre d'initiatives en faveur de la traduction d'ouvrages scientifiques et philosophiques grecs.

Parallèlement aux activités de traduction, des auteurs se sont mis à publier des ouvrages sur différents thèmes (médecine, astronomie, astrologie, calcul, chimie, mécanique, etc.), répondant ainsi à des besoins qui commençaient à s'exprimer comme conséquence de la promotion de nouvelles couches sociales plus arabisées.

Parmi les facteurs les plus importants

qui pourraient expliquer la naissance puis le développement de l'activité scientifique, il y a eu, comme conséquence de la conquête (632-751), un enrichissement considérable du nouvel État et le contrôle direct ou indirect d'une grande partie des sources, des voies et des débouchés du commerce international de l'époque. Le second facteur a été la maîtrise, relativement rapide, de la technologie du papier qui a favorisé une circulation beaucoup plus grande des écrits produits dans les nouveaux foyers scientifiques de l'empire. Le troisième et dernier facteur a été la multiplication des institutions d'enseignement et des bibliothèques.

TROIS EXEMPLES D'ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES PRATIQUÉES À PARTIR DU IXE SIÈCLE

Compte tenu de l'immensité de l'empire musulman et de l'histoire de sa constitution, la science n'a pas connu le même niveau de développement dans toutes les régions et à la même époque. Cela dit, personne ne conteste aujourd'hui le fait qu'il y a bien eu, entre le IX[e] et le XIII[e] siècles, un véritable âge d'or des sciences théoriques ou appliquées, à partir des héritages essentiellement grecs et indiens. Voici à titre d'exemples, et brièvement exposées, les contributions essentielles de trois disciplines scientifiques pratiquées dans cet empire.

> « Parallèlement aux activités de traduction, des auteurs se sont mis à publier des ouvrages sur différents thèmes (médecine, astronomie, astrologie, calcul, chimie, mécanique, etc.). »

LES MATHÉMATIQUES

Dans ce domaine, la production a répondu à deux grandes sollicitations. Il y a l'environnement scientifique, social et économique, qui a joué un rôle d'instrument pour résoudre des problèmes concrets. C'est ainsi que s'est lentement développé le chapitre de l'algorithmique comprenant des objets, des outils et des procédures très variées empruntées aux traditions mathématiques anciennes ou inventées en fonction des besoins nouveaux. À côté de chapitres anciens (comme le calcul et les procédés de construction géométriques), des disciplines entières, comme la trigonométrie et l'algèbre, se sont constituées et sont devenues des « prestataires de services », à la fois pour différentes administrations, pour les milieux marchands et pour certains spécialistes, comme les astronomes et les répartiteurs des héritages. Les mathématiques ont aussi répondu aux interrogations des chercheurs qui ont constitué, dès le début du IX[e] siècle, une communauté scientifique dynamique. Une grande partie des activités de ses membres était désintéressée et consistait à tenter de résoudre des problèmes anciens non résolus hérités des mathématiciens grecs ou bien des problèmes nouveaux que se posaient les mathématiciens de chaque époque.

L'ASTRONOMIE

En relation étroite et continue avec les mathématiques, l'astronomie est rapidement devenue la discipline reine, en particulier parce qu'elle a bénéficié, dès le départ et pendant des siècles, du soutien du pouvoir politique et de l'élite. Elle était en effet la science qui pouvait honorer les commandes de l'État central, puis des différents États locaux, concernant l'établissement des calendriers lunaires et la résolution de problèmes liés aux pratiques cultuelles des Musulmans. C'est elle aussi qui assurait une meilleure connaissance des territoires de l'empire par la détermination des longitudes et des latitudes puis par la confection de cartes, de plus en plus précises. C'est enfin elle qui cautionnait l'astrologie dans ses prédictions concernant le sort des individus, des groupes et même des pouvoirs. Mais c'est à travers les dizaines d'instruments, conçus par des astronomes de différentes régions de l'empire musulman, que l'ingéniosité et l'esprit d'innovation se sont le plus manifestés. Cela dit, l'astronomie a eu aussi ses préoccupations purement théoriques. Dans ce domaine, il y a eu des contributions originales pour améliorer les modèles planétaires hérités des Grecs. Il y a eu l'élaboration d'outils et l'établissement de résultats indispensables à la confection des tables astronomiques.

LA MÉDECINE

La médecine savante des pays d'Islam a puisé essentiellement dans l'héritage d'Hippocrate (m. 370 av. J.C.) et surtout de Galien (II[e] s.), même si certains apports persans et indiens ne sont pas à négliger. Par son efficacité et par le statut de ses promoteurs, elle s'est rapidement distinguée de la médecine traditionnelle qui a continué à avoir cours dans les couches les moins favorisées de la société. Sans attendre la fin de la phase de traduction, une nouvelle génération de médecins, s'exprimant en arabe, s'installe aux côtés des praticiens persans et syriaques qui tenaient alors le haut du pavé. Au niveau des publications, l'arabe va progressivement s'imposer et une nouvelle terminologie va se forger en puisant dans les racines de cette langue. Cette période pionnière a concerné essentiellement le centre de l'empire. Mais les autres foyers scientifiques en ont profité rapidement, grâce à l'uniformisation du niveau de l'enseignement. C'est ainsi que l'Asie centrale et l'Occident musulman ont pu se constituer, dès le X[e] siècle, des traditions médicales puissantes qui se sont d'abord nourries des traductions et des premiers ouvrages réalisés à Bagdad, avant de produire leurs propres œuvres. Il faut enfin signaler, en plus de l'enrichissement du corpus médical, la naissance et le développement de la médecine hospitalière, avec la multiplication des établissements de soins et leur spécialisation dans l'enseignement théorique et pratique de la discipline.

LES SCIENCES ARABES EN EUROPE

Ce sont les initiatives de quelques dizaines de personnes, de confessions, d'horizons et de pays différents, qui ont été à l'origine d'un phénomène important pour l'époque, celui qui a consisté à traduire, en latin, en hébreu et parfois même dans des langues vernaculaires, tout ce qui était accessible en matière de science et de philosophie. Et cela n'a pas concerné uniquement les œuvres grecques, puisque de nombreux traités arabes touchant à toutes les sciences de l'époque ont également été traduits. Il faut enfin préciser que cette génération de pionniers n'a pas profité uniquement des savoirs et des savoir-faire des pays d'Islam. Ses membres se sont initiés aussi à une autre manière de pratiquer la science et ont fini par adopter un autre regard sur la nature et sur ses lois. C'est ce que résume Adélard de Bath, un des traducteurs du XII[e] siècle, en répondant à un des tenants de l'ancienne école : « Moi, j'ai en effet appris de mes maîtres arabes à prendre la raison pour guide, toi tu te contentes de suivre en captif la chaîne d'une autorité affabulatrice ». ■

*__Ahmed Djebbar__ est historien des sciences. Il est professeur émérite à l'université de Lille-1, Sciences et technologies.

PAR GÉRARD STREIFF

LES ÉCOUTES AMÉRICAINES
Un agacement croissant

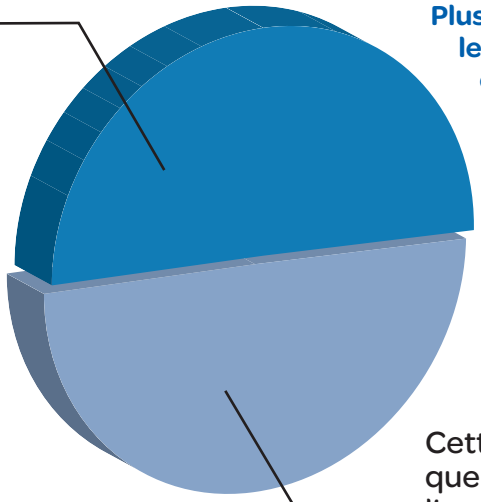
L'Institut Odoxa interrogeait l'opinion l'été dernier (26 juin), pour Le Parisien et I-télé, sur l'espionnage américain en France. Un Français sur deux (50 %) jugeait cette affaire « extrêmement grave » ; l'autre moitié des sondés (49 %) estimait que cette affaire n'était « pas si grave que ça, tous les pays font de l'espionnage ».

Le lobby atlantiste claironnait aussitôt « que cela n'avait pas tant choqué que cela les Français ». Oui mais, c'est la tendance qui est intéressante. Il y a deux ans, en juillet 2013, lors de l'affaire Snowden, les sondés n'étaient que 35 % à juger que c'était une « affaire extrêmement grave » contre 63 % pensant que ce n'était pas si grave. « Il y a donc eu une progression de 15 points dans l'agacement des Français, c'est évidemment extrêmement conséquent » note Odoxa qui ajoute « Il est probable qu'à la prochaine révélation de Wikileaks les Français seront une nette majorité à réprouver ces pratiques ».

Un tiers des personnes interrogées jugeait « insuffisante » la réaction – et le mot est fort ! - la réaction du pouvoir français.

Autre donnée intéressante : les Français « ne croient pas une seconde » (Odoxa) que le Président des États-Unis tiendra son engagement de cesser ces pratiques d'espionnage. Un Français sur dix fait confiance à Obama. ■

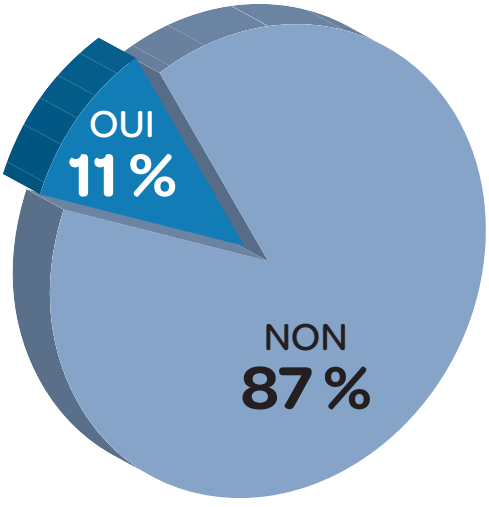
QUESTION :
Plusieurs média viennent de révéler que les services secrets américains avaient effectué durant au moins six ans des écoutes sur les téléphones portables de trois présidents de la République française (Chirac, Sarkozy, Hollande). Vous personnellement, de laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche à ce sujet :



Cette affaire est extrêmement grave, les États-Unis n'ont pas à espionner ainsi des pays alliés : **50 %**

Cette affaire n'est pas si grave que ça, tous les pays font de l'espionnage : **49 %**

QUESTION :
Barack Obama s'est engagé à ce que cessent ces pratiques d'espionnage de pays allié et de leurs dirigeants. Vous personnellement, pensez-vous que les États-Unis vont effectivement cesser ces pratiques ?



PAR MICHAËL ORAND

Que mangent les Français ?

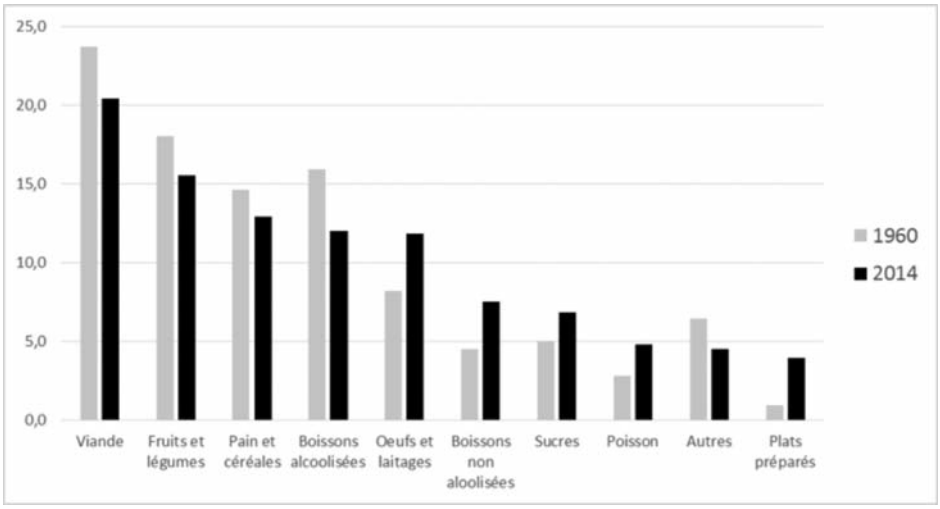
La structure des dépenses alimentaires des Français a assez peu évolué depuis les années 1960 (graphique 1). La viande reste de loin le premier poste de dépense, avec 20 % de la dépense alimentaire totale, suivi des fruits et légumes puis du pain et des autres produits céréaliers (pâtes, riz, biscuits…). Entre 1960 et 2014, la part de ces trois types d'aliments dans le panier alimentaire, ainsi que celle des boissons alcoolisées a cependant diminué. Les produits qui ont vu à l'inverse leur poids augmenter sont les œufs et laitages, les boissons non alcoolisées, les produits sucrés (confiserie, chocolat…), les poissons, mais surtout les plats préparés, dont la part a quadruplé, passant de 1 % de la dépense totale en 1960 à 4 % en 2014.

Ces évolutions peuvent être causées par deux effets : l'évolution des prix, et l'évolution des quantités consommées. Selon le type d'aliment, l'effet qui l'emporte n'est pas le même. L'augmentation du poids des œufs et laitage dans le panier alimentaire est par exemple lié surtout à une augmentation des prix jusque dans les années 1990. Au contraire, la diminution de la part de la viande est à la fois liée à une diminution de la quantité consommée et des prix pratiqués. Enfin, au sein d'une même catégorie, les évolutions peuvent être sensiblement différentes. Ainsi, les Français consomment désormais moins de pain qu'en 1960, mais plus des autres produits céréaliers.

QUE BOIVENT LES FRANÇAIS ?

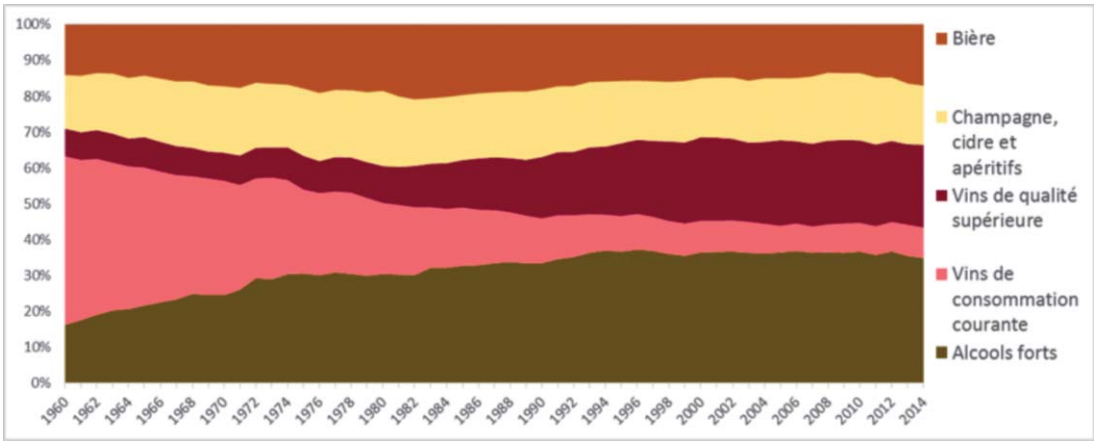
En ce qui concerne les boissons alcoolisées, c'est la consommation de vins de consommation courante qui a le plus diminué entre 1960 et 2014 (graphique 2). Ceux-ci représentaient ainsi près de la moitié de la dépense en alcools en 1960, et moins de 10 % en 2014. À l'inverse, la consommation de vins de qualité supérieure et d'alcools forts a fortement augmenté sur la même période, alors que les dépenses en bières ou en champagne, cidres et apéritifs restent globalement assez stables. ■

Graphique 1 : **Composition du panier alimentaire en 1960 et 2014**



Source : INSEE, Comptes nationaux

Graphique 2 : **Répartition de la consommation de boissons alcoolisées entre 1960 et 2014**



Source : INSEE, Comptes nationaux

Patrick Modiano, mode d'emploi

« Un écrivain est marqué d'une manière indélébile par sa date de naissance et par son temps » déclarait Patrick Modiano dans son discours de réception du prix Nobel de littérature, à Stockholm, le 7 décembre 2014. En ce qui concerne Modiano, c'est assez évident.

Par Gérard Streiff

La date de naissance : 1945. Être enfant de la guerre, de l'occupation, des morts en masse, de la découverte des camps installe Patrick Modiano dans l'idée que ses aînés viennent de connaître toutes les peines, leurs rejetons ne connaîtront que de petits chagrins. D'où un ton mélancolique, laconique propre à toute son œuvre. Chez Modiano, on ne côtoie jamais le bonheur, ni le malheur mais un entre-deux.

1945 encore : les parents de l'après-guerre ne parlent pas, ou peu, à leurs enfants de cette guerre qui s'achève. Trop de drame, trop de souffrance, trop de honte. On tourne la page. Ce silence hante Patrick Modiano qui n'aura de cesse de découvrir par lui-même ce passé, de se faire historien de sa propre existence.

À la recherche de sa « nuit originelle » comme il l'appellera, il se retrouve dans un Paris occupé. Autre trait fondateur de la geste modianesque : la capitale au temps de la présence allemande, de la combine, de la traque des juifs, des 40 000 appartements dévastés, pillés, des mille lieux d'internement. Ce Paris de l'Occupation servira de cadre à la majeure partie de son œuvre.

Enfin, *last but not least*, le troisième élément, après la date et le lieu, qui va déterminer le décorum modianesque : sa famille. Un couple parental infernal, maudit. Le père est un aigrefin, collabo notoire, amateur de marché noir, un grand classique de l'époque à ce détail près : le père est juif.
La mère, Luisa Colpin, comédienne toujours en recherche d'un petit rôle, est d'origine flamande. Flamande/allemande, même combat ?
Le couple est en perpétuelle dispute, les enfants (Patrick a un petit frère Rudy) gênent. Patrick Modiano, toute son enfance, est ballotté de pension en pension. Aucun vrai pôle d'attache. D'où un sentiment durable d'abandon, d'oubli, de perte.

Son adolescence rime avec fugues, débrouilles, ruptures. Et puis un début de rédemption avec… Raymond Queneau que lui présente sa mère. Queneau qui sera son professeur, son guide, son facilitateur pour entrer dans le monde de la littérature et de l'édition. Lui-même écrit dans le récit « Un pedigree » : « La menace qui pesait sur moi pendant toutes ces années de jeunesse, me contraignant à être sans cesse sur le qui-vive, s'était dissipée dans l'air de Paris. J'avais pris le large avant que le ponton vermoulu ne s'écroule. Il était temps. »

1968, son premier roman, *La place de l'étoile* ; il a 23 ans. Il est reconnu aussitôt. Son œuvre, une trentaine de livres, courts, va se déployer. Et le voici devenu un mythe vivant qui scande l'imaginaire français depuis un demi-siècle. Arrêtons-nous sur trois de ses textes. *La place de l'étoile*, 1968. Le livre commence par un jeu de mots ; un officier allemand demande où est la Place de l'Étoile, le juif lui montre sa poitrine. Un roman au ton halluciné, où un jeune homme (de 1967) confond les périodes (la sienne et celle de l'Occupation), délire 1 000 existences du héros, juif – il s'appelle Schlemilovitch – qui devient tour à tour roi et bouffon, étudiant en khâgne puis maquereau chargé d'enlever de belles Françaises pour des bordels exotiques… Le personnage va voyager en Europe, à Vienne et finir en Israël où lui, juif d'Europe, se heurte à une police israélienne plus infecte que la Gestapo, dit-il !
Un texte sidérant, au style électrique, obsédé par l'image du traître juif, Maurice Sachs.
Sous une forme parodique, l'auteur retourne comme un gant l'antisémitisme hypocrite ou arrogant, celui des Céline, Rebatet et autres collabos, il renverse les rôles.
Un texte enragé. Enragé sans doute contre un père juif et héros du marché noir ?
Le roman devait sortir en 1967. Mais l'actualité (la guerre des six jours) pousse Gallimard à reporter sa publication en 1968.

***Dora Bruder*, 1997.** Le style est plus fluide, plus serein. L'auteur part d'un fait vrai, une petite annonce parue dans Paris Soir en décembre 1941 : On recherche Dora Bruder, 15 ans, prévenir parents, bd Ornano.
Patrick Modiano, 56 ans après, mène l'enquête ; il a très peu d'archives mais il nous conduit petit à petit sur les traces de Dora, qu'on commencera, un peu, à connaître à la fin du roman.
On voit ici fonctionner la recherche modianesque. L'auteur est un arpenteur de Paris, de ses rues ; il les fait parler ; il cherche des indices derrière les apparences, des traces de mémoire derrière l'amnésie.
Modiano est un chasseur de fantômes ; il n'est pas historien mais sa démarche est méticuleuse et on va pouvoir suivre, mois après mois, semaines après semaine, les derniers moments de Dora, la vie de ses parents dans un pauvre hôtel du 18e arrondissement, son placement dans un internat religieux, sa fugue, son retour, Drancy. Au fil des pages se profile la figure de son propre père, hors-la-loi parce que juif, pense-t-il, escroc parce que hors-la-loi, un sale type sans doute mais un père par lequel il aimerait être aimé.

***La petite bijou*, 2001.** L'héroïne, dite la petite bijou, croise dans le métro, au Châtelet, une femme au manteau jaune ; serait-ce sa mère ? Impossible, celle-ci serait morte au Maroc. Elle la suit, retrouve son domicile, n'ose l'aborder mais va l'aider, discrètement. Suite à ce « filage », malaise, vertige, rencontres étranges. Puis la petite bijou trouve un travail de garde d'enfants, chez un couple de Neuilly, les Valadier, gens aisés, mystérieux, mafieux ou agents secrets, on ne sait pas ; et là, l'histoire a un goût de Simenon.
Dans ce roman, Patrick Modiano recourt volontiers au phénomène d'associations d'idées. La question du souvenir est centrale (« je me souviens », « je me rappelle », « ça me fait penser à ? »), le souvenir comme soulagement, comme menace, l'impression aussi d'une faute cachée.
Le mélange des temps est fréquent. Tout ici nourrit un sentiment d'irréalité, de déréalisation, de frontière improbable entre ce qui est vrai et ce qui est fantasmé ; d'autant que l'auteur utilise volontiers le souvenir des rêves, ce qui ajoute encore à l'étrangeté.

Se font donc écho de livre en livre les thèmes de la mémoire, de l'identité ; des fantômes familiers (ses parents) ; des lieux (les rues de Paris).

Aujourd'hui Patrick Modiano est en gloire. On se garde de le contester dans le monde littéraire. Mais, il y a peu, l'homme ne faisait pas l'unanimité. Philippe Sollers le qualifiait « d' élégant brouillard ». Pour les uns, Modiano ne travaille que sur le passé, ne se risque pas dans le présent. Oui mais, répondent d'autres, ce passé-là (l'Occupation) mérite cette attention. Son style serait bancal ; mais c'est ce côté « tremblé », qui plaît et on peut le comparer à Simenon pour l'économie de moyens narratifs. Modiano écrirait toujours le même livre ; oui mais, notent les autres, c'est la force des obsessionnels. Pour les premiers, ses personnages sont imprécis ; oui mais, insistent les autres, tout le monde ainsi peut s'identifier. C'est trop franco-français, osèrent les uns ; le prix Nobel clôt ce débat-là.
Modiano est hors école, hors mode. Il est « inactuel » dit Isabelle Adjani au sens où son écriture résiste au temps. Hors politique ? En ces temps de pétainisme rampant, de zapping et d'oubli programmé, il y a un message modianesque. Et puis qu'un petit-fils d'aventurier toscan obtienne, en 2014, le Nobel de littérature au nom de la France, c'est une bonne nouvelle. ■

LA VIE DE PATRICK MODIANO EN DIX DATES

- **1945** naissance à Boulogne Billancourt.
- **1968** premier roman, *La place de l'Étoile*, Gallimard, des prix
- **1970** mariage Dominique Zehrfuss (2 filles).
- **1973** scénario de « Lacombe Lucien » de Louis Malle
- **1978** Prix Goncourt pour *Rue des boutiques obscures*
- **1997** *Dora Bruder*
- **2001** *La petite bijou*
- **2005** *Un pedigree*, récit autobiographique
- **2013** *Romans*, collection quarto-gallimard
- **2014** Prix Nobel de littérature ; lire son discours de Stockholm.

L'écologie peut encore sauver l'économie

Pascal Galodé Éditions, 2015.

GÉRARD LE PUILL

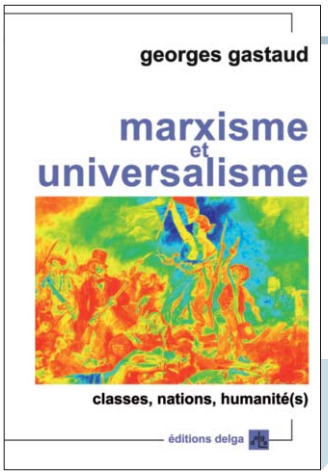
Par Quentin Corzani

Après sept ouvrages déjà publiés, Gérard Le Puill reprend la plume et traite cette fois-ci d'écologie. La Conférence pour le climat Paris 2015 se terminera en décembre. Dans ce contexte, l'auteur pose deux questions, deux fils conducteurs du livre : où en sommes-nous devant l'urgence environnementale ? Et que pouvons-nous faire ? Le livre est divisé en deux parties qui répondent à chacune de ces questions de façon réaliste et rigoureuse grâce à un travail approfondi de recherche et à une expérience de terrain. Écologie, économie, il s'agit de réconcilier deux notions qui peuvent paraître antinomiques et qui ne le devraient pas. Parce que, sans prise en compte des conditions environnementales, la production économique ne pourra pas perdurer. Dans la première partie, le constat est accablant. Il pointe les limites d'un système politique incapable de prendre les décisions adéquates dans une situation pourtant urgente. L'engagement majeur pris par 147 États depuis deux décennies pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) est signé le 11 novembre 1997 dans ce qu'on appelle le protocole de Kyoto. Quel bilan pouvons-nous faire dix-huit ans après ? Tout a empiré. Le Canada se retirait en 2012 du protocole, il faisait pourtant figure de bon élève en s'étant engagé à réduire ses émissions de 6 %. L'Union européenne s'était fixé l'objectif de 8 %. Les émissions de GES du Canada ont augmenté de 28 % entre 1990 et 2004, de nombreux pays européens dépassent leurs objectifs de réduction de 5 % à 18 %. Les émissions de GES des États-Unis qui ne s'étaient engagés à rien (comme la Chine) ont eux augmenté de 16 % sur la même période. Mais ces résultats sont avant tout le fruit d'une contradiction évidente entre la mondialisation capitaliste et un écosystème qui a de plus en plus de mal à renouveler ses ressources naturelles pour subvenir à nos besoins. L'auteur observe le pillage des ressources naturelles de la planète, le pire de tout pouvant être celui qui s'exerce sur le continent africain, l'urbanisation sauvage et énergivore et l'explosion de la circulation automobile. La deuxième partie du livre, uniquement constituée de propositions concrètes pour agir et changer notre mode de production nous permet de souffler. Il s'adresse aussi bien aux individus en questionnant nos habitudes de consommation et en défendant l'idée d'autoproduction, qu'aux journalistes dans leur façon d'informer sur les sujets environnementaux ou aux associations de consommateurs. Contre une économie linéaire, c'est-à-dire de création, de consommation et de destruction, Gérard Le Puill défend l'idée d'une économie circulaire. Quoi qu'il en soit, en sortant de la lecture de ce livre on sent qu'il y a urgence à agir pour préserver notre environnement avant qu'il ne soit trop tard. ■

Marxisme et universalisme, classes, nations, humanité(s)

Éditions Delga, 2015.

GEORGES GASTAUD



Par Florian Gulli

Le livre réunit plusieurs publications de Georges Gastaud. Beaucoup de thèmes sont abordés : la lutte des classes, la nation, l'écologie, les questions « sociétales », l'exterminisme capitaliste, etc.

Le chapitre le plus long est la reprise d'un livre important de l'auteur publié il y a quelques années : *Éléments pour une réflexion marxiste sur la question nationale.* Il s'agit de dépasser les deux perspectives autour desquelles s'organise le débat sur la nation, parmi ceux qui n'estiment pas la notion périmée : la conception ethnique et la conception républicaine. L'objectif est de proposer une troisième lecture, en s'appuyant sur la richesse de la tradition marxiste.

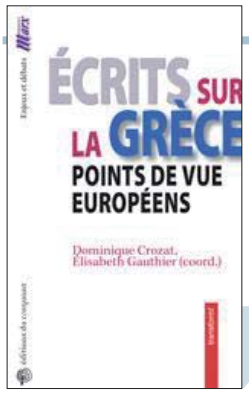
Cette tentative de dépassement ne signifie pas que les deux conceptions précédentes seraient à mettre sur le même plan. Des alliances politiques sont possibles avec les partisans de la conception républicaine de la nation. Elles sont impensables avec les tenants de la perspective ethnique dont la conséquence ultime est paradoxalement le démembrement des nations. Drôle de patriote, en effet, celui qui entend « sauver » son pays, mais en commençant par le purger d'une bonne partie de sa population jugée indésirable : hier les juifs et les communistes, aujourd'hui les musulmans.

La perspective républicaine n'est pas tant fausse qu'incomplète. À l'entendre, la nation serait une réalité purement politique, un « plébiscite de tous les jours » (Renan), une adhésion à des valeurs et des principes. Ainsi, la France serait née avec la République et son contrat social, avec la conscience de partager une destinée commune. Le texte s'emploie à montrer les faiblesses de cette conception formelle qui donne de la nation une image trop vaporeuse. L'objectif est, à l'opposé, de mettre en avant l'objectivité historique et sociale de la réalité nationale contre cette tendance à la faire dépendre de la conscience. La nation précède la conscience nationale, la mémoire nationale, le sentiment national, etc. bien que ces choses ne manquent pas de l'affecter en retour. La nation est une réalité économique, culturelle, historique et institutionnelle (la SNCF et l'Éducation nationale). La nation est aussi traversée par la lutte des classes, conflit central que la référence « républicaine » peut dissimuler en faisant la promotion d'un projet national commun. Enfin, il faut bien constater aujourd'hui que la référence au « plébiscite de tous les jours » peut être retournée contre l'intention de ses promoteurs. Elle peut devenir un instrument d'exclusion de tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans la France telle qu'elle est pour une raison ou pour une autre. La droite extrême française l'a bien compris : « La France, tu l'aimes ou tu la quittes ! ». ■

Écrits sur la Grèce. Points de vue européens

Éditions du Croquant, 2015

DOMINIQUE CROZAT, ELISABETH GAUTHIER (COORD.)



Par Maxime Cochard

On l'a remarqué, l'intensification de l'histoire actuellement à l'œuvre en Europe depuis son épicentre grec échauffe les esprits. Dans toute la gauche, les débats font rage, et c'est heureux. C'est le grand mérite de ce recueil d'articles édité par Espaces Marx et le réseau Transform ! que de livrer une analyse à chaud du moment politique grec et européen. Tous ces textes ont été rédigés après le choc de l'accord du 13 juillet (par lequel le gouvernement de gauche radicale a été contraint de poursuivre l'austérité) par des acteurs ou des observateurs privilégiés de la lutte. Autant de morceaux d'histoire immédiate à lire absolument.

Étienne Balibar, penseur marxiste de grande envergure, développe ici la remarquable analyse qu'il avait donnée à la fin du mois d'août à l'université d'été du PCF. Il y propose un point de vue « européiste de gauche » (récusant du même coup la connotation négative que les souverainistes entendent coller au mot « européisme »), établissant que « l'idée d'un retour aux indépendances nationales […] est un mythe dangereux ». Pourquoi ? Pour la raison qu'il « n'est pas au pouvoir des peuples européens de se placer hors de la mondialisation ». Un retour au cadre national serait l'inverse d'une émancipation vis-à-vis de la contrainte extérieure. « Du côté de la protection comme du côté de la régulation, il n'y a pas – dans le contexte de la mondialisation – de stratégies « unilatérales » possibles : l'enjeu n'est pas celui d'un développement national, même s'il y a dans le monde et à l'intérieur de l'Europe des « retards de développement » à compenser et des « développements alternatifs » à inventer, mais celui d'une inversion globale des tendances du capitalisme financier pour en modifier les effets locaux ». Et l'auteur de proposer « des coalitions de nations démocratiquement associées, dont chacune « multiplie » par là même la puissance et la capacité d'autonomie des autres ». On songe à l'ALBA, embryon développé en Amérique du Sud par association de gouvernements émancipateurs.

On lira également avec grand intérêt la contribution de Stathis Gourgouris, professeur à Columbia, montrant à quel point la prétendue solution miracle de la sortie de l'euro « renforce l'effet réel de TINA – *there is no alternative* ». Pour cet intellectuel grec, « le temps reste la chose la plus précieuse acquise par l'accord – le temps de mettre la gouvernementalité de gauche au travail ». D'autres contributions, comme celle, excellente, de Roger Martelli, ou celle d'universitaires et de députés de Die Linke, vont dans le même sens. Enfin, citons la retranscription de l'entretien fleuve accordé par Alexis Tsipras à la radio de Syriza, sobrement intitulé « L'austérité est une impasse ». Une lecture indispensable, témoignage à vif sur l'histoire contemporaine du mouvement révolutionnaire en Europe par l'un de ceux qui la font. ■

Franco la Muerte

Les éditions Arcanes 17

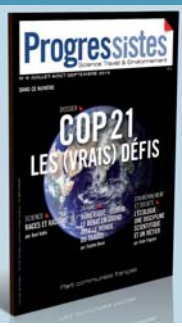
OUVRAGE COLLECTIF

Par Camille Ducrot

« Le temps a passé, la détestation est intacte. Et l'envie d'écrire immédiate. Franco, les garrots, les fachos, les cocos, les nanars, les Basques, les toubibs, les courtisans, les bigots : Vingt auteur-e-s entament ici la grande parade des règlements de compte ». Pour marquer les quarante ans de la mort de Franco, Arcanes 17 a commandé l'écriture de vingt nouvelles qui racontent ou réécrivent l'histoire, qui rendent hommage aux combattants, qui cherchent à prévenir, enfin, de ce qui menace encore. Tel l'hydre, les têtes coupées du franquisme repoussent, d'autant plus facilement que le Caudillo est mort dans son lit, honoré.

Ce sont donc vingt nouvelles longues de deux à dix pages, qui rassemblent des écritures très personnelles et variées ; à elles seules, elles dévoilent les émotions des auteurs face à ce personnage et à cette période : Franco dit *la Muerte* car tellement en accointance avec la torture et l'assassinat qu'il en est imprégné. Il s'agit alors d'écrire les histoires des résistants républicains assassinés, ou celles de leurs proches qui ne se sentent en paix qu'avec la mort du Caudillo en 1975. Ou de raconter, et le ton est alors plus historique, la journée du 20 décembre 1973 date à laquelle Luis Carrero Blanco, héritier présumé de Franco, explose dans un attentat de l'ETA. Ou encore de se venger rétrospectivement de Franco sur un mode plus humoristique, quoique noir toujours, en imaginant des attaques contre *el valle de los caidos*. De se mettre dans la peau de Franco, ou dans celles de fachos plus contemporains. Les approches du thème sont finalement très diverses, traitées comme des polars, des romans historiques, des romans de société ou des échanges épistolaires. Les réflexions personnelles, presque autobiographiques sont fréquentes. Les nouvelles sont un peu tout cela à la fois sans doute et c'est ce qui fait la richesse de ce recueil : donner une vision plurielle, historique et actualisée de cette histoire qui hante les peuples des deux côtés des Pyrénées. Les vingt auteurs se prêtent au jeu avec justesse et nous font entrer dans leurs univers. Ce recueil est finalement l'occasion de les découvrir ou de les retrouver pour aller ensuite vers leurs œuvres personnelles (lesquelles nous sont d'ailleurs recommandées à chaque fin de chapitre). ■

EXPRESSION COMMUNISTE



Progessistes n°9

Climat : relever les défis pour sauver l'avenir de l'Humanité dans les décennies à venir, avec notamment les contributions de Sébastien Balibar, membre de l'Académie des sciences et Hervé Le Treut, membre du GIEC.

http://revue-progressistes.org

Le projet communiste de demain ne saurait se passer des élaborations théoriques que Marx et d'autres avec lui nous ont transmises. Sans dogme mais de manière constructive, *La Revue du projet* propose des éclairages contemporains sur ces textes en en présentant l'histoire et l'actualité.

Le rôle de la violence dans l'histoire

Le rôle que joue la violence dans l'histoire vis-à-vis de l'évolution économique est donc clair. D'abord, toute violence politique repose primitivement sur une fonction économique de caractère social et s'accroît dans la mesure où la dissolution des communautés primitives métamorphose les membres de la société en producteurs privés, les rend donc plus étrangers encore aux administrateurs des fonctions sociales communes. Deuxièmement, après s'être rendue indépendante vis-à-vis de la société, après être devenue, de servante, maîtresse, la violence politique peut agir dans deux directions. Ou bien, elle agit dans le sens et dans la direction de l'évolution économique normale. Dans ce cas, il n'y a pas de conflit entre les deux, l'évolution économique est accélérée. Ou bien, la violence agit contre l'évolution économique, et dans ce cas, à quelques exceptions près, elle succombe régulièrement au développement économique. Ces quelques exceptions sont des cas isolés de conquêtes, où les conquérants plus barbares ont exterminé ou chassé la population d'un pays et dévasté ou laissé perdre les forces productives dont ils ne savaient que faire. Ainsi firent les chrétiens dans l'Espagne mauresque pour la majeure partie des ouvrages d'irrigation, sur lesquels avaient reposé l'agriculture et l'horticulture hautement développées des Maures. Toute conquête par un peuple plus grossier trouble évidemment le développement économique et anéantit de nombreuses forces productives. Mais dans l'énorme majorité des cas de conquête durable, le conquérant plus grossier est forcé de s'adapter à l' « état économique » plus élevé tel qu'il ressort de la conquête ; il est assimilé par le peuple conquis et obligé même, la plupart du temps, d'adopter sa langue. Mais là où dans un pays, – abstraction faite des cas de conquête, – la violence intérieure de l'État entre en opposition avec son évolution économique, comme cela s'est produit jusqu'ici à un certain stade pour presque tout pouvoir politique, la lutte s'est chaque fois terminée par le renversement du pouvoir politique. Sans exception et sans pitié, l'évolution économique s'est ouvert la voie, – nous avons déjà mentionné le dernier exemple des plus frappants : la grande Révolution française.

Friedrich Engels, *Anti-Dühring,*
Éditions sociales, Paris, 1973, p. 210
Traduction d'Émile Bottigelli

On explique souvent le cours de l'histoire en accordant un rôle central aux guerres, batailles et autres conflits armés. C'est donc de la violence, en particulier celle des États, dont il faudrait partir pour éclairer une époque. N'est-ce pas là s'en tenir aux apparences ? Le fracas des armes, les victoires et les défaites, en attirant le regard, ne font-ils pas oublier d'autres facteurs, autrement plus déterminants ? Engels cherche ici à développer une approche matérialiste en montrant que la violence politique est un phénomène dérivé, qui reste incompréhensible tant qu'on ne se réfère pas aux facteurs économiques qui la sous-tendent.

PAR **FLORIAN GULLI ET JEAN QUÉTIER**

LA VIOLENCE POLITIQUE COMME FONCTION ÉCONOMIQUE

La violence politique occupe le devant de la scène. Elle est, pour ses contemporains, le facteur le plus visible, celui qui s'impose avec le plus de force à la conscience. La démarche d'Engels va pourtant consister à remonter en deçà du fait même de la violence pour en faire la généalogie. Il va ainsi remonter de la violence politique à l'évolution économique et faire de celle-là une fonction de celle-ci. Autrement dit, les guerres et les répressions ne s'expliquent pas tant par l'arbitraire des tyrans que par les

besoins de la production. Ceux-ci peuvent être de nature très différente au cours de l'histoire et aujourd'hui encore les exemples ne manquent pas : acquérir des terres agricoles exploitables ou des ressources naturelles, offrir des débouchés à l'industrie de l'armement…

Néanmoins, cette définition de la violence politique comme simple fonction économique ne fait pas pour Engels figure de loi universelle. Elle admet aussi des variations. D'une part, la place de la violence politique paraît s'accroître à mesure que disparaissent les communautés primitives et que s'impose au monde entier la production marchande. Marx et Engels avaient en effet pris appui sur différents travaux ethnographiques pour affirmer qu'existait, notamment dans les anciennes tribus germaniques ou encore dans les communautés paysannes russes, une forme de communisme des origines dans laquelle la propriété privée de la terre n'existait pas. La dissolution de ces communautés primitives va ainsi de pair avec un développement de la violence, l'administration des fonctions sociales communes prenant souvent la forme d'un État répressif et sans lien réel avec ses administrés. D'autre part, la violence politique peut s'autonomiser. Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'a plus de cause économique, mais bien plutôt qu'il existe une pesanteur des conflits politiques. Un conflit dont le point de départ aura été un enjeu économique – l'accès à des ressources naturelles par exemple – peut très bien s'enliser et revêtir une forme culturelle ou religieuse.

LA VIOLENCE POLITIQUE NE PEUT PRESQUE RIEN CONTRE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE.

La violence politique n'est pas non plus le facteur historique le plus déterminant. Engels va le montrer à propos des conquêtes et de la violence d'État : elles n'infléchissent presque jamais le cours du développement économique. Pour la plupart des conquêtes, le caractère déterminant de l'évolution économique est évident. Le plus fort militairement est presque toujours le plus développé économiquement, la puissance militaire découlant de la puissance économique. « La victoire de la violence, écrit Engels, repose sur la production d'armes, et celle-ci à son tour sur la production en général ». Ce qui est vrai par exemple de la domination britannique de l'Inde, largement fondée sur la puissance industrielle de l'Angleterre.

Mais il est d'autres conquêtes où l'on voit le moins développé économiquement s'imposer par la violence au plus développé. C'est le cas des Barbares envahissant l'Empire romain aux IVe et Ve siècles. Une telle conquête ne prouve-t-elle pas que l'économie n'a pas l'importance qu'on lui prête ? Que c'est la violence qui décide en dernière instance du sens de l'évolution historique ? Pour Engels, il n'en est rien. En effet, peu après sa victoire, « le conquérant plus grossier […] est assimilé par le peuple conquis et obligé même, la plupart du temps, d'adopter sa langue ». Certaines tribus germaniques, les Burgondes, les Wisigoths et les Francs, par exemple, adopteront peu à peu le latin. La première cause d'assimilation linguistique demeure l'adaptation à l'état économique plus élevé du peuple conquis. Ainsi, et malgré la victoire militaire, la culture des conquérants moins développés commence à s'éteindre. La violence, finalement, a succombé au développement économique. Il existe quelques contre-exemples. C'est le cas des souverains chrétiens lors de la Reconquista, qui n'ont pas su tirer parti des forces productives développées par les Arabes en Andalousie. Mais pour Engels, les situations où le développement économique cède le pas devant la violence demeurent exceptionnelles dans l'histoire.

La violence d'État obéit à la même règle. Elle peut certes beaucoup de choses ; il serait naïf de nier son efficacité. Néanmoins, il n'est pas en son pouvoir de s'opposer à l'évolution économique. Engels prend l'exemple de « la grande Révolution française ». Il la conçoit comme « le renversement du pouvoir politique » de l'aristocratie au profit de la bourgeoisie. Mais cet événement décisif est le résultat du long processus au cours duquel la bourgeoisie est devenue dominante économiquement. Une fois établie, la domination économique de cette classe, la partie est perdue pour l'aristocratie. Elle peut utiliser la violence d'État pour se maintenir au pouvoir, elle peut même y parvenir un temps, mais sa dépendance économique finira par avoir raison de sa suprématie politique. La violence d'État qui se déchaîne est toujours pour Engels l'aveu de faiblesse d'une classe sociale aux abois. ■

« MONSIEUR DÜHRING BOULEVERSE LA SCIENCE »

Au milieu des années 1870, l'influence d'Eugen Dühring, enseignant à l'université de Berlin se proclamant socialiste, prend de l'ampleur dans les rangs du Parti ouvrier socialiste allemand. C'est notamment parce que Dühring prétend offrir une vision du monde globale, touchant tous les domaines, de la physique à l'économie en passant par la philosophie, que ses travaux sont en vogue. Engels, tout comme Marx, voit néanmoins en lui un imposteur et profite de l'occasion que lui offre le journal du parti pour répondre à Dühring point par point.

LA REVUE DU PROJET

BULLETIN D'ABONNEMENT

RÈGLEMENT PAR **CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL** (À L'ORDRE DE LA REVUE DU PROJET. REMPLIR BULLETIN CI-DESSOUS).

Durée 1 an/10 numéros

BULLETIN D'ABONNEMENT ANNUEL

❑ **Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de «La Revue du Projet»**

❑ **Standard : 56 €** ❑ **Chômeurs/étudiants : 40 €** ❑ **Souscription : 72 €**

SERVICE ABONNEMENT - i-Abo/La Revue du projet - 11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE

Tél. : 01 60 86 03 31 - Fax : 01 55 04 94 01 - Mail : larevueduprojet@i-abo.fr

À envoyer à l'adresse ci-dessus.

Nom & prénom .....

Adresse .....

Code postal .....Ville .....

Adresse électronique .....Mobile(*) .....

(*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement Date : ..... Signature :

RÈGLEMENT **PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE** (REMPLIR FORMULAIRE CI-DESSOUS).

BULLETIN D'ABONNEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (4 fois/an)

❑ **Standard : 56 €** ❑ **Chômeurs/étudiants : 40 €** ❑ **Souscription : 72 €**

NOM, PRÉNOM ET ADRESSE DU DÉBITEUR

Nom : .....

Prénom :.....

Adresse : .....

CP : ..... Ville :.....Pays :.....

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN-Numéro d´identification international du compte bancaire

BIC-Code international d´identification de votre banque

TYPE DE PAIEMENT Paiement récurrent/répétitif ☐

CRÉANCIER : ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN - ICS : FR23ZZZ530622 - Adresse : 6, avenue Mathurin-Moreau, 75167 Paris cedex 19

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN

Référence unique du mandat (réservé à l'administration)

En signant ce formulaire vous autorisez l'ASSOCIATION PAUL LANGEVIN à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de l'ASSOCIATION PAUL LANGEVIN. Vous bénéficiez du droit d´être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement

Fait à : ..... Signature :

Le : .....

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n´être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l´exercice, par ce dernier, de ses droits d´oppositions, d´accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l´informatique, aux fichiers et aux libertés.

À retourner à : SERVICE ABONNEMENT - i-Abo/La Revue du projet - 11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE

COMITÉ DE PILOTAGE DU PROJET

Pierre Laurent
Secrétaire national du PCF
Responsable national du projet

Isabelle De Almeida
Responsable nationale adjointe du projet

Marc Brynhole

Olivier Dartigolles

Jean-Luc Gibelin

Isabelle Lorand

Alain Obadia

Véronique Sandoval

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT
Xavier Compain
xcompain@pcf.fr

CULTURE
Alain Hayot
ahayot@wanadoo.fr

DROITS DES FEMMES ET FÉMINISME
Laurence Cohen
cohenperdrix@gmail.com

ÉCOLOGIE
Hervé Bramy
hbramycg93@wanadoo.fr

ÉCONOMIE ET FINANCES
Yves Dimicoli
ydimicoli@pcf.fr

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
Sylvie Mayer
mayersy@wanadoo.fr

ÉDUCATION
Marine Roussillon
marine.roussillon@wanadoo.fr

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - RECHERCHE
Anne Mesliand
amesliand@orange.fr

JEUNESSE
Isabelle De Almeida
idealmeida@pcf.fr

LUTTE CONTRE LE RACISME
Fabienne Haloui
fabienne.haloui@wanadoo.fr

PRODUCTION, INDUSTRIE ET SERVICES
Alain Obadia
alain.obadia@orange.fr

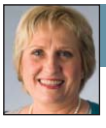
PROJET EUROPÉEN
Patrick Le Hyaric
plehyaric@humanite.fr

RÉPUBLIQUE, DÉMOCRATIE ET INSTITUTIONS
Pierre Dharréville
pdharreville@bdr13.pcf.fr

SANTÉ, PROTECTION SOCIALE
Jean-Luc Gibelin
jean-luc.gibelin@orange.fr

SPORT
Nicolas Bonnet
nbonnet@pcf.fr

TRAVAIL, EMPLOI
Véronique Sandoval
sandoval_ve@yahoo.fr



VILLE, RURALITÉ, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
Isabelle Lorand
ilorand@pcf.fr

COMITÉ DU PROJET

ÉCONOMIE POLITIQUE
Frédéric Rauch
frauch@pcf.fr

Progressistes
Amar Bellal
bellal.amar@gmail.com

LA REVUE DU PROJET
Guillaume Roubaud-Quashie
gquashie@pcf.fr

espaces Marx
Patrice Cohen-Seat
pcohen-seat@pcf.fr

lem
Michel Laurent
Lieu d'études sur le mouvement des idées et des connaissances
mlaurent@pcf.fr

L'ÉQUIPE DE LA REVUE

Guillaume Roubaud-Quashie
Directeur

Clément Garcia
Rédacteur en chef

Léo Purguette
Rédacteur en chef

Jean Quétier
Rédacteur en chef

Gérard Streiff
Rédacteur en chef
Combat d'idées
Sondages

Caroline Bardot
Rédactrice en chef adjointe

Hélène Bidard
Rédactrice en chef adjointe

Davy Castel
Rédacteur en chef adjoint

Igor Martinache
Rédacteur en chef adjoint

Noëlle Mansoux
Secrétaire de rédaction

Séphanie Loncle
Collaboratrice

Mickaël Bouali
Collaborateur

Marine Roussillon
Critiques

Maxime Cochard
Critiques

Nadhia Kacel
Féminisme

Stève Bessac
Histoire

Camille Ducrot
Lire

Florian Gulli
Mouvement réel
Dans le texte

Corinne Luxembourg
Production de territoires

Séverine Charret
Production de territoires

Étienne Chosson
Regard

Victor Blanc
Poésies

Alain Vermeersch
Revue des média

Pierre Crépel
Sciences

Michaël Orand
Statistiques

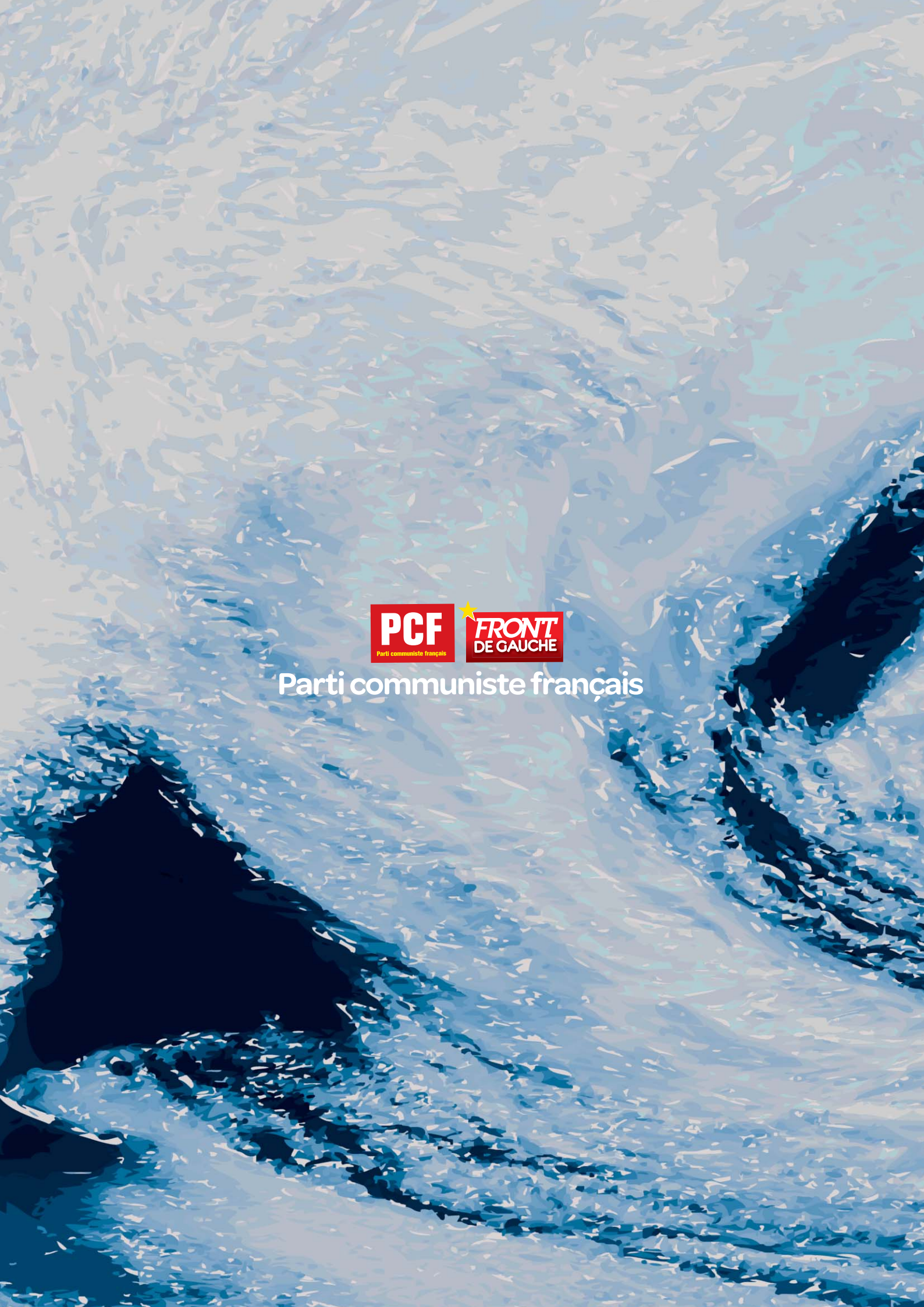
Quentin Corzani
Travail de secteurs

Alexandre Fleuret
Vidéo
Lectrices & lecteurs

Vincent Bordas
Relecture

Sébastien Thomassey
Mise en page

Frédo Coyère
Mise en page et graphisme


PCF
Parti communiste français
FRONT DE GAUCHE
Parti communiste français